

Stanislas Jeannesson

La guerre froide

Éditions La Découverte
9 *bis*, rue Abel-Hovelacque
75013 Paris

Catalogage Électre-Bibliographie

JEANNESSON, Stanislas

La guerre froide. — Paris : La Découverte, 2002. — (Repères ; 351)

ISBN 2-7071-3508-9

Rameau : guerre froide

Dewey : 327.3 : Relations internationales. Politique étrangère.
Conflits internationaux. Propagande et guerre
psychologique

Public concerné : 1^{er} et 2^e cycles. Public motivé

Le logo qui figure au dos de la couverture de ce livre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, tout particulièrement dans le domaine des sciences humaines et sociales, le développement massif du photocopillage.

Le Code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or cette pratique s'est généralisée dans les établissements d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres, au point que la possibilité même pour les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée.

Nous rappelons donc qu'en application des articles L. 122-10 à L. 122-12 du Code de la propriété intellectuelle, toute reproduction à usage collectif par photocopie, intégralement ou partiellement, du présent ouvrage est interdite sans autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris). Toute autre forme de reproduction, intégrale ou partielle, est également interdite sans autorisation de l'éditeur.

Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit d'envoyer vos nom et adresse aux Éditions La Découverte, 9 bis, rue Abel-Hovelacque, 75013 Paris. Vous recevrez gratuitement notre bulletin trimestriel *À la Découverte*. Vous pouvez également retrouver l'ensemble de notre catalogue et nous contacter sur notre site www.editions-ladecouverte.fr.

© Éditions La Découverte & Syros, Paris, 2002.

Introduction

Pendant plus de quarante ans, de 1947 à 1990, la guerre froide a dominé les relations internationales. Le phénomène est tout à fait original : l'expression même (*Cold War*) est forgée de toutes pièces dès 1947 et popularisée par le journaliste américain Walter Lippmann, pour qualifier un type de conflit qui sur plusieurs points se distingue nettement des affrontements traditionnels.

La guerre froide oppose fondamentalement deux pays, les États-Unis et l'URSS, qui s'appuient chacun sur des réseaux d'alliances cohérents et soudés, les *blocs*. Le conflit est de nature idéologique, stratégique et politique. Il revêt plusieurs formes : militaire, diplomatique, économique, scientifique, culturelle... Jamais, toutefois, Américains et Soviétiques n'en sont venus à s'affronter directement. C'est en ce sens que la guerre est restée froide. Cela ne l'a d'ailleurs pas empêchée d'engendrer de nombreux conflits armés, certes localisés et limités, mais souvent très meurtriers.

L'originalité de la guerre froide tient également à sa dimension planétaire. Progressivement, l'Europe, puis l'Asie, le Moyen-Orient, l'Amérique et l'Afrique deviennent autant d'enjeux stratégiques et de champs de rivalités. On peut enfin s'interroger sur l'exceptionnelle durée de cet affrontement. Comment expliquer que la guerre froide, née dans des circonstances bien particulières, ait pendant si longtemps conditionné l'ensemble des relations internationales ? Car, même s'il y eut des périodes de tension et de détente, même si de nombreux pays, individuellement ou non, tentèrent d'échapper à la logique d'un monde bipolaire, au magnétisme de Washington

ou de Moscou, l'ordre mondial, jusqu'à l'effondrement du bloc soviétique, s'est construit autour d'un équilibre Est-Ouest, fragile et dangereux, mais aussi largement codifié.

Jusqu'à la fin de l'URSS, la recherche historique ne s'appuyait que sur les documents publiés et les archives américaines disponibles, ce qui, par la force des choses, faussait les perspectives. Pendant une quinzaine d'années, la tendance dominante fut d'abord, du moins à l'Ouest, de rendre l'expansionnisme soviétique responsable des origines et de la poursuite de la guerre froide : les Occidentaux n'auraient fait que répondre aux provocations de Moscou. Aux États-Unis, plusieurs historiens contestèrent dans les années 1960, de façon vigoureuse et souvent excessive, cette interprétation quasi officielle et accusèrent l'impérialisme économique américain de profiter largement d'une situation qu'il avait créée. Les années 1970 et 1980 virent s'imposer plutôt la thèse d'un conflit essentiellement géopolitique, né d'une succession de malentendus et entretenu par le durcissement ultérieur de la politique américaine et soviétique, aggravant la méfiance réciproque. En France, l'historiographie, de façon générale, s'est longtemps désintéressée de ces débats. On ne disposait pas, jusqu'à la synthèse récente et très complète de Georges-Henri Soutou [14], d'ouvrage de référence portant sur l'ensemble de la période.

La façon dont la guerre froide a pris fin, entre 1985 et 1990, a permis, avec le recul, de mieux comprendre ce qui en faisait la singularité [10]. En même temps, l'ouverture (encore partielle) des archives soviétiques a fait progresser la recherche. Elle n'a pas clos le débat, mais l'a recentré. Tout le monde, ou presque, reconnaît maintenant le rôle décisif des initiatives de Staline et l'importance du facteur idéologique dans la définition de la politique extérieure de l'URSS, même s'il n'est pas question pour autant de minimiser les desseins de Washington et les erreurs, souvent dramatiques, commises par les États-Unis. S'il demeure présomptueux d'affirmer que « *we now know* », comme le fait l'historien John L. Gaddis [8 et 13], il est désormais possible, dans un climat plus apaisé, de faire le point sur nos connaissances.

I / Les origines de la guerre froide

De toutes les questions qui ont trait à la guerre froide, celle des origines est la plus complexe [73]. En février 1945, à Yalta, les États-Unis, l'URSS et la Grande-Bretagne s'accordent sur un certain nombre de dispositions, tant pour l'après-guerre que pour ce qui constitue depuis 1941 le fondement de leur alliance : la lutte contre l'Allemagne nazie. L'atmosphère est cordiale. En 1947, un an et demi après la victoire et les sacrifices communs, l'alliance vole en éclats, deux camps se forment, l'URSS et les États-Unis s'affirment comme les leaders de deux mondes que tout oppose.

La rupture n'est cependant pas surprenante. C'est l'aboutissement d'un long processus dont les signes avant-coureurs apparaissent dès 1943 et qui peut s'expliquer par des considérations idéologiques et géopolitiques. Décrire ce cheminement et faire la part de ces facteurs est une entreprise délicate. Avec la question des origines, c'est par ailleurs celle des responsabilités qui est posée. On touche là un domaine où les enjeux sont tels qu'ils ont souvent brouillé les analyses.

1. Deux systèmes universalistes

La dimension idéologique de la future guerre froide prend corps dès 1917, lorsque, de part et d'autre d'une Europe ravagée, l'URSS et les États-Unis prétendent édifier un ordre mondial fondé sur des principes à la fois novateurs et radicalement opposés [10].

• *L'URSS et la révolution mondiale.* — Pour Lénine, la révolution d'Octobre, qui fait de la Russie le premier État communiste, est le prélude à la révolution mondiale. Les conflits coloniaux, la guerre sont les symptômes des contradictions internes du capitalisme et annoncent son effondrement [52]. Le Komintern, fondé en 1919, doit réunir l'ensemble des partis communistes, dont le but ultime, sous la direction exclusive de Moscou, est de renverser les gouvernements bourgeois de leurs pays.

Mais l'URSS est aussi un État, au sens classique du terme, avec des frontières et des intérêts particuliers. Leur défense n'est pas forcément compatible avec une politique d'expansion idéologique. Après la mort de Lénine, Staline, contre l'avis de Trotski, résout le dilemme en reléguant au second plan l'objectif de la révolution mondiale. Il subordonne les intérêts du mouvement communiste international à ceux de l'URSS et prône la construction prioritaire du socialisme en un seul pays. « Est authentiquement révolutionnaire, dit-il en 1928 au VI^e congrès du Komintern, celui qui est prêt à défendre l'Union soviétique sans réserves, ouvertement, inconditionnellement » [60]. Les considérations idéologiques, malgré tout, ne disparaissent pas. Elles tiennent dans la conduite de la politique extérieure soviétique une place parfois secondaire, mais toujours importante.

• *Les États-Unis et l'internationalisme wilsonien.* — C'est également en 1917 que le président Woodrow Wilson décide l'entrée en guerre des États-Unis. Il jette en même temps les bases d'un ordre mondial construit sur les principes de la *new diplomacy*. Un célèbre discours du 8 janvier 1918 résume son projet en quatorze points : diplomatie ouverte et rejet des alliances secrètes ; liberté de navigation sur mer ; démantèlement des barrières économiques et des entraves commerciales ; droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; création d'une Société des Nations (SDN) offrant aux grands et aux petits États des garanties égales d'indépendance et d'intégrité.

Le wilsonisme révolutionne la politique extérieure des États-Unis, jusqu'alors cantonnée, d'après la doctrine Monroe, aux Amériques et au Pacifique. Il considère comme universels les fondements sur lesquels s'est élaborée la puissance américaine : démocratie politique et libéralisme économique. Le monde trouvera la paix dans la richesse, la prospérité et le

développement du système capitaliste. Ce messianisme repose chez Wilson sur de fortes convictions morales et le désir sincère de construire un monde plus juste, fondé sur le droit et non le bon vouloir des grandes puissances européennes. Il profite aussi au capitalisme américain, premier bénéficiaire au lendemain de la Première Guerre mondiale de l'ouverture et de l'expansion des marchés.

La charte de l'Atlantique, signée le 12 août 1941 par Roosevelt et un Churchill prêt à faire des concessions pour obtenir l'entrée en guerre des États-Unis, reprend en huit points la plupart de ces principes : aucune modification territoriale sans l'accord des populations ; droit des peuples, y compris ceux des colonies, à choisir librement leur gouvernement ; élaboration d'une paix garantissant la sécurité internationale, « après la destruction finale de la tyrannie nazie ».

Dès l'entre-deux-guerres, l'URSS et les États-Unis se présentent donc tous deux comme les tenants de systèmes universalistes opposés dont l'affrontement, en théorie, ne peut cesser qu'avec le triomphe de l'un sur l'autre. Dans l'absolu, aucune convergence n'est possible, ni sur le plan économique (capitalisme et communisme sont purement antithétiques) ni sur le plan politique. L'emploi commun du mot « démocratie » est trompeur : dans le cas du marxisme, il évoque une conception égalitaire, subordonnée à la dictature préalable du prolétariat, très différente de la réflexion libérale qui met l'accent sur l'exercice des libertés individuelles [14].

On ne peut cependant affirmer, comme le propose André Fontaine, que la guerre froide commence en 1917 [5]. Dans l'entre-deux-guerres, l'URSS et les États-Unis ne jouent pas un rôle tel que leur antagonisme ait une dimension planétaire. Les États-Unis, après Wilson, se tiennent à l'écart de la politique européenne ; l'URSS est pendant longtemps volontairement ignorée des gouvernements occidentaux. L'Europe est encore au cœur des relations internationales. La véritable guerre froide ne peut commencer qu'à partir du moment où le conflit idéologique se double d'un affrontement géopolitique entre deux États devenus deux superpuissances. C'est pourquoi René Girault et Robert Frank font de 1941 le « tournant du siècle » [9]. L'URSS entre en guerre du côté allié le 22 juin, après l'invasion allemande, et les États-Unis le 7 décembre, après l'attaque japonaise. Les deux pays s'installent alors si bien au premier rang de la scène qu'ils ne quitteront plus leur place.

Dans l'immédiat toutefois, les deux grands sont dans le même camp, celui de la lutte contre le nazisme. C'est l'urgence du moment. Les divergences passent au second plan. Staline dissout le Komintern et tient le discours patriotique d'un chef d'État galvanisant son peuple. Les États-Unis fournissent du matériel de guerre à l'Armée rouge. Peut-on imaginer, comme le pense le secrétaire d'État américain au Commerce, Henry Wallace, que cette alliance de circonstance conduise à terme les idéologies à converger, les unes évoluant vers plus de liberté, les autres vers plus d'égalité ?

2. Une mésentente croissante

Téhéran

Entre les trois grands alliés, URSS, États-Unis et Grande-Bretagne le climat est plutôt bon jusqu'en 1945, au moins tant que les préoccupations directement liées à la guerre restent prioritaires. Non qu'ils soient toujours d'accord sur la conduite des opérations : les Soviétiques, notamment, demandent dès 1941 l'ouverture à l'Ouest d'un second front qui leur est refusée pendant trois ans. Mais les divergences fondamentales surgissent lorsqu'on évoque l'après-guerre.

Staline, Roosevelt et Churchill se rencontrent pour la première fois à Téhéran, du 28 novembre au 2 décembre 1943. L'entrevue a été soigneusement préparée par leurs ministres des Affaires étrangères, réunis le mois précédent à Moscou. On y parle surtout de stratégie militaire, mais chacun dévoile aussi ses intentions à long terme. Le contexte peut l'expliquer. Depuis juillet, la proche défaite du Reich est envisageable. Le débarquement anglo-américain en Sicile et l'arrestation de Mussolini ont brisé l'axe Rome-Berlin. En même temps, à Koursk, les blindés de l'Armée rouge enfoncent les chars allemands et retournent de façon définitive la situation à l'Est. L'URSS n'a désormais plus besoin de l'ouverture d'un second front pour repousser l'ennemi et n'a plus, pour l'obtenir, à faire de concessions à ses alliés : elle se libère seule [9].

Le principal objectif de Roosevelt est de faire accepter sa conception d'une organisation internationale chargée de maintenir la paix après le conflit. Tirant avec réalisme les leçons de l'échec de la SDN, dont le bon fonctionnement avait pâti, entre

autres, du principe d'égalité entre les États, il propose un système dominé par quatre pays, les « *Big Four* », États-Unis, URSS, Grande-Bretagne et Chine (la Chine des nationalistes alors alliée des Américains), qui prendraient seuls les décisions importantes et disposeraient pour assurer la paix d'un réseau mondial de bases militaires. Staline et Churchill donnent leur accord de principe, mais restent évasifs et sceptiques.

Les préoccupations de Staline sont moins vastes et plus concrètes. Il s'agit pour lui, et ce sera son argumentation constante, de faire admettre la nécessité pour l'URSS de se doter en Europe orientale d'un « glacis protecteur », pour la mettre à l'abri d'une invasion future. Staline insiste sur les précédents de 1914 et 1941, et sur le droit de son pays à la sécurité. Il obtient de ses alliés la reconnaissance des frontières de 1940, intégrant les territoires annexés après le pacte germano-soviétique du 23 août 1939 et ses suites : les pays baltes (indépendants durant l'entre-deux-guerres), la Carélie, la partie orientale de la Pologne et la Bessarabie (voir carte p. 10). Un autre point fondamental est l'adoption, en fait dès la conférence de Moscou, du principe selon lequel, en pratique, les pays libérés seront administrés par la seule puissance occupante, en attendant la restauration d'un pouvoir politique et l'évacuation militaire. Les autres alliés n'auront qu'un rôle consultatif. L'exemple de l'Italie, où seules les armées américaines et britanniques administrent le territoire, est mis en avant par Staline pour étendre le cas à l'ensemble du continent. Dès lors, c'est légitimer une sorte de « course à la libération » que seule l'URSS est en mesure de mener en Europe de l'Est ; c'est accepter à terme la constitution de fait, mais encore *de façon provisoire*, de vastes zones d'influence.

En 1944, les troupes soviétiques libèrent leur pays, puis de septembre à janvier 1945, atteignent les capitales de l'Est : Bucarest, Sofia, Varsovie et Budapest, en attendant Vienne le 13 avril, Berlin le 2 mai et Prague le 9. De leur côté, les troupes anglo-américaines, débarquées le 6 juin 1944 en Normandie, progressent plus lentement, en raison de l'opposition allemande, d'un grand souci de préserver les vies des soldats et d'une stratégie de libération totale et méthodique qui refuse de laisser subsister des poches de résistance ennemies. Le Rhin n'est franchi qu'en mars 1945. Les États-Unis doivent aussi compter avec la guerre qu'ils mènent en Asie, qui s'annonce plus longue que prévu.

L'EUROPE EN 1948



— frontières de 1947

- - - - - frontières de 1937

▬ gains territoriaux de l'URSS
(avec date de l'annexion)

▮ gains territoriaux : Pologne,
Yougoslavie et Bulgarie.

HONGRIE pays communiste

■ OEEC (plus Islande et Portugal)

Allemagne et Autriche

1 zone soviétique

2 zone américaine

3 zone britannique

4 zone française

□ ville à quatre secteurs d'occupation

• *L'accord des pourcentages.* — C'est la Grande-Bretagne qui s'inquiète le plus de la suprématie prévisible de l'URSS en Europe de l'Est. Churchill est un anticommuniste de la première heure, mais, en diplomate de la vieille école, il analyse avec réalisme et raisonne en termes d'intérêts particuliers. Il sait très bien que son pays n'a plus les moyens d'imposer ses vues. Son objectif immédiat est de sauver ce qui peut l'être de l'influence britannique en Europe, et notamment en Méditerranée orientale. Il rencontre Staline en tête à tête, en octobre 1944 à Moscou ; les deux hommes parlent le même langage. Le résultat est le célèbre « accord des pourcentages », en réalité un papier griffonné à la hâte : contre le maintien de l'influence britannique en Grèce (à « 90 % », dit le texte, sans plus de précision), Churchill laisse l'URSS mener le jeu en Bulgarie, Hongrie et Roumanie (à 90 %, 80 % et 75 %) et accepte un partage équitable en Yougoslavie (50-50 %). Sans doute ne faut-il pas accorder trop d'importance à ces chiffres. L'accord ne concerne ni la Pologne ni la Tchécoslovaquie ; il n'engage pas les États-Unis, qui condamnent ce type de marchandage diplomatique. Il n'en révèle pas moins la réalité des rapports de forces et le réalisme des deux interlocuteurs. Dans l'immédiat, l'accord est d'ailleurs respecté, puisque, dès décembre, les troupes anglaises rétablissent en Grèce le roi sur son trône.

Yalta

La conférence de Yalta, en Crimée, est la plus célèbre des rencontres interalliées [72 et 76]. Elle se tient du 4 au 12 février 1945. En raison du contexte militaire, Roosevelt y est nettement en position de demandeur. La libération des territoires occupés par le Japon est lente et meurtrière ; les États-Unis ont besoin de l'aide soviétique. Roosevelt obtient la promesse d'une intervention de l'URSS trois mois après la capitulation allemande, contre l'octroi des îles Kouriles, de Sakhaline et la concession des chemins de fer et de deux ports mandchous (Dairen et Port-Arthur).

Le président américain marque également des points sur la question qui lui tient à cœur, celle des Nations unies. Les travaux de Dumbarton Oaks, qui ont rassemblé à l'automne 1944 les experts des principaux pays alliés, ont fait avancer le dossier. Le rouage principal de l'organisation est un Conseil de sécurité notamment composé de cinq membres permanents qui

disposent chacun d'un droit de veto, sauf si le pays est partie prenante. L'URSS voulait que le veto fonctionne dans tous les cas, mais elle a dû faire des concessions. La Grande-Bretagne, qui souhaite trouver un allié européen, particulièrement sur les questions coloniales, insiste pour que la France obtienne un siège de membre permanent. L'URSS renonce aussi à voir ses seize républiques représentées à l'Assemblée ; elle enlève quand même trois sièges.

Roosevelt ayant obtenu satisfaction, Staline peut présenter ses demandes, qui concernent l'Allemagne et l'Europe de l'Est. Invoquant l'ampleur des destructions, il réclame le transfert en URSS de 80 % de l'industrie allemande, puis, devant le refus catégorique de Churchill, 20 milliards de dollars de réparations, dont la moitié pour son pays. Roosevelt n'approuve pas mais retient le chiffre pour servir de base à des discussions futures. On décide par ailleurs de diviser l'Allemagne en quatre zones d'occupation, la France recevant finalement un secteur, là aussi grâce à l'appui britannique.

Staline promet des élections libres dans les pays de l'Est contrôlés par l'Armée rouge dès le retour d'une certaine stabilité politique. C'est la fameuse « déclaration sur l'Europe libérée », à laquelle Roosevelt tenait tant. En attendant, un gouvernement à majorité communiste s'installe à Varsovie (voir encadré). On a reproché au président américain, malade et très affaibli, d'avoir naïvement cru la promesse de Staline et de s'en être contenté. C'est oublier qu'il avait déjà beaucoup obtenu sur ce qu'il estimait être prioritaire et qu'au reste il n'avait pas les moyens de forcer l'armée soviétique à évacuer les territoires qu'elle occupait. Que pouvait-il espérer d'autre qu'une déclaration d'intention ? Yalta n'est un partage ni de l'Europe ni du monde. N'y cherchons pas l'origine de la guerre froide. Yalta est plutôt une tentative d'aller contre ce partage en zone d'influence, de dépasser la logique née des rapports de forces et de la configuration militaire, pour œuvrer ensemble à la renaissance démocratique du continent. Mais l'« esprit de Yalta » ne pouvait subsister qu'avec le maintien de la grande alliance [9].

Potsdam

À Potsdam, où, du 17 juillet au 2 août 1945, se tient la troisième des rencontres au sommet, le contexte est très différent [72 et 76]. En Europe, la capitulation allemande a mis fin au

La question polonaise

La question polonaise est l'un des principaux fils conducteurs qui, de Yalta à Potsdam, est au centre des conversations interalliées. Son importance revêt plusieurs aspects, stratégiques, politiques, humains et symboliques. La Pologne est d'abord, avec l'URSS, le pays qui a le plus souffert de la guerre ; envahie en septembre 1939 par la Wehrmacht et l'Armée rouge, elle est partagée, rayée de la carte, occupée par l'Allemagne dans sa totalité à partir de 1941 et devient le siège d'un gouvernement général particulièrement barbare ; 5,4 millions de ses habitants (16 % de la population) périssent, dont 3 millions de Juifs exterminés dans les camps. Pour les démocraties occidentales, le sort de la Pologne est lourd de sens : c'est pour répondre à son invasion que la France et la Grande-Bretagne ont déclaré la guerre à l'Allemagne ; la restauration d'une nation souveraine est l'un des objectifs principaux de Churchill, puis de Roosevelt. Pour Staline enfin, la Pologne est au cœur du glacis qu'il compte élever à la frontière occidentale de l'URSS. Il cherche aussi à récupérer les territoires abandonnés en 1921, du fait de la guerre russo-polonaise.

La question polonaise comporte deux volets : le problème des frontières et celui du gouvernement. La frontière orientale est fixée à Téhéran : comme le réclame Staline, on en revient à la ligne Curzon tracée dès 1918, qui correspond approximativement à la ligne de partage du pacte germano-soviétique de 1939. En échange, la Pologne hérite du sud de la Prusse orientale (le nord revenant à l'URSS), et d'un ensemble de territoires gagnés à l'ouest. On précise à Yalta et Potsdam le dessin de cette nouvelle frontière avec l'Allemagne : elle suit le

cours de l'Oder et, malgré l'avis de Churchill, de la Neisse occidentale, et non orientale. La nouvelle Pologne est moins vaste, mais plus riche que l'ancienne : une large ouverture sur la Baltique, avec Stettin et Gdansk, et les mines de Silésie. Cette translation vers l'ouest provoque de gigantesques migrations : jusqu'en 1950, 9 millions d'Allemands quittent la Pologne et 2,5 millions de Polonais l'URSS.

Roosevelt et Churchill ont accepté les frontières voulues par Staline en espérant des concessions sur la restauration du pouvoir politique. À la libération, la Pologne a en effet deux gouvernements : le premier, en exil à Londres depuis 1939, dirigé par Mikolajczyk, ancien leader conservateur du parti paysan, soutenu par la Grande-Bretagne et comptant sur une armée de l'intérieur clandestine d'environ 300 000 hommes ; le second, le Comité polonais de Libération nationale, à majorité communiste, installé par l'URSS à Lublin en juillet 1944, qui a donc l'avantage d'être sur place et dispose d'une armée populaire. Staline laisse d'abord les Allemands réprimer l'insurrection de Varsovie, menée par l'armée polonaise de l'intérieur d'août à octobre 1944. Aux portes de la ville, l'Armée rouge n'intervient pas. Ce n'est qu'en janvier 1945 qu'elle entre dans la capitale et y établit, sans plus rencontrer d'opposition, le Comité de Lublin. Ce dernier discrédite ensuite le gouvernement de Londres en l'accusant d'avoir déclenché trop tôt l'insurrection. Mikolajczyk, qui refuse par ailleurs d'entériner les bouleversements frontaliers, est finalement lâché par Roosevelt et Churchill, qui acceptent à Yalta, contre la promesse de prochaines élections libres, la formation d'un cabinet de coalition à dominante communiste. Sur les vingt et un

membres du gouvernement composé en juin 1945, trois seulement viennent de Londres (dont Mikolajczyk, vice-président). La mise en place d'une police politique, de la censure et

une solide propagande permettent aux communistes de remporter les élections tant attendues, en janvier 1947, dans des conditions fort peu démocratiques.

conflit ; les États-Unis restent seuls en guerre. Mais, depuis le 16 juillet, la veille de l'ouverture de la conférence, ils détiennent une arme dont on n'apprécie pas bien encore la puissance de destruction, mais dont on se doute qu'elle permettra de précipiter la défaite japonaise. Dans le désert d'Alamogordo a eu lieu le premier essai de la bombe atomique. Les États-Unis ne demandent donc plus l'aide soviétique et parlent désormais en position de force. Par ailleurs, les promesses d'élections libres n'ont pas été tenues : l'« esprit de Yalta » ne s'est manifesté ni en Pologne ni en Roumanie, où, en mars, un gouvernement communiste a pris le pouvoir. L'atmosphère est tendue.

Les hommes enfin ne sont plus les mêmes. Roosevelt est mort le 12 avril ; il est remplacé par son vice-président, Harry Truman, novice en politique étrangère, qui doit dans l'urgence assimiler les dossiers [18]. À l'évidence, le courant ne passe pas avec Staline. Au beau milieu du sommet, c'est Churchill, dont le parti vient de perdre les élections législatives, qui doit céder la place au travailliste Attlee. Cela ne modifie d'ailleurs pas les orientations de la politique britannique.

Tant qu'il s'agit de tourner la page du nazisme (démilitarisation et dénazification de l'Allemagne), l'accord est facilement trouvé. Pour le reste, c'est l'heure du marchandage. Les États-Unis reconnaissent les frontières occidentales de la Pologne ; en échange, l'URSS accepte l'entrée de l'Italie à l'Organisation des Nations unies (ONU), qui a vu le jour en juin. La décision la plus lourde de conséquences concerne les réparations allemandes. Staline reprend le chiffre de 20 milliards (dont 10 pour son pays) avancé à Yalta. Truman, craignant qu'une telle somme, dans une Allemagne exsangue, ne puisse être payée qu'avec des crédits américains, refuse tout net. Après de longues discussions, on trouve une solution : l'URSS se paiera elle-même, en puisant dans les richesses de sa propre zone d'occupation. Comme on estime que celles-ci représentent 50 % des ressources allemandes, elle obtiendra satisfaction. C'est reconnaître que le seul moyen de s'entendre est de laisser chacun libre d'agir où ses troupes sont présentes.

Il ne faudrait cependant pas déjà voir là, comme le pensent certains [17], la volonté délibérée des Américains d'isoler la zone soviétique pour créer à terme une Allemagne occidentale conforme à leurs vœux. Le compromis trouvé résulte plutôt de l'obstination de chacun, dans un climat dégradé, à maintenir ses positions.

Le résultat est d'autant plus paradoxal que, sur le plan politique, Potsdam s'efforce de maintenir l'unité allemande. L'administration du pays est confiée à un Conseil de contrôle quadripartite (américain, soviétique, britannique et français), qui prend à l'unanimité les décisions applicables sur l'ensemble du territoire. On prévoit la création d'administrations centrales allemandes, siégeant à Berlin, placées sous l'autorité du Conseil, et chargées de gérer les affaires (économie, transports, enseignement...). Un gouvernement élu verra le jour après la signature d'un traité de paix. D'ici là, l'URSS, dont le secteur englobe Berlin, espère bien parvenir à contrôler les administrations allemandes. Comme le remarque Georges-Henri Soutou, il résulte de Potsdam une contradiction fondamentale qui illustre parfaitement le décalage entre les intentions et la réalité [14]. Le compromis sur les réparations, qui annonce la division de l'Allemagne, montre l'impossibilité pratique de réaliser le projet politique espéré. La notion différente que les uns et les autres ont de la démocratie montre bien qu'au-delà des mots il était illusoire de maintenir l'unanimité, une fois la victoire acquise. Il n'empêche que les conclusions de Potsdam, mises en veilleuse durant toute la guerre froide, présideront à la réunification allemande, en 1990, une fois l'URSS ralliée à la conception occidentale de la démocratie.

• *La conférence de Moscou.* — Après Potsdam, les trois dirigeants ne se rencontrent plus. Ce sont les responsables des Affaires étrangères qui se réunissent désormais, en septembre à Londres puis en décembre à Moscou. Le secrétaire d'État américain, Robert Byrnes, veut au moins faire avancer le dossier des traités de paix avec les anciens alliés du Reich. Il accepte finalement de négocier avec les gouvernements communistes bulgare et roumain, installés par l'URSS, ce qui est une façon de les reconnaître. De son côté, son homologue soviétique, Molotov, laisse les États-Unis administrer le Japon comme ils l'entendent et aider les nationalistes chinois. C'est admettre petit à petit que chacun est maître « chez soi », les

Américains dans le Pacifique, et les Soviétiques en Europe orientale. Les principes de Yalta sont maintenus mais semblent déjà loin. Byrnes a cédé non parce qu'il souhaitait la division de l'Europe ou de l'Allemagne, mais sans doute parce qu'il ne voyait pas comment la conjurer sans faire les frais d'un conflit avec l'URSS.

Ainsi, tout au long de 1945, l'évolution des faits a démenti les principes affichés à Yalta et la notion de zone d'influence s'est peu à peu imposée. L'examen chronologique semble imposer la thèse d'une détérioration progressive de l'alliance, d'un engrenage dépassant la volonté des uns et des autres. Cette vision fonctionnaliste du déclenchement de la guerre froide doit toutefois être nuancée : il faut aussi tenir compte des intentions des États-Unis et de l'URSS.

3. La puissance des États-Unis

La question de l'impérialisme américain

Seuls parmi les grandes puissances à n'avoir pas subi de destructions, les États-Unis disposent, au lendemain du conflit, de tous les atouts pour imposer leur vision des relations internationales. Produisant 50 % du charbon et 65 % du pétrole mondial, à l'origine de 60 % des produits fabriqués, avec 70 % du stock d'or mondial, ils disposent d'une puissance économique et financière sans concurrence. La guerre permet au revenu national de progresser de 120 % (de 81 milliards en 1940 à 182 en 1945) et fait définitivement sortir le pays de la crise. L'effort de guerre développe la sidérurgie, les industries électroniques, chimiques et pharmaceutiques [26].

La reconversion s'effectue correctement. Les États-Unis ont profité du conflit pour renforcer leur domination économique sur l'Amérique latine, où les intérêts britanniques ont été supplantés. À terme cependant, le manque de débouchés peut être fatal : la prospérité passe par la libération des échanges et le retour à la convertibilité monétaire. Car la question se pose inévitablement : la première puissance au monde est-elle animée d'une volonté délibérée de domination ? Subordonne-t-elle l'ensemble de sa politique à ses intérêts économiques ? Nul ne songe à nier les réalités d'un impérialisme qui, par exemple, se manifeste au Moyen-Orient avec la nouvelle prédominance des

compagnies pétrolières américaines. L'accès aux matières premières a toujours été l'un des principaux ressorts de la politique des États-Unis envers le tiers monde. Mettre toutefois la diplomatie de Washington au service du *big business* et l'accuser d'avoir rompu la grande alliance pour étendre et affermir ses marchés [23] serait excessif. En 1945, le projet américain s'appuie certes sur des considérations économiques et des intérêts particuliers, mais aussi sur la recherche de la paix et l'extension de la démocratie.

Par le dollar, par les crédits qu'ils sont les seuls à pouvoir octroyer, les États-Unis enserrant leurs alliés dans un système de dépendance, voire de clientélisme. L'URSS le comprend bien lorsqu'elle refuse en février 1946 le prêt de 6 milliards de dollars qu'elle avait tant réclamé et que le Congrès avait fini par voter. Le prêt-bail, une aide matérielle et financière en temps de guerre (48 milliards de dollars, dont 31 à l'Angleterre et 11 à l'URSS), crée ainsi entre les États-Unis et leurs alliés une sorte de dépendance morale dont les bénéficiaires se sentent redevables ; il en ira de même avec le plan Marshall. Faut-il pour autant voir dans la décision américaine de stopper cette aide dès la fin des hostilités (des navires en route pour l'URSS feront même demi-tour) l'intention d'affirmer leur supériorité ? Il s'agirait plutôt d'une simple maladresse imputable à la rigueur d'une administration tatillonne. Le système est d'ailleurs reconduit quelque temps plus tard.

De même s'est-on interrogé sur les motivations qui ont conduit à l'explosion des bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki, les 6 et 9 août 1945. On peut se demander s'il s'agit là du dernier acte du conflit mondial ou du premier épisode de la guerre froide. La bombe fait assurément des États-Unis la première puissance militaire. Les Américains expliquent toujours officiellement son utilisation par la volonté d'abréger les combats. Au vu des difficultés rencontrées dans la progression des armées, les militaires craignaient que le conflit ne fit encore plusieurs centaines de milliers de victimes. Il est d'ailleurs probable qu'ils surestimaient (peut-être à dessein) la capacité de résistance d'un Japon prêt à se rendre pour peu qu'on lui eût permis de sauver la face. Toujours est-il que l'empereur Hiro-Hito annonce le 15 août la capitulation de son pays, effectivement signée le 2 septembre. C'est la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Il est sûr que Staline, d'ailleurs parfaitement tenu au courant par ses services secrets de l'état d'avancement des recherches sur la bombe (le projet *Manhattan*), fut fortement impressionné par Hiroshima. Et Truman savait que la bombe, au moment où elle mettait fin à la guerre, marquait en même temps par où passaient désormais les rapports de forces. La question est donc de savoir dans quelle mesure la volonté de lancer un avertissement aux Soviétiques a joué dans la prise de décision [103]. Le débat reste ouvert. Que cette considération ait été déterminante ou secondaire, la possession de cette arme nouvelle ne fut de toute façon, dans l'immédiat, pas d'un grand secours pour les négociateurs américains. La diplomatie atomique manque de subtilité et les Soviétiques n'ont jamais réellement craint qu'on pût en faire usage contre eux [20].

Tous ces exemples montrent que, si l'on ne peut maintenant, notamment après l'ouverture des archives soviétiques, accuser l'impérialisme américain (économique et politique) d'être le principal responsable de la guerre froide, comme on le faisait encore volontiers dans les années 1970, il ne faudrait pas non plus sous-estimer les erreurs, les ambiguïtés et la duplicité de la diplomatie américaine, ni nier en bloc les effets de cet impérialisme. Les réalités sont complexes. Le drame d'Hiroshima illustre bien la difficulté de démêler, dans la question des origines de la guerre froide, ce qui relève de la réaction (préoccupations défensives) et de l'intention (préoccupations offensives).

Les organisations internationales

La *pax americana* voulue par Washington au lendemain de la guerre repose sur quelques convictions fondamentales.

La première est qu'il faut tirer un trait sur l'isolationnisme. Les États-Unis sont trop impliqués dans les affaires mondiales pour pouvoir rester étrangers à un conflit de grande ampleur. Les leçons de 1917 et 1941 l'ont bien montré. Mieux vaut désormais chercher à empêcher une nouvelle guerre que de risquer d'être à nouveau forcés d'entrer dans la mêlée au plus fort d'un conflit qu'ils n'auraient pas voulu.

La seconde est qu'il ne peut y avoir de paix que mondiale. Roosevelt refuse absolument de raisonner en termes régionaux ou de sphères d'influence. La crise des années 1930 a par ailleurs montré que l'isolement ou le repli d'une puissance sur son

empire attisait les égoïsmes, excitait les nationalismes et créait les conditions d'un affrontement. La paix sera mondiale et fondée sur le droit, à l'opposé de l'équilibre européen traditionnel. L'instrument de cette politique, c'est l'ONU, dont la charte signée le 25 juin 1945, à l'issue de la conférence de San Francisco, s'inspire directement des projets américains [2].

Le but de l'ONU, comme l'était celui de la SDN, est double. D'abord résoudre les conflits : c'est le rôle du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale. S'attaquer ensuite aux causes profondes des guerres, la détresse économique et sociale, la misère humaine : c'est la tâche des organismes rattachés qui pour éviter toute politisation essaient leurs sièges dans divers pays : UNESCO (éducation, sciences et culture) à Paris, OIT (travail) et OMS (santé) à Genève, FAO (agriculture et alimentation) à Québec puis Rome, etc.

L'Assemblée générale regroupe cinquante et un pays, tous ceux qui ont déclaré la guerre à l'Allemagne avant le 1^{er} mars 1945. Chaque État, petit ou grand, dispose d'une seule voix. L'Assemblée prononce des *recommandations*, qu'elle n'a pas la faculté d'imposer. Son autorité est surtout morale et son pouvoir consultatif. Avec les vingt voix des États d'Amérique latine qui leur sont tout dévoués, avec celle des pays d'Europe occidentale, les États-Unis sont assurés du leadership. Cela change à la fin des années 1950, quand la décolonisation amène à l'Assemblée de nouveaux pays peu enclins à suivre les directives de Washington.

Le Conseil de sécurité est le véritable organe décisionnel. Il compte onze membres, dont cinq permanents et six élus pour deux ans par l'Assemblée générale (le chiffre passe à dix en 1966). Il prend des *résolutions*, à la majorité de sept voix sur onze, dont celles des cinq permanents, qui disposent donc chacun d'un droit de veto. Ces résolutions sont autant d'obligations pour les pays membres. Le Conseil peut prendre des sanctions économiques et, même s'il ne dispose pas en propre d'une force armée, des sanctions militaires, en plaçant sous ses ordres des contingents nationaux. Là aussi, on peut remarquer que, parmi les membres permanents, les États-Unis comptent trois pays qui leur sont *a priori* favorables : la Grande-Bretagne, la France et la Chine. L'URSS ne peut utiliser l'ONU à ses fins. En revanche, elle dispose, avec le droit de veto, d'une possibilité de blocage. L'ONU ne peut fonctionner que si la grande alliance se maintient au-delà de 1945, ce qui est effectivement

l'espoir de Roosevelt. Jusqu'en 1946, les Américains ont sincèrement confiance dans les organisations internationales pour instaurer l'ordre mondial auquel ils croient. Le veto les empêcherait de toute façon de les utiliser contre l'URSS.

Les institutions économiques et financières internationales mises en place à Bretton Woods en juillet 1944 confirment la prédominance américaine. Le dollar est seul convertible en or ; le cours des autres devises se définit par rapport à lui. C'est l'unique monnaie d'échange internationale. Le Fonds monétaire international (FMI) aide les États membres en difficulté à stabiliser leur déficit budgétaire et à équilibrer leur balance des paiements : le but est d'éviter les dévaluations qui perturbent les échanges. Dominé par les États-Unis, le FMI n'octroie de crédits, passé un certain stade, qu'aux pays dont la politique économique s'accorde avec les directives de Washington. Il en va de même des aides, à plus long terme, consenties par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), ou Banque mondiale. Signé en 1947, le *General Agreement on Tariffs and Trade* (GATT) a pour but de libéraliser le commerce international en réduisant les barrières et en harmonisant les politiques douanières. Tout cela confirme la volonté des États-Unis d'affirmer unilatéralement leur suprématie sur le nouvel ordre mondial. Ces organismes cependant ne s'inscrivent guère dans la perspective de la guerre froide. Il ne sont pas tant dirigés contre l'URSS, qui n'y participe pas, que contre les concurrents potentiels de la puissance économique américaine : la Grande-Bretagne, et à un moindre degré, la France, qui pourraient avoir la tentation, comme dans les années 1930, de se replier sur leur empire colonial et leur zone monétaire.

4. Les initiatives soviétiques

Les objectifs de Staline

Il est très délicat d'apprécier les objectifs réels de l'URSS en 1945, notamment à l'égard des pays d'Europe de l'Est. La politique extérieure soviétique présente en effet des caractéristiques qui ne facilitent pas sa compréhension. En premier lieu, une multitude d'organismes traitent des Affaires étrangères : le ministère, le Comité central, le Politburo, l'armée, les services

secrets et, bien sûr, coiffant le tout, Staline, qui prend les décisions importantes.

Que Staline décide seul donne par ailleurs à la politique étrangère de l'URSS un caractère imprévisible, souvent désordonné, reflet des hésitations et de la prudence extrême du dictateur. Il est par exemple très difficile de connaître ses intentions à l'égard de l'Allemagne, faute de documents exprimant sans fard ses pensées. Au vu des déclarations et surtout des réalisations, la politique allemande de l'URSS, entre 1945 et 1952, semble osciller entre trois solutions :

— une Allemagne unifiée, neutre et démilitarisée. C'est avec quelques nuances la position officielle de l'URSS jusque dans la note du 10 mars 1952 adressée aux Occidentaux. Pour certains, ce discours relève de la propagande pure ; pour d'autres, Staline était effectivement prêt, lorsque, après 1947, la volonté des alliés de constituer un État ouest-allemand devenait manifeste, à faire des concessions pour préserver l'unité du pays (modérer ses prétentions en matière de réparations, réautoriser le SPD en zone orientale, etc.) ;

— une Allemagne unifiée sous contrôle communiste. De plus en plus d'historiens, au vu des archives désormais accessibles, considèrent qu'il s'agit là de l'objectif profond, à terme, de la politique soviétique, au moins jusqu'en 1952 (donc au-delà de la création de la RDA). Le projet nécessitait toutefois l'accord des populations ouest-allemandes. D'où les assurances renouvelées par Staline sur le caractère « démocratique » de la future Allemagne neutralisée ;

— la transformation de la zone orientale en État « soviétisé », solution qui a les faveurs des communistes est-allemands, mais non celles de Staline (comme le prouve le pillage auquel l'URSS se livre dès 1945 dans la région, incompatible avec la constitution d'un État économiquement viable). Le blocus de Berlin, en 1948, serait une ultime tentative pour éviter la division de l'Allemagne. Staline ne s'est vraisemblablement résolu à la création de la RDA, en 1949, que devant l'échec de ses projets antérieurs, et encore sans perdre tout espoir de revenir sur la partition.

Ne pouvant connaître avec certitude les objectifs de Staline, l'historien en est réduit aux hypothèses et ne peut s'appuyer que sur l'examen des réalisations. Celles-ci manquant singulièrement de cohérence, on peut en conclure que Staline n'avait pas de politique allemande prédéfinie, agissait sur le court

terme et de façon essentiellement réactive [56] ; ou que ses projets initiaux, bien réels, se sont heurtés à des obstacles imprévus, et que l'URSS, en l'occurrence, a dû composer avec les réactions des alliés et de la population ouest-allemande [61].

Enfin, il est toujours difficile de démêler ce qui relève de l'idéologie et de la *realpolitik*, quand Staline agit en leader révolutionnaire et quand il agit en chef d'État. L'enjeu est capital : soit l'idéologie inspire une politique extérieure expansionniste, soit les préoccupations de sécurité lui donnent un caractère avant tout défensif. Dans le premier cas (interprétation intentionnaliste), l'URSS est largement responsable de la guerre froide, dans le second (interprétation fonctionnaliste), c'est l'enchaînement des faits et des réactions qui est à l'origine de la crise. Il y a encore quelques années, on privilégiait la seconde hypothèse en estimant que le discours révolutionnaire venait après coup légitimer l'action soviétique, mais ne la déterminait pas. Staline agissait d'abord en chef d'État soucieux de la sécurité de ses frontières. De fait, il semble improbable, au vu des destructions subies par l'URSS et de l'état général du pays, qu'il ait envisagé dès 1945 l'éventualité d'un nouveau conflit, avec les États-Unis cette fois.

L'examen des archives récemment accessibles corrige cependant cette vision. Les historiens Zubok et Pleshakov montrent un Staline certes inquiet de la sécurité de son pays, mais aussi prudemment expansionniste. Idéologie et *realpolitik* ne s'opposent pas forcément. Staline a très bien pu maintenir deux fers au feu : un programme minimal correspondant aux soucis d'un État traditionnel (le glacis protecteur), et un programme maximal renvoyant aux objectifs de l'expansion révolutionnaire. C'est ce que Zubok et Pleshakov appellent le paradigme révolutionnaire-impérial, qui, au-delà de l'après-guerre, expliquerait l'ensemble de la politique étrangère soviétique. Dans cette hypothèse, Staline supporterait donc par son double jeu la part la plus lourde des responsabilités dans les origines de la guerre froide [61].

En fait, il est clair que Staline, quelles que soient ses intentions profondes, a dès 1945 des vues sur l'Europe de l'Est, mais aussi le Moyen-Orient. Tout se passe comme s'il poussait ses pions avec beaucoup de prudence, de pragmatisme et de sens tactique, et testait les réactions des Occidentaux en jouant sur tous les tableaux, en faisant marche arrière si nécessaire. Il évite en revanche la confrontation en Extrême-Orient,

où il cherche à maintenir la coopération avec les Américains, comme en Europe occidentale : il invite le Parti communiste français dès novembre 1944 à mettre un terme à ses projets insurrectionnels, à collaborer avec les gouvernements issus de la Résistance et à participer à la reconstruction du pays.

L'expansion du communisme en Europe de l'Est

La carte de l'Europe en 1947 rend bien compte des avancées territoriales de l'URSS. Outre le retour aux frontières de 1940, accepté à la conférence de Téhéran, l'URSS annexe en juin 1945 la Ruthénie subcarpatique (partie orientale de la Slovaquie), à la suite d'un accord signé avec le gouvernement de la Tchécoslovaquie reconstituée. Elle obtient ainsi une frontière commune avec la Hongrie. Le traité signé en 1947 avec la Finlande lui donne la base arctique de Petsamo et une frontière avec la Norvège. Ajoutons le nord de la Prusse orientale, et notamment Kaliningrad, l'ancienne Königsberg, où elle s'empresse d'installer le quartier général de ses bases navales sur la Baltique.

La présence de l'Armée rouge, très lente à évacuer, est un incontestable atout pour imposer des régimes communistes en Europe orientale. « Cette guerre, explique Staline au Yougoslave Djilas, ne ressemble pas à celles du passé ; quiconque occupe un territoire impose son propre système social. Tout le monde impose son système aussi loin que son armée peut avancer. Il ne saurait en être autrement [64]. » Les élections libres promises à Yalta n'ont pas lieu, sauf en Hongrie en 1945 et en Tchécoslovaquie en 1946, où les communistes obtiennent respectivement 15 % et 38 % des voix. Cela ne fait pas reculer Staline. Dans ces pays comme ailleurs, le processus est à peu près le même : mise en place par les autorités militaires d'un gouvernement de coalition où les communistes détiennent les postes clés comme l'Intérieur et la Justice ; contrôle de la police ; noyautage des partis adverses, discrédités et qualifiés par ailleurs de réactionnaires et fascistes ; élections truquées consacrant le triomphe communiste ; élimination définitive, et parfois physique, des opposants [65]. Ainsi, même si les communistes ne monopolisent le pouvoir qu'en 1947 en Pologne, voire en 1948 en Tchécoslovaquie et 1949 en Hongrie, et si la soviétisation, notamment des structures économiques, ne commence pas dans l'immédiat, ils contrôlent dès

1945 les rouages essentiels qui leur permettront ensuite d'arriver au pouvoir. Même en Tchécoslovaquie, qui incarne le plus l'« esprit de Yalta » et où le gouvernement, dominé par les non-communistes et dirigé par l'ancien président Benès, est mis en avant par Staline pour montrer sa bonne volonté, le programme de Kosice signé le 27 mars 1945 avec l'URSS prévoit l'alignement du pays sur la politique extérieure soviétique, une réforme agraire et des nationalisations.

La Yougoslavie est une exception. C'est le seul pays d'Europe orientale à n'avoir pas eu besoin de l'Armée rouge pour se libérer. La lutte pour le pouvoir a directement lieu entre les deux formations issues de la résistance, les *chetniks* du colonel serbe Mihailovitch, favorables à la restauration monarchique, et les *partisans* du leader communiste Tito. L'habileté de ce dernier, favorisée par l'attitude parfois suspecte de Mihailovitch, lui vaut dès 1944 le soutien des alliés. Tito peut alors éliminer ses adversaires, s'installer au pouvoir et organiser des élections, en novembre 1945, où ses candidats, sur liste unique, raflent 90 % des voix. Idéologiquement, la Yougoslavie communiste est alors très proche de l'URSS, mais, et ceci la différencie des autres « démocraties populaires », elle échappe largement au contrôle de Moscou.

Les crises de 1946

L'année 1946 n'est pas encore celle de la guerre froide [75]. C'est toutefois celle où les ambiguïtés des uns et des autres se révèlent telles que, sur des sujets de premier plan (l'Allemagne, la bombe atomique), tout accord semble impossible. C'est aussi l'heure des premiers affrontements sur le terrain, en Grèce et en Iran.

Les armées britannique et soviétique occupent l'Iran depuis 1941. En 1945, l'URSS encourage au nord du pays la proclamation d'une république communiste d'Azerbaïdjan, puis refuse d'évacuer ses troupes. Le gouvernement iranien soumet en janvier 1946 la question au Conseil de sécurité de l'ONU, qui avoue son impuissance et considère qu'il s'agit là d'une affaire intérieure. L'armée iranienne, soutenue par les États-Unis et la Grande-Bretagne, vient finalement à bout de la sécession quelques mois plus tard. L'épisode montre, outre l'incompétence de l'ONU, la prudence de Staline qui fait

marche arrière devant le risque d'un conflit. L'Iran ne présente pas le même intérêt stratégique immédiat que l'Europe de l'Est.

Autre crise, plus longue et plus complexe, celle de Grèce. Les monarchistes soutenus par la Grande-Bretagne remportent en mars 1946 des élections auxquelles les partis républicains s'étaient abstenus de participer. Le retour du roi Georges II, en septembre, rompt la trêve que l'URSS avait imposée l'année précédente à la guérilla communiste. Avec l'aide militaire de la Yougoslavie, la résistance se regroupe dans les montagnes. Le gouvernement d'Athènes fait appel à l'ONU, qui en mai 1947 rend deux rapports aux conclusions opposées, chacun en faveur d'un camp. La guerre civile, extrêmement violente, se prolonge jusqu'en 1949.

Sur d'autres sujets, plus diplomatiques, l'échec est tout aussi patent. L'ONU tente de contrôler la fabrication et l'usage de l'arme nucléaire en créant une Commission de l'énergie atomique. Là encore, deux plans voient le jour, l'un américain (le plan Baruch), l'autre soviétique (le plan Gromyko), qui prévoit la destruction des stocks et la divulgation du secret atomique aux Nations unies. La commission est ajournée *sine die* en 1948.

Sur le dossier allemand, les discussions restent au point mort. L'URSS voudrait une Allemagne unifiée, mais exige des réparations. La France rêve d'une confédération allemande, réclame le contrôle de la Sarre et l'internationalisation de la Ruhr. Les États-Unis et la Grande-Bretagne veulent un État plus centralisé et rejettent le principe des réparations. L'accord est impossible. La paralysie des structures quadripartites pousse chacun à se replier sur sa zone. Dans le secteur soviétique, le parti communiste absorbe en avril 1946 le parti socialiste. Américains et Britanniques fusionnent leurs zones en janvier 1947 (la *bizone*). La partition semble inévitable.

Ces différentes crises, militaires et diplomatiques, posent déjà certaines caractéristiques de la période à venir : impuissance avérée des organisations internationales, échec des tentatives négociées. En même temps, les conflits restent limités et les protagonistes ont le souci d'éviter un affrontement général. Le nouvel ordre mondial censé survivre à la grande alliance a déjà fait faillite.

La perception anglo-américaine d'un danger soviétique

Il est important de savoir si Staline avait ou non l'intention d'exporter le communisme au-delà du glacis protecteur, si sa politique était offensive ou défensive, inspirée par l'idéologie ou la géopolitique ; il l'est encore plus, pour comprendre la suite des événements, de savoir comment les Américains en 1946 interprètent ses initiatives.

Jusqu'au début de 1946 et l'échec de la conférence de Moscou, Truman a sincèrement pensé trouver un terrain d'entente, se plaçant plus qu'on ne l'a dit dans la continuité de la politique rooseveltienne. Un premier revirement a lieu lorsque, mécontent de ne pas être suffisamment informé des négociations de Moscou, il écrit à Byrnes qu'il « en a assez de pouponner (*babying*) les Soviétiques ». Mais le tournant décisif date du 22 février 1946 : George Kennan, un diplomate en poste à Moscou, envoie au département d'État un « long télégramme » de 8 000 mots proposant une analyse neuve de la politique soviétique. Il est persuadé de la nature expansionniste du communisme et ne croit pas à la bonne volonté de Staline. C'est l'idéologie, pense-t-il, tout autant que le besoin de sécurité qui mènent son action. Il est donc inutile de chercher un compromis. Les États-Unis peuvent et doivent réagir avec fermeté : au contraire d'Hitler, Staline est trop prudent pour risquer l'épreuve de force ; il faut désormais endiguer le communisme partout où il tente de s'imposer. Le *containment* ainsi défini a deux visages : il s'oppose directement au communisme là où il cherche à progresser ; il admet sa présence là où il est déjà en place. C'est reconnaître l'existence d'une zone d'influence soviétique et notamment la « perte » de l'Europe de l'Est. Et, implicitement, c'est pousser les Américains à constituer *leur* zone d'influence. La frontière idéologique passe au cœur de l'Europe et doit se stabiliser [16 et 77].

Cette analyse rencontrait les préoccupations de Truman et venait théoriser les craintes de nombreux responsables, dont celles du sous-secrétaire d'État, Dean Acheson. Elle eut un gros succès. Le discours de Churchill à Fulton, dans le Missouri, le 5 mars, lui fait déjà écho. Un « rideau de fer », dit l'ancien Premier Ministre, s'est abattu de Stettin à Trieste, de la Baltique à la Méditerranée, isolant l'Europe de l'Est du reste du monde. Ces paroles ont un grand retentissement, d'autant qu'elles sont prononcées en présence d'un Truman

entre le capitalisme et le socialisme [...] Moscou ne peut jamais supposer avec sincérité une communauté de buts entre l'Union soviétique et les puissances considérées comme capitalistes ». Mais, comme l'URSS est persuadée de l'effondrement à terme du système capitaliste, rien ne l'oblige à se hâter dans la réalisation de ses objectifs ; elle est prête à s'accommoder d'éventuels reculs tactiques. « D'une part, la diplomatie soviétique est plus sensible à la force opposée, plus prête à céder sur des secteurs isolés du front diplomatique, lorsqu'elle sent cette force trop puissante, et elle est par là plus rationnelle dans la logique et la rhétorique de la puissance. D'autre part, elle ne se laisse pas aisément vaincre ou décou- rager par une seule victoire de ses adversaires [...] ». Dans ces circonstances, il est clair que le principal élément de n'importe quelle politique des États-Unis à l'égard de la Russie soviétique doit être de contenir avec patience, fermeté et vigilance ses tendances à l'expansion. »

Le *containment* a deux facettes, l'une défensive : empêcher la progression du communisme là où les intérêts américains sont les plus importants (Europe, Moyen-Orient, Japon et Corée) ; l'autre offensive : engager une lutte idéologique de tous les instants sur le territoire américain et dans le reste du « monde libre ». Le plan Marshall, qui vise à reconstruire l'économie occidentale pour fortifier le capitalisme et faire barrage au communisme répond bien à ces deux exigences.

Le *containment* de Kennan ne fut pas toujours appliqué à la lettre par Washington, ce qui poussa son auteur à prendre ses distances avec la

George Frost Kennan est considéré, à travers deux textes fondamentaux, comme le « père » du *containment* [16 et 22]. Le long télégramme du 26 février 1946 l'impose, de simple chargé d'affaires à Moscou, comme le plus en vue des diplomates américains. Rappelé à Washington, il devient directeur du Policy Planning Staff au Département d'État, chargé de définir les orientations générales de la politique étrangère. Il expose ses idées à un public plus large dans le numéro de juillet 1947 de la revue *Foreign Affairs*, dans un article célèbre qu'il signe X.

Kennan représente au mieux ce que Daniel Yergin appelle l'« esprit de Riga », contre l'« esprit de Yalta » [77]. Riga, capitale de la Lettonie de l'entre-deux-guerres, était un poste d'observation privilégié pour les États-Unis avant que ceux-ci n'ouvrent une ambassade à Moscou en 1933. Kennan faisait partie, avec Charles Bohlen, de ces jeunes fonctionnaires en poste à Riga, qui développèrent une analyse réaliste de la politique soviétique, fondée sur l'observation directe et des considérations historiques. Il dénonce, sans succès jusqu'en 1946, les idéalistes qui voient dans la politique de l'URSS l'« amour abstrait de la paix » et croient à la coexistence à terme des systèmes communiste et capitaliste. « Le caractère politique de la puissance soviétique tel que nous le connaissons aujourd'hui est le produit de l'idéologie et des circonstances, écrit-il dans son article de juillet 1947 : idéologie héritée du mouvement révolutionnaire d'où est issu le régime, et circonstances dans lesquelles le pouvoir a été exercé en Russie depuis près de trente ans. »

Persuadée de « l'antagonisme inné

politique de la Maison-Blanche. La nouvelle stratégie, plus subtile et nuancée qu'on voulait le croire au Pentagone, supposait des conflits limités et modérés où la bombe atomique n'avait pas sa place. Or, dès 1948, contre l'avis de Kennan, qui ne croyait pas à l'éventualité d'une

attaque militaire soviétique, l'armée américaine privilégie l'armement nucléaire au détriment des forces terrestres classiques. La contradiction entre la doctrine officielle prônée et la stratégie militaire finalement adoptée éclatera pleinement en Corée puis dans le conflit vietnamien.

approbateur. Le remplacement en janvier 1947 de Byrnes, qui incarnait le maintien d'une certaine forme de dialogue avec Moscou, par le général Marshall, ancien chef d'état-major de l'armée américaine, réputé pour sa loyauté et pour sa fermeté, parachève le revirement. En moins de deux ans, entre l'URSS et les États-Unis, la confiance a fait place à la méfiance, puis à la défiance [9 et 74].

5. 1947, l'aboutissement d'un processus

La doctrine Truman

Le 12 mars 1947 est une date fondamentale dans l'histoire américaine. Ce jour-là, tirant les premières conséquences du *containment*, Truman prononce devant le Congrès un discours qui jette les bases de la nouvelle doctrine. « Le moment était venu, écrit-il dans ses mémoires, de ranger délibérément les États-Unis dans le camp et en tête du monde libre [28]. » L'objectif immédiat est d'obtenir le vote d'une aide économique et militaire de 400 millions de dollars pour appuyer la Grèce et la Turquie dans leur lutte contre l'opposition communiste. Depuis le 24 février, en effet, la Grande-Bretagne retire ses troupes de Grèce. C'est maintenant la tâche des États-Unis de contrôler la Méditerranée orientale et les Détroits.

Le ton du discours est volontairement agressif : il faut dramatiser pour convaincre les sénateurs isolationnistes. « Ce discours était la réponse de l'Amérique à la vague d'expansion de la tyrannie communiste, et je le voulais sans ambages. » Peu importe que le soutien aux *partisans* grecs vienne plus de Yougoslavie que d'URSS ; peu importe que les régimes secourus ne soient pas des modèles de démocratie. Ce qui compte désormais, c'est d'éviter que ne tombe dans la zone

d'influence soviétique le dernier maillon des Balkans. Il n'y a plus place pour la nuance ; « chaque nation se trouvait désormais en face d'un choix à faire entre deux modes de vie opposés ».

L'engagement est lourd de conséquences. Les Américains tournent définitivement le dos à l'isolationnisme. Leurs intérêts économiques sont tels que, dans un monde de plus en plus global, ils ne peuvent se permettre de rester à l'écart des affaires mondiales. Le risque serait, comme en 1917 et 1941, d'être plongés contre leur gré dans un nouveau conflit. La résolution Vandenberg votée le 11 juin 1948, qui leur permet de contracter des alliances militaires en temps de paix et hors du continent américain, consacre ce changement total de philosophie.

L'intervention dans les affaires grecques souligne aussi les limites de la puissance britannique, qui n'a plus les moyens financiers d'assumer une politique impériale héritée du XIX^e siècle. Retrait de Grèce mais aussi, toujours en 1947, de Palestine et d'Inde. Dans tous les cas, la Grande-Bretagne évacue ses troupes en catastrophe, laissant derrière elle une situation explosive. C'est encore la même année qu'échoue la tentative de restaurer la convertibilité-or de la livre, après un mois d'essai. Le dollar demeure l'unique monnaie d'échange internationale. La Grande-Bretagne, comme la France, doit se faire une raison : il n'y a bien que deux superpuissances.

Le plan Marshall

Quand, le 5 juin 1947, George Marshall vient à l'université d'Harvard pour présider la remise des diplômes, les étudiants attendent une déclaration de circonstance. En fait, c'est le jour choisi par le nouveau chef de la diplomatie américaine pour annoncer le lancement d'un vaste plan d'aide à la reconstruction économique des pays d'Europe. Il insiste sur les destructions matérielles, la dépréciation des monnaies, les déficits budgétaires, et surtout, la pénurie de dollar (*dollar gap*) qui rend la capacité de paiement de ces pays très inférieure à leurs besoins. À l'inverse, l'abondante production agricole et industrielle américaine manque de débouchés et, faute de clients, risque d'encombrer les circuits commerciaux. Rétablir un certain équilibre de part et d'autre de l'Atlantique est une urgence. C'est tout le système de Bretton Woods qui est en jeu.

Marshall ajoute un argument : les difficultés économiques que connaît l'Europe, la misère sociale qui en découle sont d'excellents tremplins pour la propagande communiste. Il va jusqu'à dénoncer, sans les nommer, les pays et partis qui « cherchent à perpétuer la misère humaine pour en tirer profit sur le plan politique ». On retrouve l'idée selon laquelle seule la prospérité et le libéralisme économique garantissent les libertés politiques. Le plan s'inscrit parfaitement dans le *containment*. C'est le complément économique de la doctrine Truman.

À objectifs nouveaux, moyens nouveaux. Depuis juillet 1945, plus de 10 milliards de dollars ont été avancés à l'Europe occidentale, sous forme le plus souvent de prêts bilatéraux, âprement négociés, d'aides ponctuelles et parfois conditionnelles. Ces crédits vite épuisés ne permettent pas d'enclencher des plans de reconstruction à long terme. L'aide Marshall rompt avec ces précédents et crée un choc psychologique : elle sera considérable, multilatérale, pluriannuelle et à 90 % composée de dons. Le montant n'est pas précisé : les Européens eux-mêmes se réuniront pour définir leurs besoins et répartir les sommes. Un autre point s'avère plus délicat : l'offre, affirme Marshall, s'adresse à tous les pays d'Europe. « Notre politique n'est dirigée contre aucun pays, aucune doctrine, mais contre la famine, la pauvreté, le désespoir et le chaos. » En théorie, l'URSS n'est pas exclue, mais la phrase suivante affiche clairement les intentions américaines : « Son but doit être la renaissance d'une économie active dans le monde, afin que soient créées les conditions politiques et sociales où de libres institutions puissent exister. » Au fond, le plan Marshall est un pari. Si l'URSS l'accepte, les sommes à fournir seront telles que toute l'entreprise avortera immédiatement. On espère donc que Moscou refusera d'entrer dans un jeu contrôlé par les États-Unis, de leur être redevable et de fournir des statistiques sur l'état de son économie. L'artifice permet à Washington de rejeter sur l'URSS les responsabilités de la rupture.

Il ne semble pas, par ailleurs, qu'il y ait eu des pressions américaines directement liées à l'obtention de l'aide pour qu'en France et en Italie les ministres communistes de ces pays soient en mai 1947 évincés des gouvernements, même si évidemment cela rejoignait le souhait maintes fois exprimé par Washington. Leur départ, quelque temps avant l'annonce du plan Marshall,

s'explique surtout par des frictions intérieures, notamment en France par une situation sociale tendue, par le refus du PCF de voter les crédits militaires pour l'Indochine, et plus généralement par l'échec, devant les résistances de la classe politique et du corps électoral, de l'instauration d'une « démocratie nouvelle et populaire » que les communistes, depuis l'été 1945, tentaient de mettre en place [62].

Du 26 juin au 2 juillet, les ministres des Affaires étrangères français, anglais et soviétique, Bidault, Bevin et Molotov, se rencontrent à Paris pour étudier la réponse à l'offre américaine. La Grande-Bretagne et la France se montrent favorables. L'URSS, très embarrassée, finit par refuser le principe d'une aide *commune* aux États européens. Dans les jours qui suivent, elle impose à la Tchécoslovaquie et la Pologne, plutôt intéressées, d'en faire autant. Le calcul américain s'est avéré juste : ce n'est pas le plan Marshall qui coupe l'Europe en deux mais le refus soviétique. Dès lors, chaque pays choisit son camp : accepter l'offre, c'est faire un choix politique et entrer de plain-pied dans un système économique libéral contrôlé par Washington. La Finlande, qui veut rester à l'écart des conflits internationaux et qui a su habilement échapper au communisme en multipliant les signes de bonne volonté envers Moscou, repousse l'avance.

Au total, les deux principaux objectifs du plan sont remplis. Il procure de nouveaux débouchés aux produits américains (70 % de l'aide retraversent l'Atlantique sous forme d'achats de marchandises, surtout des matières premières), et permet de relancer la reconstruction européenne. Sur le plan politique est créée l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) qui réunit les seize pays bénéficiaires. Ce premier organisme européen rassemblant les tenants du libéralisme est l'ébauche d'un bloc occidental face à l'Europe communiste. Il permet aussi aux Américains, malgré les réticences françaises, de réintégrer l'Allemagne de l'Ouest dans le concert européen, la future RFA faisant partie de l'OECE. Enfin, les États-Unis ont un droit de regard sur l'utilisation de l'argent obtenu après la vente des marchandises livrées. C'est l'Economic Cooperation Administration (ECA) dirigée de Washington par Paul Hoffman qui se charge de ce contrôle. Les Européens évaluent leurs besoins à 22 milliards de dollars. Le Congrès vote une aide de 17 milliards. De 1948 à 1951, les membres de l'OECE reçoivent finalement l'équivalent de 11,8 milliards. La somme

Le montant de l'aide Marshall [9 et 30]

<i>En millions de dollars</i>	<i>Aide intérimaire (décembre 1947- mars 1948)</i>	<i>Première tranche (avril 1948- juin 1949)</i>	<i>Seconde tranche (juillet 1949- octobre 1951)</i>	<i>Total</i>	<i>%</i>
Montant total	540	5 852	5 959	12 321	100
Grande-Bretagne		1 619	1 206	2 825	22,9
France	312	1 313	1 131	2 756	22,2
Italie	176	668	647	1 491	12,1
RFA		613	684	1 297	10,5
Benelux		768	655	1 423	11,5
Grèce		192	323	515	4,2
Suède et Norvège		272	340	612	5
Autriche	52	280	280	612	5
Autres (Danemark, Irlande, Islande, Portugal, Turquie, Trieste, Yougoslavie et UEP)		127	663	790	6,4

facilite la reconstruction d'une Europe occidentale désormais tournée sans équivoque vers l'Atlantique [30 et 34].

Le Kominform

Face au bloc occidental nouveau-né, l'URSS organise son camp et consolide les liens qui l'unissaient déjà aux régimes communistes d'Europe orientale. Staline réunit du 22 au 27 septembre à Szklarska Poreba, en Pologne, les dirigeants yougoslaves, roumains, hongrois, bulgares, tchèques et polonais. Se joignent également des délégués des importants partis français (Duclos et Fajon) et italien (Longo et Reale). À l'issue de la réunion est créé le Kominform, officiellement simple bureau d'informations, en fait véritable organe de coordination politique du communisme en Europe [70].

Deux discours marquants révèlent publiquement la nouvelle stratégie soviétique. Le premier est d'Andrei Jdanov. Propulsé depuis peu idéologue en chef du régime, il s'est fait connaître

l'année précédente en condamnant la modernité artistique et culturelle [55]. Avec une grande violence verbale, Jdanov martèle la même idée manichéenne. Le monde, après le « nouveau cours expansionniste » pris par Washington, se divise en deux : le camp impérialiste, réactionnaire et antidémocratique (les États-Unis et leurs « partenaires capitalistes ») ; le camp anti-impérialiste, antifasciste et populaire (l'URSS et les « pays de la nouvelle démocratie »). L'« agression » américaine est économique, politique, militaire et idéologique. « Les politiciens impérialistes les plus enragés et déséquilibrés ont commencé, après Churchill, à dresser des plans en vue d'organiser le plus rapidement possible une guerre préventive contre l'URSS, faisant ouvertement appel à l'utilisation contre les hommes soviétiques du monopole américain temporaire de l'arme atomique. » Mais, « sur le chemin de leurs aspirations à la domination mondiale, les États-Unis se heurtent à l'URSS avec son influence internationale croissante, comme au bastion de la politique anti-impérialiste et antifasciste, aux pays de la nouvelle démocratie qui ont échappé au contrôle de l'impérialisme anglo-américain, aux ouvriers de tous les pays, y compris les ouvriers de l'Amérique même, qui ne veulent pas de nouvelle guerre de domination au profit de leurs propres oppresseurs. »

Le second discours, celui du délégué yougoslave Djilas, recadre la politique des partis occidentaux. Il stigmatise l'attitude des communistes français et italiens qui, dans un premier temps, avaient accueilli l'aide Marshall avec une certaine faveur. Accusés d'opportunisme, de « déviation parlementaire » pour avoir participé aux gouvernements républicains jusqu'en mai 1947, coupables de n'avoir pas perçu la nouvelle donne internationale, ils sont invités à changer immédiatement de stratégie et à refuser tout compromis avec les socialistes. Le message, un peu rude, est bien compris : dès l'automne 1947, le PCF adopte une attitude d'extrême intransigeance et lance une vague de grèves pour bloquer l'application du plan Marshall.

La division du monde en deux blocs est une évidence qui s'impose à l'échelle mondiale, européenne et désormais nationale. Les deux grands peuvent compter leurs alliés tout dévoués et leurs ennemis jurés. États, partis, organisations politiques ou syndicales, chacun doit faire un choix. Il n'y a plus place pour la conciliation, la diplomatie et les positions médianes.

II / Guerre froide et coexistence pacifique (1948-1962)

1. L'Europe divisée

Le blocus de Berlin

La question allemande évolue de façon décisive dans les années 1948-1949. Au cœur du processus, l'épisode du blocus de Berlin s'impose comme la première véritable crise de la guerre froide. Rien d'étonnant à cela ; la situation de Berlin, au cœur de la zone soviétique, donne à la ville un poids stratégique et politique privilégié. Son statut reflète en miniature celui de l'Allemagne : elle est divisée en quatre secteurs, administrée par les quatre commandants des armées d'occupation, qui prennent leurs décisions à l'unanimité. Avec la guerre froide, tout le système est paralysé [90].

L'échec complet de la conférence de Londres, dite « de la dernière chance », en décembre 1947, conforte les Américains dans leur conviction, en fait établie depuis l'été, qu'on ne peut trouver de solution commune au problème allemand. Toujours à Londres, en février puis en avril 1948, les trois Occidentaux se réunissent pour la première fois sans les Soviétiques. Ils décident de créer un État ouest-allemand et discutent des modalités. Le retrait soviétique des organismes quadripartites accélère le processus. Le 1^{er} juin, les « recommandations de Londres » prévoient la fusion des trois zones occidentales, la création d'un État fédéral allemand et la convocation d'une assemblée constituante pour septembre. La France, qui aurait souhaité une Allemagne confédérée, aligne sa politique sur celle de ses alliés. L'annonce le 18 juin de l'introduction d'une

nouvelle monnaie dans les zones occidentales (y compris les secteurs de Berlin) décide Staline à contre-attaquer. L'offensive porte naturellement sur le point adverse le plus vulnérable. Ce sera Berlin.

Le 24 juin 1948, l'URSS ferme tous les accès aux secteurs américain, britannique et français de la ville. L'unique centrale électrique de l'ex-capitale, située en zone soviétique, cesse d'alimenter en courant les quartiers ouest. Truman est embarrassé : il refuse d'utiliser les chars pour forcer le passage. Il choisit, en attendant une solution diplomatique, de ravitailler la ville par les airs. Un « pont aérien » permet ainsi aux Berlinoises, au prix de sacrifices quotidiens, de tenir presque un an. Au total, 275 000 avions acheminent 2,5 millions de tonnes de marchandises. Une centrale électrique amenée en pièces détachées et montée sur place permet d'affronter l'hiver. L'enjeu peut justifier de telles mesures : l'objectif soviétique est de supprimer l'enclave occidentale de Berlin, mais aussi d'empêcher la création d'un État ouest-allemand et, au-delà, de faire échouer la reconstruction d'une Europe occidentale sous influence américaine (l'Allemagne de l'Ouest est membre de l'OECE).

Dès l'hiver, Staline sait qu'il a perdu la partie. Il ne réussit qu'à mobiliser contre lui le camp occidental. Il attend quand même le 12 mai 1949 pour lever le blocus et rétablir les communications. Les administrations quadripartites, en revanche, ne sont plus convoquées. Berlin est désormais divisée en deux secteurs et deux municipalités rivales.

• *Les enseignements de la crise.* — L'échec de Staline est patent, un échec surtout tactique. Son projet d'une Allemagne communiste unifiée se brise contre la résistance des Berlinoises et la détermination des Occidentaux. Sans doute le moment était-il mal choisi : le blocus aurait été plus efficace s'il avait commencé en hiver. L'ironie est que la crise provoquée par Staline renforce le camp de l'adversaire et accélère la création de la RFA. Même la France, dont certains responsables ont rechigné pour voler au secours de l'ancienne capitale du Reich et qui n'a pas directement participé au pont aérien, finit, dans l'urgence du moment, par se ranger du côté américain [43]. Son nouveau ministre des Affaires étrangères, Robert Schuman, incarne désormais une politique allemande qui s'inscrit dans le cadre atlantique et européen.

Le blocus, enfin, est l'occasion pour chacun des deux grands de tester les réactions de l'autre et de définir, de façon très empirique, quelques-unes des règles essentielles de la guerre froide. Les États-Unis comme l'URSS apprennent à ne pas aller trop loin, à ne pas franchir le point de non-retour : Truman refuse d'envoyer les chars ; Staline laisse les avions-cargos américains et britanniques atterrir à Tempelhof. L'escalade reste maîtrisée.

Deux Allemagne

La crise de Berlin est la toile de fond qui accompagne et sert d'accélérateur à la naissance des deux Allemagne et du pacte atlantique, et aux débuts de la construction européenne. Tous ces événements étroitement imbriqués ne se comprennent qu'en relation les uns avec les autres.

Le résultat le plus immédiat de l'échec soviétique est de précipiter la création de la République fédérale d'Allemagne (RFA) [33]. C'est chose faite le 8 mai 1949 avec l'adoption de la *loi fondamentale* du nouvel État, fusion des trois zones occidentales. La souveraineté de la RFA reste encore limitée, sa politique extérieure dépendant par exemple d'une haute commission interalliée. La loi fondamentale se donne pour objectif le retour à l'unité ; le refus d'employer le terme trop définitif de constitution souligne l'aspect provisoire du texte. Le 15 septembre, l'ancien maire de Cologne, Konrad Adenauer, leader du parti démocrate-chrétien (CDU), est de justesse élu chancelier. Jusqu'en 1953, il doit compter avec une forte opposition qui lui reproche ses penchants atlantistes (il a dès 1945 joué la carte de l'État ouest-allemand) et l'accuse de parfois trop bien s'accommoder de la séparation.

Staline ne peut en rester là. La naissance de la République démocratique d'Allemagne (RDA) le 7 octobre, donne à la zone d'occupation soviétique un statut international comparable à celui de la RFA. En fait, Staline envisageait sans doute la création d'un État est-allemand dès la fin 1947, comme solution de repli au cas où une Allemagne unifiée sous influence soviétique n'aurait pu voir le jour. La constitution de la RDA, comme celle de sa voisine, prévoit à terme l'unité retrouvée du pays, mais cette fois sous la direction d'un gouvernement communiste.

Le continent est désormais coupé en deux. La frontière passe au cœur de l'Allemagne, et même à Berlin, au cœur d'une ville. La RFA et la RDA ne se reconnaissent pas l'une l'autre, ont chacune la prétention de représenter seule l'ensemble des Allemands et apparaissent comme les vitrines de deux systèmes opposés.

Les systèmes d'alliances

La perception de la sécurité occidentale, chez les Européens comme chez les Américains, se précise entre 1947 et 1949, à mesure que les événements renforcent les craintes et forgent les convictions. Le traité de Dunkerque, conclu par la France et la Grande-Bretagne le 4 mars 1947, est très révélateur de la façon dont on raisonne encore deux ans après la fin de la guerre. C'est une alliance défensive bilatérale exclusivement dirigée contre l'Allemagne : un traité tourné vers le passé, déjà obsolète quand il est signé, et qui montre à quel point les deux pays ont peu confiance dans le système onusien de sécurité collective.

Dans les mois qui suivent, les dirigeants français et plus encore britanniques comprennent que la menace ne vient plus seulement d'Allemagne et qu'ils ont besoin de l'aide américaine pour assurer leur sécurité. Il faut élargir l'alliance, dépasser le cadre bilatéral, et y inclure à terme les États-Unis. Mais, sollicité par l'Anglais Bevin en décembre 1947, Marshall répond qu'il est trop tôt : les Européens doivent d'abord s'organiser par eux-mêmes.

Le « coup de Prague » vainc les dernières réticences. La Tchécoslovaquie était en Europe centrale l'ultime avatar de l'esprit de Yalta. Le communiste Gottwald dirigeait un gouvernement de coalition. Mais les injonctions soviétiques ordonnant à la Tchécoslovaquie de refuser l'aide Marshall provoquent le mécontentement d'une grande partie de la population. L'opposition se sentant alors renforcée, les douze ministres non communistes démissionnent le 20 février 1948 pour protester contre le noyautage de la Sûreté par le PC et provoquer des élections anticipées. Gottwald décrète alors l'état de siège, organise des manifestations ouvrières de masse et fait procéder à de multiples arrestations. Le président Benès doit accepter le 25 février la formation d'un nouveau gouvernement largement dominé par les communistes, à l'exception de

Jan Masaryk, ministre des Affaires étrangères, qui deux semaines plus tard se suicide dans des circonstances mystérieuses. Benès lui-même démissionne le 7 juin, après des élections où seuls figurent, sur liste unique, des candidats communistes.

La réaction occidentale au coup de force, certes indirecte, s'exprime dans le traité de Bruxelles, conclu le 17 mars. En un an, depuis le traité de Dunkerque, les mentalités ont évolué : l'alliance n'est plus cette fois dirigée contre l'Allemagne, mais contre « toute agression armée », d'où qu'elle vienne (l'URSS n'est toutefois pas désignée). Le pacte est multilatéral et réunit la France, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg. Il est clair que l'apport des nouveaux venus ne modifie guère le potentiel défensif de l'ensemble ; le but est surtout de persuader les États-Unis de s'engager à leur tour, dans un cadre destiné à s'élargir. Selon Jean Chauvel, secrétaire général du Quai d'Orsay, « une de nos idées, en signant le pacte de Bruxelles, avait été de constituer en Europe, comme il avait été fait pour l'aide Marshall, un syndicat des parties prenantes qui pût faciliter l'exercice de l'assistance militaire américaine ».

• *L'Alliance atlantique.* — Le traité de l'Atlantique Nord est signé le 4 avril 1949 par douze pays (les États-Unis, le Canada et dix États européens) après plus d'un an de négociations étroitement liées à l'évolution de la crise de Berlin. Les Européens, contrairement à ce qu'on croit parfois, ont beaucoup insisté pour convaincre le Congrès américain où les isolationnistes restaient influents. L'extension géographique du pacte aide à vaincre les hésitations : les États-Unis, s'ils sont attaqués, pourront effectivement compter sur une aide européenne conséquente. Comme dans le traité de Bruxelles, l'ennemi n'est pas désigné, mais tout le monde pense naturellement à l'URSS. Les Européens ont fait des concessions : en cas d'agression d'un des signataires, l'aide militaire n'est pas automatique : l'alliance y perd en intensité. Les structures du pacte de Bruxelles sont absorbées dans la nouvelle organisation ; en pratique, l'Europe occidentale remet volontairement sa sécurité entre les mains des États-Unis [35 et 36].

Les Américains, à regret, tirent un trait sur leurs projets initiaux. Ils reconnaissent indirectement l'incapacité de l'ONU à garantir la paix mondiale. Un pacte régional (d'autres suivront

bientôt) supplée l'organisation internationale défaillante. Les États-Unis doivent, au moins pour un temps, troquer leur idéal d'un ordre fondé sur le droit pour en revenir à la conception plus traditionnelle et réaliste de l'équilibre des forces.

• *Le camp soviétique.* — Pendant que le bloc occidental s'organise, le monde communiste connaît un premier schisme important. Le 28 juin 1948, la Yougoslavie est exclue du Kominform pour « déviationnisme idéologique ». Les origines de la rupture sont complexes et multiples. Staline n'a jamais réussi à contrôler la Yougoslavie comme les autres démocraties populaires. Sans doute la politique de Belgrade lui paraît-elle trop aventureuse, en particulier dans les Balkans, où Tito cherche à constituer une fédération avec l'Albanie, voire la Grèce si les communistes y renversent la monarchie. La forte personnalité de Tito lui fait par ailleurs de l'ombre et nuit à la centralisation du mouvement communiste. N'ayant pas réussi à l'évincer, Staline choisit de couper les ponts. En fait, le schisme lui permet de renforcer l'allégeance des autres pays d'Europe orientale en déclenchant une opération de satellisation et de soviétisation absolues des démocraties populaires. Les équipes dirigeantes, souvent issues des mouvements de résistance, sont dès 1949 systématiquement épurées au profit de staliniens dévoués. Le cas de l'ancien ministre hongrois de l'Intérieur, Laszlo Rajk, exécuté après un simulacre de procès, est exemplaire. L'accusation de « titisme » (déviation nationaliste) permet de mener à bien l'entreprise. Cette reprise en main finit de faire de Staline le maître absolu de l'Europe de l'Est [65]. Toujours en 1949, est créé le COMECON, ou Conseil d'aide économique mutuelle (CAEM), conçu par Staline comme une réplique au plan Marshall. Dans l'immédiat, le COMECON permet surtout à l'URSS de contrôler étroitement l'économie des pays membres (Pologne, Tchécoslovaquie, Roumanie, Hongrie, Bulgarie et à partir de 1950, RDA), et d'y exporter le modèle soviétique de développement (planification centralisée, monopole du commerce extérieur, etc.) [68].

La rupture entre Staline et Tito sonne par ailleurs le glas des espoirs communistes en Grèce. Belgrade cesse de soutenir les *partisans* dès que ceux-ci choisissent le camp de Moscou. La guérilla prend fin en 1949 avec la victoire des monarchistes. Tito ne va cependant pas jusqu'à changer de camp. Les États-Unis, qui font élire la Yougoslavie au Conseil de sécurité

de l'ONU et lui fournissent une aide financière et matérielle, font un mauvais calcul. Tito reste communiste. Il est même prêt à retrouver une place aux côtés de l'URSS, à condition que ce ne soit pas sous sa dépendance.

Les débuts de la construction européenne

La guerre froide permet à des projets *européens* depuis longtemps pensés et remaniés, qui n'avaient jamais rencontré de véritable écho auprès des décideurs politiques, de resurgir en suscitant un intérêt nouveau. Les États-Unis sont les premiers favorables au renforcement de la coopération européenne ; ils y voient un moyen, face à l'URSS, de façonner et de souder un bloc compact. La RFA comme l'Italie en attendent, au lendemain de la guerre, outre une aide économique, une sorte de reconnaissance, voire de rédemption. Les pays du Benelux, qui forment depuis 1946 une union douanière, sont peut-être les plus enthousiastes et comptent bien de cette façon jouer un rôle international. La Grande-Bretagne et la France sont plus réticentes. La première craint de perdre son indépendance en même temps que ses liens privilégiés avec les États-Unis ; l'autre se méfie de l'Allemagne renaissante.

Les États-Unis souhaiteraient donner plus de poids à l'OECE et faire de ce simple organe technique chargé de la gestion du plan Marshall un véritable instrument d'intégration de l'économie européenne. Mais, au sein de l'organisation, les rivalités et les dissensions sont trop fortes. La Grande-Bretagne refuse de participer aux différents projets d'union douanière élaborés par la France, l'Italie et le Benelux. Sur le plan financier, elle ne parvient pas à définir avec la France de politique concertée. En septembre 1949, la livre est dévaluée de 30 %, avec l'accord des États-Unis mais sans que les partenaires continentaux aient été consultés. L'OECE souffre d'être l'expression d'une nécessité, liée à la distribution de l'aide américaine. Elle ne relève pas d'une initiative purement européenne [30].

Les débuts de la construction européenne se font donc en marge des projets américains et sans la participation britannique. Le 9 mai 1950, le ministre français des Affaires étrangères, Robert Schuman, avance l'idée d'une Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), « plaçant l'ensemble de la production franco-allemande de charbon et

d'acier sous une Haute Autorité commune, dans une organisation ouverte à la participation des autres pays d'Europe ». Outre la France et la RFA, l'Italie et les trois pays du Benelux adhèrent au projet. Contentons-nous de trois remarques :

— au-delà du cadre économique, l'objectif politique affirmé est de construire à terme une « Fédération européenne indispensable à la préservation de la paix ». La CECA n'est qu'une première étape ;

— la Haute Autorité qui coiffe l'ensemble est composée de personnalités indépendantes des gouvernements. Elle prend ses décisions à la majorité. Il s'agit donc d'un organisme supranational qui a le pouvoir, le cas échéant d'imposer ses choix aux pays membres ;

— le domaine retenu, le charbon et l'acier, n'est pas innocent. L'intégration sectorielle progressive est la méthode du véritable instigateur du projet, Jean Monnet. Les raisons du choix sont claires : la France peut, de façon indirecte, veiller à l'éventuel réarmement de la RFA, à travers le contrôle de la production sidérurgique allemande. L'habileté de Monnet est de savoir jouer sur les craintes de la classe politique française pour créer les conditions d'une coopération. La CECA n'est par ailleurs pas dirigée contre la Grande-Bretagne, qui à terme, y a sa place. Monnet comprend seulement qu'en 1950 privilégier l'axe franco-allemand est la tactique la plus judicieuse pour faire avancer ses idées.

2. La guerre froide en Asie

La victoire du communisme en Chine

En Chine, la lutte sans merci que se livrent les nationalistes du Guomindang et les communistes de Mao Zedong reprend dès 1945, au lendemain de la défaite japonaise. Dans ce conflit interne, les États-Unis et l'URSS interviennent peu. Les Américains soutiennent d'abord les nationalistes mais jugent vite leurs dirigeants trop corrompus. Ils tentent sans succès en 1946 de jouer les médiateurs. Après cet échec, même s'ils fournissent toujours une aide financière et des conseillers militaires, ils prennent leurs distances et, de toute façon, ne considèrent pas la Chine comme un enjeu majeur de la guerre froide.

Staline, lui, concentre également son action sur l'Europe. Même s'il ne faut pas les surestimer, des divergences idéologiques existent entre le communisme de Mao, qui s'appuie sur les paysans, et le marxisme-léninisme orthodoxe. Staline, toujours prudent, attend que la victoire de Mao soit pratiquement assurée pour lui apporter une aide substantielle. Les communistes chinois, qui ont su gagner les campagnes, prennent donc seuls le pouvoir et proclament la République populaire de Chine le 1^{er} octobre 1949. Pour la première fois, un gouvernement communiste voit le jour hors d'Europe. Cela s'est fait sans qu'il y ait eu de révolution prolétarienne comme en Russie en 1917 ou d'exportation idéologique comme en Europe de l'Est, mais à la suite d'un processus interne, original et complexe.

Dans l'immédiat, le bloc communiste en est indéniablement consolidé. Dès décembre 1949, Mao est à Moscou pour définir avec Staline les formes d'une coopération sino-soviétique. Un traité d'alliance et d'assistance économique est conclu le 14 février 1950 ; il prévoit une alliance défensive contre le Japon et ses alliés (les États-Unis sont ici visés), ainsi qu'une étroite coopération militaire (envoi d'experts et de techniciens soviétiques). Les deux hommes en profitent pour reconnaître le mouvement indépendantiste et communiste du Vietminh, alors en guerre contre la France, comme le gouvernement légitime du Vietnam. On a longtemps considéré ce traité comme une sorte de *modus vivendi* temporaire entre deux personnalités rivales, imposé par les circonstances et les intérêts de chacun [67]. Une autre interprétation y voit plutôt une profonde et véritable alliance idéologique jetant les bases d'une offensive communiste en Asie [14].

- *La réaction américaine.* — Surestimant les divergences de doctrine entre Staline et Mao, les Américains misent d'abord sur une évolution « nationaliste » du communisme chinois susceptible d'entraîner une rupture, à la façon yougoslave. Ils ne soutiennent dans l'immédiat ni le Guomindang réfugié à Formose (Taiwan) ni la France en Indochine. En réalité, l'arrivée des communistes à Pékin provoque un choc psychologique important, notamment chez les républicains « isolationnistes » qui accordent plus de poids à l'influence américaine dans le Pacifique qu'en Europe.

Autre fait capital : le 29 août 1949, l'URSS fait exploser sa première bombe atomique. Les États-Unis n'ont plus le monopole du nucléaire. Ces événements conjugués expliquent le durcissement global de la politique de Washington (ensuite encore conforté par la guerre de Corée), que traduit l'adoption le 17 avril 1950 du document dit NSC 68 [24]. Ce rapport préconise un renforcement considérable et un déploiement planétaire des forces militaires américaines, pour impressionner l'URSS, accusée d'œuvrer à la destruction délibérée du monde occidental, et la pousser à modifier sa politique. L'objectif s'éloigne du *containment* initial et s'attaque directement à l'influence soviétique. En un an, de 1950 à 1951, les dépenses militaires s'élèvent de 15 à 35 milliards de dollars. En 1953, elles représentent 67 % du budget fédéral, soit 13 % du PNB. C'est également le 15 janvier que Truman lance le programme visant à mettre au point la bombe thermonucléaire (bombe H). Incontestablement, la guerre froide prend alors un tour nettement plus dramatique.

La guerre de Corée (1950-1953)

La guerre de Corée est l'un des sommets de la guerre froide. À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, la Corée, ancienne colonie japonaise, est occupée au sud par les États-Unis, au nord par l'URSS. La commission mixte de l'ONU chargée d'unifier le pays subit les conséquences de la guerre froide et se sépare sans résultats, en octobre 1947. La Corée reste divisée. Le scénario allemand semble se répéter : deux États, deux gouvernements ; l'un au nord dirigé par Kim Il Sung, communiste proche de Staline ; l'autre au sud par Syngman Rhée, dictateur installé par Washington. Les troupes américaines et soviétiques évacuent en 1949 et les deux Corée demeurent face à face, de part et d'autre d'une ligne de démarcation qui suit le 38^e parallèle.

Les origines de l'invasion de la Corée du Sud par les troupes du Nord, le 25 juin 1950, ont fait l'objet de nombreux débats. Kim Il Sung était persuadé que les États-Unis ne réagiraient pas plus qu'ils ne l'avaient fait en Chine. Il réussit durant l'hiver 1949-1950, à persuader Staline, toujours hésitant et Mao, plus convaincu, que l'heure de l'unification est arrivée. L'URSS fournit du matériel, des munitions et des conseillers militaires. Comment expliquer qu'en l'occurrence Staline ait pu se

départir de sa prudence habituelle ? L'hypothèse la plus probable est que, fort de la bombe atomique et de la victoire des communistes en Chine, il ait cherché à compenser l'échec du blocus de Berlin. La situation étant bloquée en Europe, c'est naturellement vers l'Asie que ses regards se sont tournés. Mais la volonté d'équilibrer la présence américaine au Japon a certainement aussi joué.

L'erreur de Staline, comme de Mao et Kim Il Sung, fut de sous-estimer la capacité de réaction américaine. Les déclarations très malheureuses du secrétaire d'État Dean Acheson, qui excluaient la Corée du périmètre de sécurité des États-Unis, confortaient d'ailleurs leurs analyses. Dès le déclenchement des hostilités, Truman profite d'une autre erreur de Staline, tactique cette fois. L'URSS boycottait l'ONU pour protester contre le maintien de la Chine nationaliste dans l'organisation ; les Américains en profitent pour faire voter par le Conseil de sécurité deux résolutions exigeant le retrait des troupes nord-coréennes sur le 38^e parallèle et menaçant d'une riposte armée. Seize pays décident de participer à l'action militaire sous la bannière onusienne, souvent de façon symbolique ; 90 % des forces sont en fait américaines, et l'ensemble est placé sous le commandement du général Mac Arthur.

La guerre se déroule en quatre phases [80] : jusqu'en septembre 1950, l'armée nord-coréenne progresse et occupe la presque totalité de la péninsule. Le 15 septembre, les soldats de l'ONU débarquent à Inchon et refoulent l'adversaire sur le 38^e parallèle. Les États-Unis prennent alors la décision lourde de conséquences de poursuivre l'offensive pour réunifier la Corée, allant ainsi au-delà de la mission initiale confiée par l'ONU. Les troupes de Mac Arthur atteignent ainsi le fleuve Yalu, à la frontière chinoise. Les Américains pensent à tort que Mao n'interviendra pas. La troisième phase débute avec l'entrée dans le conflit d'environ 500 000 « volontaires » chinois (en fait l'armée régulière), qui repoussent les forces de l'ONU, et reprennent même Séoul. Enfin, une contre-attaque américaine rétablit la situation sur le 38^e parallèle. À partir du printemps 1951, le front est stationnaire, le conflit s'enlise. Des pourparlers s'engagent, traînent en longueur, achoppent notamment sur la question de l'échange des prisonniers. L'armistice est finalement signé le 27 juillet 1953 à Panmunjom. La frontière reste sur le 38^e parallèle ; le *statu quo ante* est rétabli. Une guerre pour rien ?

• *Les enseignements du conflit.* — Les leçons de l'épisode sont riches et nombreuses. On voit d'abord que la guerre froide n'exclut pas les conflits meurtriers (deux millions de morts, civils et soldats) et classiques, alternant phases de mouvement et de position, utilisant un matériel militaire éprouvé durant la Seconde Guerre mondiale. Malgré toute son ampleur et ses conséquences dramatiques pour les Coréens, l'affrontement demeure toutefois limité. Trois points caractéristiques du conflit Est-Ouest sont à souligner :

— la grande prudence des protagonistes, qui évitent de s'engager directement : l'URSS n'envoie pas de troupes, la Chine se cache derrière la fiction des « volontaires » et les États-Unis disent agir au nom de l'ONU. Prudence encore de Truman, qui révoque Mac Arthur quand ce dernier veut utiliser l'arme atomique contre la Chine ; le conflit ne doit pas dégénérer en guerre mondiale. On éprouve aussi les limites de la bombe : efficace dans la dissuasion, elle n'est d'aucun secours pour résoudre ce genre de crise ;

— la guerre se double d'un affrontement idéologique de tous les instants qui déclenche dans le monde entier un déluge de propagande. La rumeur accusant les États-Unis d'user d'armes bactériologiques en est un bon exemple. Cette dimension devient dès lors inhérente à la guerre froide ;

— la guerre froide prime désormais sur toute autre considération et conditionne l'ensemble des relations Est-Ouest. Pour accentuer leur présence en Asie, les Américains signent en 1951 un traité de paix et d'alliance avec leur ancien ennemi, le Japon ; soutiennent des dictatures à mille lieues de leurs idéaux démocratiques, comme en Corée du Sud, à Taiwan ou aux Philippines ; accordent enfin leur aide à la France en Indochine alors que, dans les conflits coloniaux, leur position était jusque-là celle d'une ancienne colonie qui encourageait les mouvements d'indépendance.

Les conséquences de la guerre de Corée en Europe

Les Américains et leurs alliés interprétèrent à tort la guerre de Corée comme une manœuvre de diversion : l'URSS aurait cherché à focaliser leur attention sur l'Asie pour préparer une véritable offensive en Europe. Bien que les situations des deux pays fussent très différentes, on était persuadé que les événements de Corée pouvaient se répéter en Allemagne. Aussi

assiste-t-on dans les années 1950-1954 à un renforcement impressionnant du bloc occidental.

Offensive idéologique d'abord, qui trouve son expression et ses excès dans une intense propagande « atlantiste » en Europe et dans une croisade anticomuniste menée aux États-Unis par le sénateur Mac Carthy (voir chapitre v). Offensive militaire ensuite : à la suite du NSC 68, la bombe H est expérimentée en 1952. Les forces américaines se déploient dans le monde entier. Plusieurs traités d'alliance, bilatéraux ou multilatéraux, sont signés dans le Pacifique : avec le Japon, avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande en 1951 (ANZUS), avec les Philippines, la Thaïlande et le Pakistan en 1954 (OTASE). Également en Méditerranée, avec l'Espagne de Franco, tandis qu'en 1952 la Grèce et la Turquie entrent dans l'Alliance atlantique. C'est également le cas de la RFA en 1954, après quelques péripéties (voir encadré). L'URSS a des raisons de se sentir encerclée.

L'Alliance atlantique elle-même affermit sa dimension militaire avec la mise en place en 1951 d'une Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Les structures civiles comprennent un secrétariat général et un Conseil de l'Atlantique, la plus haute autorité de l'alliance, composé de représentants permanents et, lors des sommets extraordinaires, des ministres des Affaires étrangères voire des chefs d'État des pays membres. Son siège est à Paris. Les structures militaires comportent un état-major international et deux commandements opérationnels : l'un pour l'Atlantique, l'autre pour l'Europe ; 300 000 soldats américains reprennent pied en Europe occidentale [35 et 36].

• *Les réactions de l'URSS.* — Devant l'offensive occidentale, Staline réagit en deux temps. Très inquiet d'un éventuel réarmement de la RFA, il contre-attaque d'abord sur la question allemande. Une note du 10 mars 1952 esquisse un plan audacieux : réunification du pays, formation d'un gouvernement unitaire, évacuation des troupes d'occupation, et neutralisation impliquant son retrait de l'OECE, de la CECA et bien sûr de la CED ou de l'OTAN. Les Occidentaux refusent et exigent au préalable des élections libres et le droit pour l'Allemagne unifiée de choisir ses alliances. Au-delà de l'épisode, on

Le problème du réarmement allemand

Appuyés par les Etats-Unis, les six membres de la CEEA signent à Paris le 27 mai 1952 le traité instituant la CED. La veille, le traité de Bonn reconnaît la pleine et entière souveraineté de la RFA. Le rapprochement des dates montre combien les deux questions sont liées. Reste aux parlementaires de chaque pays à ratifier le traité. Or, dans une France plongée dans la guerre d'Indochine, la question divise profondément l'opinion. Gaullistes et communistes, une partie des socialistes aussi s'opposent au projet pour des raisons différentes. L'Assemblée nationale, après beaucoup d'hésitations finit par rejeter le texte le 30 août 1954. Le traité était certes complexe et parfois obscur, mais les principaux obstacles étaient d'ordre psychologique : il était sans doute trop tôt pour voir défiler ensemble des soldats français et allemands ; trop tôt pour transférer aux autorités européennes des compétences aussi fortes que celles relevant de l'armée.

L'échec de la CED a deux conséquences importantes. Il réorienta pour longtemps la construction européenne dans la voie moins sensible de l'économie ; dans l'immédiat, il provoqua le retour pur et simple à la solution initialement avancée par Waschington : l'adhésion de la RFA à l'OTAN. C'est chose faite lors des accords de Paris, le 23 octobre 1954. Les Français, sur la sellette depuis le vote du 30 août, n'osent pas protester.

Les Européens ont largement insisté pour que les Etats-Unis dotent l'Alliance atlantique d'une structure militaire et déploient leurs forces sur le continent. Les Américains acceptent mais, dès septembre 1950, font du réarmement allemand et de la souveraineté pleinement rétablie de la RFA les conditions de leur accord. Voir renaître l'armée allemande, cinq ans seulement après la fin des hostilités, était toutefois insupportable à de nombreux Français : Jean Monnet a l'idée d'utiliser le cadre naissant de la construction européenne pour résoudre la difficulté. En octobre 1950, il présente par l'intermédiaire du ministre français de la Défense, René Pleven, le plan d'une Communauté européenne de défense (CED), c'est-à-dire d'une armée européenne incluant des contingents allemands. En fait, comme pour la CEEA avec la production sidérurgique, un des objectifs (inavoué) était de placer l'armée allemande sous le contrôle français, puisqu'il ne faisait aucun doute que le commandement de l'ensemble reviendrait à la France. Ainsi la double préoccupation sécuritaire de la France, à l'égard de l'URSS et de l'Allemagne, trouvait une solution, en même temps que progressait la construction européenne, dans un domaine particulièrement sensible (ce qui était l'intention principale de Jean Monnet).

peut s'interroger sur les intentions de Staline. Sans doute voulait-il d'abord semer le doute, déstabiliser l'opinion publique ouest-allemande et torpiller le projet de CED. Quant au fond, il est difficile d'imaginer qu'il ait sérieusement envisagé de renoncer à la RDA pour rétablir l'unité d'une Alle-

magne neutre et démilitarisée. Peut-être effectivement visait-il encore à terme l'unification, mais sous contrôle communiste. Son erreur fut de croire que la RFA entrerait dans son jeu. Même si de vigoureux débats agitèrent la classe politique allemande, la majorité de la population, derrière Adenauer, préféra dans ces conditions renoncer à l'unification.

Par ailleurs, il semble bien que, impressionné par le dispositif militaire américain, Staline ait craint dans les dernières années de sa vie, l'imminence d'une guerre. Ainsi s'expliquerait tout un ensemble de mesures préventives, comme la préparation d'une nouvelle grande épuration, interrompue par la mort du dictateur, ou l'adoption de plans quinquennaux donnant priorité à l'industrie lourde et à l'armement... Une fois lancé, le mécanisme de la guerre froide fonctionne à plein : la suspicion des uns et des autres produit une succession de malentendus, chaque initiative adverse étant interprétée comme une agression. À terme, l'affrontement semble inévitable.

3. Dégel et coexistence pacifique

Le dégel

La mort de Staline, le 5 mars 1953, suscite beaucoup d'émotion dans le monde communiste, mais aussi chez les Occidentaux qui, dans l'ensemble, sous-estiment le poids du système soviétique et attendent de grands bouleversements de la nouvelle équipe dirigeante. La succession de Staline est longue et complexe. Les trois hommes forts, Beria, Malenkov et Molotov, sont progressivement éliminés par le nouveau secrétaire général du Parti, Nikita Khrouchtchev. Beria disparaît de la scène en juin 1953, Malenkov en 1955. Khrouchtchev est alors le maître du Kremlin.

En fait, l'attitude de l'URSS évolue dès 1953 et, petit à petit, même s'il faut attendre trois ans pour que la nouvelle doctrine soit officiellement proclamée, se met en place la « coexistence pacifique ». L'ancienne rhétorique selon laquelle la division du monde en deux blocs antagonistes conduisait tout droit à l'affrontement est délaissée. Le retard accumulé par l'URSS, notamment en matière d'armement nucléaire, est tel qu'une guerre contre les États-Unis n'est pour le moment pas envisageable ; il faut d'abord combler le décalage. Khrouchtchev est

par ailleurs convaincu de la supériorité à terme du communisme sur un capitalisme qui, aux prises avec la décolonisation, est en pleine décomposition. Le temps joue donc en sa faveur. Tactiquement, la doctrine Jdanov a également montré ses limites : les initiatives soviétiques ont consolidé le camp occidental. Renouer le dialogue peut à l'inverse insinuer le doute chez certains et créer des dissensions. La coexistence pacifique, on le voit, reste une politique active et n'implique aucun renoncement aux objectifs révolutionnaires. Elle contribue cependant, dans l'immédiat, à apaiser considérablement les relations Est-Ouest.

Aux États-Unis aussi, la nouvelle équipe au pouvoir depuis novembre 1952, malgré un discours très ferme, est encline à la détente [15]. Le président républicain Eisenhower et son secrétaire d'État John Foster Dulles veulent réduire les dépenses militaires et mettre un terme à l'escalade lancée par la politique de Truman. La doctrine nucléaire des « représailles massives » (voir chapitre v), qui privilégie l'arme atomique et ses effets dissuasifs, peut être efficace pour éviter une guerre mondiale, mais non pour régler des conflits localisés et limités. D'où le retour aux solutions négociées.

L'armistice de Panmunjom qui met fin à la guerre de Corée est le premier signe du « dégel », selon l'expression de l'écrivain soviétique Ilia Ehrenbourg. Le traité d'État autrichien, signé le 15 mai 1955 par les quatre ministres des Affaires étrangères des puissances occupantes en est la confirmation. C'est la première fois que des représentants des quatre se retrouvent depuis 1947. L'accord était impensable deux ans plus tôt : l'Autriche recouvre sa pleine souveraineté et adopte, de son plein gré, un statut de neutralité. Enfin, la conférence au sommet de Genève, en juillet 1955, n'aboutit pas à grand-chose, mais rétablit le dialogue Est-Ouest au plus haut niveau. C'est aussi pour Khrouchtchev l'occasion d'affirmer la nouvelle politique allemande de l'URSS. Après l'écrasement par les chars soviétiques, le 17 juin 1953, des émeutes provoquées à Berlin par de vagues promesses de libéralisation, l'URSS fait une croix sur ses projets de réunification et se replie sur une RDA solidement ancrée à l'Est. Après une période d'initiatives et de crises, chacun aspire à la stabilité et consolide d'abord ses positions. La page de la guerre froide « chaude » est tournée [82].

• *La déstalinisation.* — Le dégel se manifeste aussi à l'intérieur du monde communiste. Deux coups de tonnerre successifs bouleversent les relations entre l'URSS et ses satellites européens. Dans un premier temps, lors d'un voyage à Belgrade, du 22 mai au 5 juin 1955, Khrouchtchev présente ses excuses à Tito et reconnaît le bien-fondé des positions yougoslaves : « Les questions d'organisation interne, des différences de systèmes sociaux et des différentes formes du développement socialiste regardent exclusivement les peuples des différents pays. » C'est saper le bloc monolithique édifié par Staline et reconnaître l'existence de « voies nationales » dans la construction du socialisme. Le Kominform, qui avait orchestré la mise à l'écart de la Yougoslavie, est dissous [70].

Deuxième bombe posée par Khrouchtchev : le discours du 25 février 1956, dit « rapport secret », qui clôt le XX^e congrès du Parti. Khrouchtchev y dénonce « l'autoritarisme de Staline à l'égard du Parti et du Comité central », notamment les purges de 1936-1938 et le culte de la personnalité. À aucun moment toutefois il ne remet en cause les grandes réalisations économiques (collectivisation des terres, plans quinquennaux) ou les bases du système (parti unique, centralisme démocratique). Les crimes commis contre les populations soviétiques depuis 1918 ne sont guère plus évoqués. En faisant de Staline un bouc émissaire, le rapport innocent le Parti de bout en bout. Khrouchtchev termine en évoquant Lénine et appelle à retrouver les « normes de la légalité révolutionnaire ».

Le premier objectif de Khrouchtchev est d'éliminer en URSS comme dans les démocraties populaires les dirigeants staliens et de les remplacer par des hommes acquis à ses idées ; son pouvoir en sort évidemment renforcé. Mais, au-delà, l'objectif est d'insuffler un nouvel esprit, de dynamiser un système sclérosé et de le rendre plus performant. Il ne s'agit pas de rapprocher le communisme du capitalisme, mais d'insister sur les erreurs commises pour qu'il puisse rivaliser plus efficacement avec le système occidental.

Malgré toutes ses limites, la déstalinisation a des conséquences importantes en URSS : libération de millions de prisonniers du goulag, publication d'ouvrages critiques sur le système stalinien [60 et 78]. En Europe de l'Est, les effets sont ravageurs. En Pologne d'abord où, devant les manifestations populaires, le nouveau dirigeant Gomulka doit faire des concessions (suppression de la collectivisation, normalisation

des rapports avec l'Église catholique). Mais, en maintenant l'essentiel, il évite l'intervention militaire soviétique. En Hongrie, en revanche, les manifestations qui, en octobre 1956, ramènent au pouvoir l'ancien ministre communiste Nagy sont plus radicales. Nagy ne comprend pas où s'arrête la déstalinisation et la patience de Moscou. Il promet le multipartisme et, le 4 novembre 1956, les chars de l'Armée rouge entrent à Budapest. La répression est terrible. Si Khrouchtchev est prêt à accorder plus d'autonomie aux pays de l'Est (dans le but notamment de réintégrer la Yougoslavie dans son giron), il n'est pas question d'abandonner les positions acquises. La création du pacte de Varsovie en 1955, alliance militaire réunissant sous la direction soviétique l'ensemble des démocraties populaires, en est l'illustration [63]. Le pacte institutionnalise, entre l'URSS et ses satellites, des relations qui jusque-là reposaient sur des accords bilatéraux et surtout l'autorité personnelle de Staline. De même, Khrouchtchev renforce, au sein du COMECON, les solidarités économiques entre les pays de l'Est : coordination des plans quinquennaux, spécialisation des économies, coopération dans le secteur de l'énergie et des matières premières (l'« oléoduc de l'amitié », construit entre 1959 et 1963, achemine en Europe orientale le pétrole de l'Oural) [68].

La crise de Suez

Cette année 1956, très riche en événements, focalise l'attention sur une région du monde où la guerre froide ne s'est pas encore clairement manifestée : le Proche et Moyen-Orient. La crise de Suez, point de rencontre de conflits et d'intérêts multiples, peut être lue de différentes façons. Elle s'inscrit d'abord dans le contexte général de la décolonisation et plus particulièrement du réveil du monde arabe. Le 26 juillet 1956, le colonel Nasser, qui dirige l'Égypte depuis peu, annonce en public, sur un ton provocateur, la nationalisation du canal de Suez pour financer la construction d'un barrage sur le Nil, à hauteur d'Assouan. C'est un camouflet pour la Grande-Bretagne, principale actionnaire du canal et ancienne puissance « protectrice » de l'Égypte (ses troupes achèvent d'évacuer Suez en 1955). C'est également un échec pour la diplomatie américaine, qui avait promis à Nasser une aide financière, mais comptait en retour lui imposer ses conditions.

Ce geste spectaculaire symbolise dans tout le monde arabe une volonté d'émancipation que traduisent au même moment les indépendances du Maroc et de la Tunisie, et le combat mené en Algérie contre la France par le Front de libération nationale (FLN). Le discours volontariste de Nasser, qui en appelle à l'unité arabe contre la présence coloniale, mais aussi contre Israël, a d'emblée un grand retentissement.

La nationalisation du canal provoque contre l'Égypte la formation d'une coalition hétéroclite [84]. La France, persuadée que l'Égypte aide financièrement et matériellement les indépendantistes algériens et sert de base arrière au FLN, convainc la Grande-Bretagne, à la recherche de ses intérêts perdus, et Israël, inquiet du nationalisme arabe, de mener une opération armée. Un scénario machiavélique est élaboré dans le plus grand secret à Sèvres, le 26 octobre. Israël attaquera en premier ; Londres et Paris lanceront un ultimatum pour que les forces israéliennes *et égyptiennes* évacuent la zone du canal ; les soldats français et britanniques prendront alors prétexte du refus (prévisible) de l'Égypte pour entrer en scène, « libérer » le canal et pousser Nasser à céder le pouvoir. L'opération déclenchée le 29 octobre 1956 se déroule d'abord comme prévu. Le 5 novembre, les troupes franco-britanniques débarquent à Port-Saïd. Mais les interventions américaine et soviétique bouleversent la suite du programme.

L'URSS réagit vite et violemment ; Khrouchtchev évoque une riposte nucléaire sur la France et l'Angleterre. Le bluff est total puisque l'URSS n'a pas alors les capacités techniques d'exécuter la menace, mais l'avertissement est entendu. Quant aux États-Unis, furieux de n'avoir pas été informés de l'intervention franco-britannique, ils considèrent l'affaire comme une violation du pacte atlantique. Ils font pression à l'ONU, qui condamne massivement l'opération, et lancent une attaque décisive contre la livre sterling, qui modère immédiatement les prétentions britanniques. Dans les semaines qui suivent, les armées française, anglaise et israélienne abandonnent successivement leurs positions et cèdent la place à une force d'interposition de l'ONU (ce sont les premiers « casques bleus ») chargée d'apaiser la tension. Le fiasco est total.

La crise consacre l'effacement, non seulement au Moyen-Orient, mais sur l'ensemble de la scène internationale, des anciennes grandes puissances que sont devenues la France et la Grande-Bretagne. Les temps du colonialisme et de la

diplomatie de la canonnière sont bien révolus. Les deux pays réagissent de façon différente : l'Angleterre, plutôt résignée, réintègre vite le giron américain et place dès 1957 ses forces nucléaires sous le contrôle de Washington ; la France, à l'inverse, redéfinit sa stratégie et décide en décembre 1956 de se doter à court terme de l'arme atomique pour retrouver une influence qui lui échappe [106].

De leur côté, les États-Unis et l'URSS en profitent pour prendre le relais des puissances coloniales au Moyen-Orient. Eisenhower définit une nouvelle politique d'assistance financière et matérielle aux pays en développement qui n'adoptent pas le modèle socialiste. L'URSS passe des accords avec Nasser, finance en partie la construction du barrage d'Assouan et fait pour une vingtaine d'années de l'Égypte le bastion de sa présence dans la région. Le tiers monde devient un nouveau champ de rivalités.

La politique extérieure de Nikita Khrouchtchev

Khrouchtchev marque de son empreinte la diplomatie soviétique. Sa personnalité, ses attitudes, ses méthodes forment un tel contraste avec celles de Staline qu'elles provoquent un choc immédiat. L'homme d'abord : extraverti, jovial, autoritaire, capable de passer du rire à la colère la plus noire. L'image de son discours à l'ONU, en 1960, où il martèle son propos en frappant le pupitre de sa chaussure, a fait le tour du monde. Il sait se rendre populaire et utiliser les médias. La télévision le montre discutant et plaisantant avec des ouvriers ou des paysans. Alors que son prédécesseur ne quittait jamais l'URSS et craignait de se montrer en public, Khrouchtchev voyage beaucoup : en Autriche, en Chine, en France, aux États-Unis en septembre 1959. À Pittsburgh, il déclare devant les caméras : « Je suis venu voir comment vivaient les esclaves du capitalisme ; eh bien, je dois dire qu'ils ne vivent pas mal. » À l'image du personnage, sa diplomatie souffre parfois d'être à l'emporte-pièce, manque de prudence et de subtilité. Khrouchtchev calcule moins que Staline et a tendance à sous-estimer les risques.

Malgré ces différences sensibles, le fond de la politique soviétique évolue peu : la coexistence pacifique ne marque pas la fin de la guerre froide et Khrouchtchev reste convaincu de la supériorité du communisme et de sa victoire à terme sur le

capitalisme. L'objectif demeure, en s'appuyant sur les bases (l'Europe de l'Est, solidement verrouillée), d'étendre l'influence soviétique et de gagner au communisme le plus grand nombre de pays et de régions.

Seule la tactique change. Khrouchtchev tire un trait sur la doctrine Jdanov, trop rigide et manichéenne, et tient compte de l'émergence politique du tiers monde. Cet intérêt nouveau que porte l'URSS aux pays en développement est sans doute son apport le plus original à la diplomatie soviétique [54]. Cela le conduit à faire preuve d'une certaine souplesse idéologique, à accepter que le socialisme de ses alliés diverge parfois sensiblement de l'orthodoxie marxiste-léniniste. La tactique paye en Égypte, à Cuba et dans certains pays d'Afrique (de façon moins convaincante). Elle le brouille en revanche avec la Chine.

Après une période de rapprochement et de relative détente, les années 1957-1962 marquent un net durcissement de la politique soviétique envers l'Occident. Les armes nucléaires stratégiques désormais opérationnelles et capables d'atteindre le territoire américain, le lancement réussi du Spoutnik, en 1957, qui fait plusieurs fois le tour de la Terre et survole les États-Unis, donnent confiance à Khrouchtchev et lui font croire que dans plusieurs domaines l'URSS a comblé son retard, voire dépassé son rival. Le moment lui semble venu de relancer l'offensive sur Berlin. L'enclave occidentale de Berlin est selon lui comme une « tumeur cancéreuse », un îlot capitaliste au sein du bloc communiste ; c'est surtout une brèche ouverte dans le rideau de fer : entre 1952 et 1961, 2,3 millions d'Allemands passent à l'Ouest, *via* Berlin.

Le 27 novembre 1958, une note soviétique exige avant six mois le rattachement de Berlin-Ouest à la RDA ou son internationalisation sous le contrôle de l'ONU. Si, passé le délai, aucune solution n'est trouvée, l'URSS signera une paix séparée avec la RDA, lui remettra ses pouvoirs sur la zone orientale de Berlin et la laissera disposer des voies d'accès aux secteurs occidentaux de la ville. La crise est sérieuse ; les Occidentaux refusent depuis l'origine de reconnaître la RDA et ne peuvent donc négocier avec elle un nouveau statut de Berlin. Par ailleurs, l'ultimatum ne laisse pas place à la négociation ; il faut se soumettre ou l'ignorer, et risquer un conflit de grande ampleur, probablement nucléaire. Les Américains, soutenus par de Gaulle et Adenauer, optent pour la fermeté et Khrouchtchev doit petit à petit (la crise se prolonge jusqu'en 1961) revenir sur

La conquête de l'espace

La conquête de l'espace est un domaine où la compétition, pacifique, entre les deux grands fut des plus spectaculaire et passionnée [96]. Au moins jusqu'au début des années 1970, elle revêt une importance stratégique et idéologique qui en fait un enjeu majeur de la guerre froide, au service de la puissance et de la propagande américaine et soviétique. Les aspects scientifiques et techniques, pourtant essentiels, sont alors relégués au second plan. La recherche spatiale en pâtit (on privilégie les réalisations efficaces à court terme et médiatiques), mais, en retour, elle profite de crédits considérables et d'une attention qu'elle n'aurait pas suscitée en d'autres circonstances.

C'est l'URSS qui la première comprend l'intérêt de la question. Les recherches commencent au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, notamment à partir de l'étude systématique des V2 allemands. Le programme de conquête spatiale annoncé en 1955 aboutit deux ans plus tard, le 4 octobre 1957, au lancement de Spoutnik, le premier satellite, qui pendant trois mois fait entendre sur toutes les radios du monde son signal sonore. Le 12 avril 1961, Youri Gagarine devient le premier homme à accomplir une révolution autour de la Terre ; le prestige de l'URSS est alors à son apogée. Les États-Unis, qui jusque-là privilégiaient l'aviation (notamment dans leur système de défense), prennent conscience de leur retard et réagissent, non sans une certaine confusion initiale. La NASA (National Aeronautics and Space Administration), créée en 1958, bénéficie de 6 milliards de dollars de crédits, soit le quart du budget fédéral consacré à la recherche. En 1961, Kennedy relève le défi de la « nouvelle frontière » à

conquérir ; il lance le programme Apollo, dont l'objectif est d'envoyer des hommes sur la Lune avant la fin de la décennie. C'est chose faite le 21 juillet 1969. Les États-Unis, *in fine*, ont gagné la course à l'espace.

Le but principal de l'URSS dans les années 1950 est de briser l'encerclement dans lequel les États-Unis la contiennent. Les fusées lui permettent de franchir le rideau des alliances américaines et d'affirmer sa présence au-delà des océans. Le choc provoqué par le Spoutnik est considérable. « Le ciel m'était toujours apparu comme amical, note le futur président Johnson en 1957. Il me sembla soudain lourd de menaces, et je réalisai pour la première fois que mon pays n'occupait peut-être pas la première place en toutes choses. » Dès 1962, l'URSS met sur orbite un premier satellite espion.

Au-delà de ces aspects militaires, l'entreprise est aussi l'occasion, pour les Soviétiques, de rivaliser avec les États-Unis dans un domaine de haute technologie et d'acquérir une crédibilité qui leur faisait défaut. Les exploits des « cosmonautes » annoncés à grand renfort de propagande (les échecs sont en revanche soigneusement cachés) viennent accréditer l'idée que l'URSS est capable de lutter avec les États-Unis dans tous les domaines, puisqu'elle peut le faire dans celui de la recherche spatiale, le plus avancé. « Les Spoutnik, proclame Khrouchtchev, prouvent que le socialisme a gagné la compétition entre les pays socialistes et capitalistes [...], que l'économie, la science, la culture et le génie créateur du peuple se développent mieux et plus vite sous le socialisme. » L'espace constitue bien un nouvel enjeu idéologique.

ses prétentions. Il se résout finalement à stopper l'hémorragie démographique par la manière forte, en interdisant tout passage d'un secteur à l'autre de Berlin. Dans la nuit du 12 au 13 août 1961 commence en plein cœur de la ville la construction d'un mur qui symbolise à lui seul toute le drame de la guerre froide [88]. La crise prend fin. Le « mur de la honte » est pour l'URSS un terrible aveu d'échec. Il dissipe en tout cas les illusions qu'on pouvait entretenir sur la volonté d'apaisement de Khrouchtchev.

La crise de Cuba

Le point culminant de la tension est atteint en 1962 avec la crise de Cuba. Les origines de l'affaire remontent à janvier 1959 lorsque Fidel Castro et ses partisans renversent le dictateur Batista. Cuba est alors, depuis le début du siècle, sous la dépendance économique des États-Unis, qui lui achètent sa production sucrière. Castro n'a pas au départ l'intention de rompre avec Washington, mais son discours nationaliste, l'influence croissante que prend sur lui l'Argentin Che Guevara, révolutionnaire et marxiste, et l'annonce d'une réforme agraire hostile aux grandes compagnies américaines détériorent les relations entre les deux pays. Les Américains tentant d'user de pressions économiques, Castro se tourne vers l'URSS, qui s'empresse d'acheter le sucre cubain. En juillet 1960, Guevara peut annoncer que Cuba fait désormais partie du camp socialiste.

Le revers diplomatique américain se transforme en désastre en avril 1961 : la CIA convainc le nouveau président John Kennedy [21] d'organiser le débarquement à Cuba, dans la baie des Cochons, d'adversaires politiques du nouveau régime, exilés et réfugiés aux États-Unis, pour provoquer un soulèvement populaire et renverser Castro. L'opération, accompagnée de bombardements, est un échec total et ternit durablement l'image de Kennedy dans toute l'Amérique latine. L'épisode conduit Castro à réclamer, et à obtenir des armes de l'URSS, et certainement Khrouchtchev à considérer Cuba comme un nouveau point faible dans le dispositif de défense américain.

Le 14 octobre 1962, des avions espions américains, les U2, survolent l'île et remarquent la présence de rampes de lancement pouvant accueillir des missiles nucléaires à moyenne portée (1 800 kilomètres). Washington apprend peu après que

des navires soviétiques porteurs d'engins balistiques sont en route pour Cuba. Les États-Unis ne peuvent tolérer une telle menace, à 150 kilomètres seulement des côtes de Floride. C'est tout l'équilibre de la terreur qui est soudain brisé. Les fusées soviétiques, trop proches, pourraient atteindre le sol américain (et notamment Washington) *avant* que les États-Unis aient le temps d'infliger à l'URSS des dommages équivalents.

Il n'est pas facile de trouver une riposte adéquate ; bombarder Cuba est trop risqué. Kennedy, avec beaucoup de sang-froid, recueille les avis d'un petit groupe de conseillers proches, dont son frère Robert, et décide le 22 octobre d'empêcher les vingt-quatre cargos soviétiques d'accoster. La deuxième flotte américaine prend position au large et organise le blocus de l'île (Kennedy utilise le terme moins guerrier de « quarantaine »). L'habileté du président américain est d'avoir renvoyé la balle aux Soviétiques. C'est maintenant à eux de décider s'il faut temporiser ou s'obstiner. La situation devient dramatique quand les deux flottes se font face. Khrouchtchev et Kennedy échangent menaces et notes diplomatiques ; le secrétaire général de l'ONU tente de jouer les médiateurs ; tout le camp occidental, uni derrière l'allié américain retient son souffle [40]. Le 28, les navires soviétiques finissent par rebrousser chemin. Khrouchtchev obtient deux concessions : l'assurance que les États-Unis n'envahiront pas Cuba, et, mais cela reste secret, le démantèlement des fusées Polaris stationnées en Turquie [81].

Kennedy est l'incontestable vainqueur de l'affrontement. Lui qui semblait jusqu'alors hésitant a su faire preuve de fermeté et imposer son style. Céder aurait ruiné la crédibilité américaine partout où elle était engagée. Il a fait reculer Khrouchtchev, mais en lui laissant une porte de sortie susceptible d'apaiser son amour-propre.

Le dirigeant soviétique a perdu la partie. Il a mal apprécié la détermination américaine. Son imprudence, son « aventurisme » lui sont amèrement reprochés et sont à l'origine, entre autres, de son éviction de la direction du Parti en 1964. L'armée soviétique a particulièrement mal vécu ce qu'elle considère comme une humiliation : dès lors, elle n'aura de cesse qu'elle n'ait surpassé sa rivale et fait de la marine l'un de ses fers de lance. En réalité, Khrouchtchev ne part pas les mains vides : il s'assure du maintien durable à Cuba d'un régime communiste, aux portes des États-Unis. Il a su par

ailleurs renoncer et s'arrêter à temps, plutôt que de risquer un conflit nucléaire et de répondre aux injonctions de Fidel Castro, le premier concerné et finalement le grand absent de la crise, qui voulait que l'URSS aille jusqu'au bout.

La crise de Cuba, paroxysme de la guerre froide, en est aussi le principal tournant. Comme à Berlin en 1948, les deux grands se sont trouvés face à face et le monde a failli basculer. Mais ils ont cette fois conscience du danger encouru ; la guerre froide entre dans une nouvelle phase.

III / Réalités et illusions de la détente (1962-1977)

Le 10 juin 1963, John Kennedy, devant les étudiants de l'université de Washington, appelle l'URSS et les États-Unis à retrouver les vertus du dialogue : « En dernière analyse, dit-il, notre lien commun le plus fondamental est que nous habitons tous la même petite planète, que nous respirons tous le même air, que nous chérissons tous l'avenir de nos enfants et que nous sommes tous mortels. » Un discours impensable quelques années auparavant, et qui dénote un nouvel état d'esprit.

La « détente » ne signifie pas à proprement parler la fin de la guerre froide. L'URSS continue d'ailleurs à parler de coexistence pacifique. La compétition se poursuit, s'intensifie même et s'étend à de nouveaux domaines, mais elle s'organise, dans un cadre défini par Washington et Moscou. La crise de Cuba a montré les risques d'une politique « au bord du gouffre » qui, sur le moindre malentendu, peut conduire à la guerre nucléaire. Le niveau d'armement auquel sont parvenus les deux grands rend nécessaire le maintien d'un certain équilibre et d'un contrôle mutuel. À partir de 1963, le dialogue et la négociation occupent le devant de la scène et s'accompagnent d'une coopération nouvelle dans les domaines économiques, scientifiques et culturels. Non sans irriter, parfois même au sein de chaque bloc, ceux que cette cogestion soviéto-américaine tient à l'écart des affaires internationales.

1. Le retour de la diplomatie

L'arm's control

Après Cuba, les États-Unis et l'URSS font un double constat. Poursuivre telle quelle la course aux armements, dès lors que l'un et l'autre disposent sensiblement des mêmes atouts et qu'aucun ne possède d'avantage *décisif*, est suicidaire ; désarmer, alors qu'aucun moyen de contrôle sérieux n'est envisageable, est illusoire. La solution trouvée, l'*arm's control*, ou la maîtrise des armements, est tout à fait originale [92]. Loin d'un simple pis-aller, il s'agit d'une « véritable philosophie de l'équilibre stratégique et des rapports internationaux » [101]. Le simple décompte numérique des arsenaux, tant qu'on respecte une relative parité, n'est plus la principale préoccupation. L'essentiel est d'introduire une collaboration, une certaine connivence réduisant au minimum les risques d'accidents, tant bilatéraux qu'à l'échelle planétaire. Le plus remarquable est que les deux adversaires (les États-Unis et l'URSS demeurent fondamentalement des adversaires) tirent tous deux avantage de cet étrange partenariat.

La démarche comporte trois aspects principaux :

— le plus urgent est de rétablir un dialogue qui, plus que jamais en cas de crise, s'avère indispensable. La mise en place dès 1963 d'un téléscripateur reliant la Maison-Blanche au Kremlin, le célèbre « téléphone rouge », est un premier pas. Les entrevues, conférences et sommets se multiplient dans les années qui suivent. Entre 1972 et 1974, le nouveau dirigeant soviétique, Leonid Brejnev rencontre les présidents américains Richard Nixon puis Gerald Ford à quatre reprises. Les deux pays signent un accord commercial, qui octroie à l'URSS la clause de la nation la plus favorisée et développe les échanges mutuels (notamment les ventes de céréales américaines) ;

— le deuxième objectif est d'éviter la prolifération nucléaire et de maintenir la rivalité dans le cadre d'une compétition bilatérale. Le traité de 1959 sur l'Antarctique établit une zone non militarisée au sud du 60^e parallèle en spécifiant bien l'interdiction de toute explosion atomique. Le traité de Moscou de 1963, fruit de négociations entamées cinq ans auparavant, interdit les expériences nucléaires dans l'atmosphère, l'espace extra-atmosphérique et l'espace marin. Il est signé par cent pays. Avec le traité de non-prolifération (TNP), conclu en juillet 1968, les

pays qui possèdent la bombe s'engagent à ne pas aider d'autres à l'acquérir ; ceux qui ne l'ont pas certifient ne pas chercher à l'obtenir. Soixante-deux pays adhèrent au TNP, dont les États-Unis, l'URSS et la Grande-Bretagne, qui grâce au concours américain, détient la bombe depuis 1952. La France et la Chine, dernières en date des puissances nucléaires, depuis respectivement 1960 et 1964, veulent se donner les moyens de perfectionner leur armement et refusent d'entrer dans le cadre tracé par les deux grands. Elles ne signent ni le traité de Moscou ni le TNP ;

— l'URSS et les États-Unis peuvent alors engager des pourparlers bilatéraux. Les accords SALT (*Strategic Arms Limitation Talks*), signés le 26 mai 1972 et considérés comme le sommet de la détente, concluent des négociations ouvertes trois ans plus tôt à Helsinki. Ils gèlent pour cinq ans le nombre de missiles stratégiques américains et soviétiques. Les armes concernées sont les missiles intercontinentaux à grande portée (plus de 5 500 kilomètres) lancés du sol (les ICBM) ou de sous-marins (les SLBM). Les chiffres retenus sont pour les États-Unis, 1 054 ICBM et 650 SLBM, pour l'URSS respectivement 1 409 et 750. La supériorité technique de l'armement américain compense l'avantage quantitatif consenti à l'URSS. Un traité limite par ailleurs, pour une durée indéfinie, les systèmes antimissiles (ABM) des deux pays. Les accords SALT sont spectaculaires mais ne réduisent en aucun cas la capacité de destruction des arsenaux américain et soviétique. Ils ne tiennent d'ailleurs pas compte des missiles à moyenne portée (les IRBM), des bombardiers, ni de la technique du *mirvage*, qui permet, sur un même missile, d'installer plusieurs têtes indépendantes. De 1960 à 1980, le nombre de têtes nucléaires détenues par les deux pays passe de 20 400 à 48 000. C'est le paradoxe de la détente : les stocks s'accumulent et s'accroissent comme jamais, mais le processus paraît dorénavant maîtrisé.

L'Ostpolitik

La détente influe logiquement sur l'évolution de la question allemande, depuis les origines l'épicentre de la guerre froide. Le plus inattendu est que l'initiative ne vient pas pour l'essentiel de Washington ou de Moscou, mais du chancelier

ouest-allemand Willy Brandt, principal artisan de l'*Ostpolitik*. Autre signe que les temps ont décidément changé.

Depuis 1949, la RFA est résolument tournée vers l'Ouest : elle adhère à l'OTAN et joue un rôle déterminant dans la construction européenne. La doctrine définie dans les années 1950 par le ministre des Affaires étrangères Walter Hallstein s'appuie sur quelques grands principes : la non-reconnaissance de la RDA, l'absence de relations diplomatiques avec les pays qui reconnaissent l'État est-allemand (à l'exception de l'URSS) et le refus d'entériner les frontières issues de la Seconde Guerre mondiale, notamment la ligne Oder-Neisse. Pour Willy Brandt, l'ancien maire social-démocrate de Berlin, qui devient chancelier en 1969, cette doctrine, trop rigide, ne correspond plus aux réalités de la détente et conduit à l'impasse. Brandt inaugure une politique de rapprochement pour normaliser les relations entre la RFA et ses voisins de l'Est, et en tirer des avantages immédiats et concrets. Dans le même temps, il fait entrer de plain-pied son pays sur la scène internationale [38].

Cette initiative rencontre les préoccupations du Kremlin, qui souhaite sortir la diplomatie soviétique de l'isolement dans lequel, en Europe tout au moins, les méthodes à l'emporte-pièce de Khrouchtchev l'ont plongée. Dès 1968, le chef du KGB, Youri Andropov, préconise ainsi de s'appuyer sur la RFA pour reconquérir cette influence perdue. Le principal négociateur de l'*Ostpolitik* est Egon Bahr, conseiller de Willy Brandt, qui avait eu des contacts secrets avec les Soviétiques dans les années 1960.

En 1970, les 12 août et 7 décembre, la RFA conclut des traités avec l'URSS et la Pologne, soit les deux pays qui en 1945, se sont agrandis aux dépens de l'Allemagne. Elle reconnaît *de fait* la frontière germano-polonaise et étend ses échanges avec l'Union soviétique. En un geste symbolique et solennel, Brandt s'agenouille devant le monument érigé en mémoire des victimes du ghetto de Varsovie. La signature de l'accord quadripartite sur Berlin (3 septembre 1971) confirme les droits des quatre puissances occupantes sur la ville, garantit l'accès aux secteurs occidentaux et permet aux Berlinoises de l'Ouest de se rendre à l'Est. Le traité fondamental signé le 2 décembre 1972 par les deux Allemagne est le point d'orgue de l'*Ostpolitik* : RFA et RDA se reconnaissent mutuellement, dans leurs frontières de 1949. Toutes deux entrent à l'ONU en 1973. Suivent un traité avec la Tchécoslovaquie et le

Discours de Willy Brandt à Stockholm, le 12 décembre 1971

Le chancelier fédéral Adenauer a pu achever un premier grand chapitre : l'entente et la coopération confiante avec les États de l'Ouest. Il nous restait à nous attaquer à la tâche suivante, à la deuxième partie, non moins importante de cette œuvre : la réconciliation avec les voisins de l'Est et une coopération de tous les pays européens, qui dépasse le conflit Est-Ouest et s'y superpose [...].

Pour nous, en Europe, il s'agit de réduire encore davantage et de surmonter autant que possible l'opposition entre l'Est et l'Ouest qui a déjà pu être atténuée. À cet égard, nous devons partir de la réalité telle qu'elle a résulté de la Seconde Guerre mondiale. Cela veut dire que nous devons partir du principe de l'inviolabilité des frontières.

Reconnaître des frontières existantes ne signifie pas qu'on veuille les cimenter. Renoncer à l'emploi de la force ne signifie pas qu'on renonce à lutter pour obtenir des facilités sur le plan humain et la réalisation des droits de l'homme. Mais il est seulement possible de faire prendre une meilleure tournure à certaines réalités lorsqu'on les a reconnues comme telles.

En Europe, il importe de parvenir, par-delà les frontières des blocs et des

idéologies, à plus de communication et de coopération. C'est vers ce but que tendent mes efforts, dans les limites certes restreintes des possibilités qui s'offrent à mon pays. Et, bien entendu, en accord avec nos alliés. Je sais que beaucoup en dépend si l'on veut établir une paix durable en Europe.

Seulement, nous ne pouvons et ne voulons pas attendre, pour préparer un pacte de paix européen, que le processus laborieux de la normalisation et de l'entente soit achevé. Ces deux choses se conditionnent et se complètent l'une l'autre.

On peut préparer un pacte de paix européen par des accords sur la renonciation à l'emploi de la force. On peut allier des éléments de la sécurité et de la coopération. On peut organiser des conférences afin de délibérer sur de nouvelles tâches. Tout cela durera seulement aussi longtemps et dans la mesure où prévaudra la confiance réciproque. Et cela dépendra de la force qu'aura la volonté de paix.

D'un autre côté, cette volonté doit prendre une forme contractuelle. C'est ainsi que nous avons soit conclu, soit préparé les traités avec nos voisins de l'Est.

rétablissement de relations diplomatiques avec l'ensemble des pays de l'Est.

On a beaucoup reproché à Willy Brandt, en échange de quelques concessions, sinon d'avoir tiré un trait sur la réunification, du moins d'avoir consolidé le régime est-allemand. En fait, Brandt ne renonce à aucun moment à la réunification [31]. « Reconnaître des frontières existantes, dit-il, ne signifie pas qu'on veuille les cimenter. » Il accompagne la signature du

traité fondamental d'une « lettre sur l'unité allemande », qu'il envoie à Moscou, dans laquelle il maintient le principe du droit pour tous les Allemands à l'autodétermination. Il remet simplement cet objectif ambitieux à un moment plus favorable. Son approche réaliste de la question permet dans l'immédiat de raviver les liens entre les deux États, de multiplier les contacts entre les populations, et finalement de créer des conditions favorables à la réunification future.

L'*Ostpolitik* fut aussi considérée avec beaucoup de méfiance par les États-Unis. Ils y voyaient la volonté de la part de Brandt et d'Egon Bahr de prendre leurs distances avec l'OTAN pour fonder à terme la réunification sur l'établissement au cœur de l'Europe d'une relation germano-soviétique privilégiée et le départ d'Allemagne des troupes américaines. Au sein même du SPD, le ministre de la Défense Helmut Schmidt, très atlantiste, ne cachait pas ses réticences. Il devait d'ailleurs succéder en 1974 à Brandt, victime d'une affaire d'espionnage touchant l'un de ses conseillers.

La conférence d'Helsinki

Depuis 1954, l'URSS réclamait une conférence européenne sur la sécurité, afin notamment de garantir l'existence des frontières de 1945, qu'officiellement les Occidentaux ne reconnaissaient pas. Dans la foulée de l'*Ostpolitik*, ceux-ci finissent par accéder à la demande soviétique, mais à la condition que les États-Unis et le Canada, membres de l'Alliance atlantique, participent aux discussions. Moscou accepte et admet ainsi qu'on ne peut tenir les Américains à l'écart des questions continentales. La première Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) s'ouvre donc à Helsinki. L'acte final, signé le 1^{er} août 1975 par trente-cinq pays (les États-Unis, le Canada et tous les Européens sauf l'Albanie) vient consacrer trois ans de discussions. Ce n'est pas un traité, mais un document de 110 pages, un catalogue de bonnes résolutions illustrant tout à la fois les réalités et les illusions de la détente.

La première partie (ou « corbeille »), la plus importante, énonce dix principes, pour la plupart inspirés de la charte des Nations unies : égalité entre les États, règlement pacifique des conflits, inviolabilité des frontières, respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales... La deuxième partie jette les bases d'une « coopération économique, scientifique,

technique et écologique », la troisième d'une « coopération dans les domaines humanitaire et autres » (information, échanges culturels, droits de l'homme).

Il est évidemment facile de se gausser d'un texte signé par les États-Unis et l'URSS, qui condamne l'ingérence et les atteintes à l'indépendance politique des États ; ou paraphé par l'ensemble des démocraties populaires et l'Espagne franquiste, et qui prône le respect des minorités et des libertés individuelles. Nombreux sont ceux qui ont accusé les Occidentaux d'avoir lâché la proie pour l'ombre, d'avoir fait des concessions sur la question des frontières pour obtenir du régime soviétique de vagues et cyniques promesses sur le respect des droits de l'homme. La conférence d'Helsinki n'a certes pas de conséquences immédiates sur le sort des dissidents dans les pays communistes, mais les opposants peuvent s'appuyer désormais sur un texte pour dénoncer ouvertement les contradictions de leurs gouvernements. Un peu partout en Europe orientale fleurissent des « comités de surveillance des accords d'Helsinki », qui alimentent la contestation, notamment en Pologne et en Tchécoslovaquie. Les effets à long terme de la CSCE sont sans doute plus profonds qu'on ne l'a dit sur le moment. Par ailleurs, comme dans le traité de Moscou entre l'URSS et la RFA, les accords d'Helsinki déclarent les frontières européennes inviolables, mais pas intangibles : si l'on ne peut les modifier par la force, on peut toujours le faire de façon pacifique [14].

2. L'éclatement du monde communiste

Le conflit sino-soviétique

L'onde de choc provoquée par le discours de Khrouchtchev lors du XX^e congrès a de profondes répercussions en Chine. Les réactions de Mao ne sont toutefois pas immédiates. La Chine et l'URSS signent en octobre 1957 un important accord sur le nucléaire prévoyant la livraison par Moscou d'un prototype de bombe atomique et de missiles, ainsi que l'envoi de nombreux experts et techniciens [104]. La même année, Mao reconnaît officiellement que l'URSS est à la tête du bloc communiste et continue d'endosser les habits du bon élève. Les

rapports entre les deux pays ne tardent pourtant pas à se détériorer.

Les origines de la brouille sont multiples. Elles sont d'abord idéologiques. Mao admet mal la déstalinisation, mais plus encore le voyage de Khrouchtchev aux États-Unis, ses déclarations sur la coexistence pacifique, la recherche d'un *modus vivendi* avec les Américains. En 1958, la Chine veut s'approprier deux îles contrôlées par Taiwan, Quemoy et Matsu, et s'en prend violemment aux États-Unis. Khrouchtchev, qui ne veut pas perturber les négociations qu'il tente au même moment d'engager avec Washington, fait alors savoir qu'il n'interviendra pas en cas de conflit avec Taiwan. Mao prend cela pour un affront. Il stigmatise dès lors l'orientation nouvelle de la politique extérieure soviétique et s'affiche comme le seul leader communiste authentiquement révolutionnaire, le chef de file de la lutte anticapitaliste. Le discours s'adresse tout particulièrement aux pays du tiers monde qui accèdent à l'indépendance. Le rejet du modèle soviétique se traduit à l'intérieur par l'expérience du « grand bond en avant », une politique volontariste d'industrialisation des campagnes ; le résultat est catastrophique, mais le message est clair : chacun doit « compter sur ses propres forces ».

À cela s'ajoutent des rivalités d'intérêts, d'ordre géopolitique, entre deux grandes puissances voisines. Un premier désaccord survient à propos du conflit frontalier qui oppose la Chine et l'Inde sur le Tibet. La révolte tibétaine de 1959 et la fuite en Inde du Dalaï Lama accroissent la tension. Une guerre, brève et intense, éclate en 1962. L'URSS déplore la situation, reste neutre, et a même plutôt tendance à soutenir son allié indien. L'affaire montre comme il est difficile pour Khrouchtchev de mener une politique d'aide au tiers monde tout en maintenant au sein du monde communiste une solidarité sans faille. En l'occurrence, il choisit de déroger aux règles de l'« internationalisme prolétarien ». La rupture est consommée. La crise de Cuba, vue par Pékin comme une nouvelle reculade soviétique, le confirme.

Les conséquences sont brutales : dès juin 1959, Moscou résilie l'accord de 1957 sur le nucléaire et rappelle l'année suivante tous ses experts. La Chine se dote en 1964 de la bombe atomique (et en 1967 de la bombe thermonucléaire) en poursuivant seule ses recherches. Le 15 juin 1963, Mao publie une lettre en vingt-cinq points qui est un réquisitoire systématique

contre l'Union soviétique, accusée d'être l'alliée objective des États-Unis. Désormais, et pour longtemps, les Soviétiques sont des « révisionnistes » et les Chinois, pour Moscou, des « dogmatistes ». L'affrontement dépasse le cadre idéologique quand Pékin dénonce les traités inégaux du XIX^e siècle et revendique des territoires sur les fleuves Amour et Oussouri. Des incidents frontaliers éclatent sporadiquement, allant en 1969 jusqu'au combat rangé [67].

La politique de Khrouchtchev a sans doute fait progresser l'influence communiste dans le monde ; mais elle a fait voler en éclats la cohésion du bloc. Les modèles chinois et bientôt cubain ou vietnamien concurrencent désormais le modèle soviétique.

Le communisme en Europe

• *Le printemps de Prague.* — L'URSS parvient-elle du moins à préserver son leadership sur le communisme européen ? La coalition formée du temps de la guerre froide résiste-t-elle à l'apaisement des tensions internationales ? Le schisme sino-soviétique provoque une seule véritable défection, celle de l'Albanie. Par nationalisme, par fidélité au stalinisme, celle-ci se coupe de l'URSS, se rapproche de Pékin, et ce faisant s'isole de façon dramatique. Le nationalisme, à partir de 1965, pousse également la Roumanie de Nicolae Ceaucescu à revendiquer son autonomie et prendre ses distances à l'égard de Moscou ; elle se tient à l'écart des conflits internationaux et noue dès 1967 des relations diplomatiques avec la RFA. La Roumanie demeure cependant membre du pacte de Varsovie, et surtout ne tolère aucune contestation intérieure : le rôle dirigeant du parti communiste et le caractère dictatorial du régime sont réaffirmés avec la plus extrême vigueur.

La remise en cause la plus profonde et la plus radicale, dans la seconde moitié des années soixante, vient de Tchécoslovaquie [83]. Depuis 1948, le pays vit sous une chappe de plomb. La direction du Parti ne s'est renouvelée qu'une fois, quand Novotny succède à Gottwald en 1953. Les difficultés économiques, l'immobilisme politique et l'évolution de la situation internationale suscitent une certaine contestation, notamment au sein du parti communiste slovaque, qui se plaint d'être écarté des responsabilités. Brejnev y voit l'occasion d'évincer Novotny, un ancien fidèle de Khrouchtchev. Il provoque la

démission du vieux dirigeant et porte à la tête du parti le Slovaque Alexandre Dubcek, jeune et inexpérimenté, avec l'intention de le manœuvrer facilement et de calmer l'agitation.

Mais Dubcek, qui a bien conscience des difficultés de son pays et des aspirations des Tchèques, ne s'en laisse pas compter. Sa volonté de réformes est réelle. Il lève la censure, ouvre les frontières aux informations occidentales et autorise la formation de forums de discussion politique. C'est le « printemps de Prague », qui culmine le 1^{er} mai 1968 dans une grande manifestation de soutien populaire à la nouvelle politique. Le slogan-programme qui fleurit alors, « le socialisme à visage humain », fait le tour du monde. La formule, qui sous-entend qu'ailleurs les régimes communistes seraient « inhumains », est totalement inacceptable pour Moscou. Le risque de voir l'agitation gagner les autres démocraties populaires est trop grand ; en mars, déjà, les étudiants polonais, emmenés par Adam Michnik, ont manifesté leur mécontentement.

La lettre que les dirigeants soviétiques, bulgares, hongrois, polonais et est-allemands adressent à Dubcek le 15 juillet est claire et menaçante : « Nous sommes convaincus que la présente situation menace les assises du socialisme en Tchécoslovaquie et met en danger les intérêts vitaux communs des autres pays socialistes. Les peuples de nos pays ne nous pardonneraient jamais d'être restés indifférents ou négligents face à un tel danger. » Le 21 août, les chars soviétiques entrent à Prague. Dubcek est arrêté. Devant la résistance de la population, Brejnev décide habilement de le relâcher, de le rétablir à la tête du parti, mais de faire entrer ses adversaires au presidium. Les troupes du pacte de Varsovie restent sur place. La censure est rétablie, la « normalisation » est en marche. Dubcek doit finalement céder sa place à Gustav Husak en avril 1969. Les Occidentaux protestent mais ne prennent aucune mesure particulière contre l'URSS : la Tchécoslovaquie, depuis 1947, fait partie de la zone d'influence soviétique et il n'est pas question d'intervenir au-delà du rideau de fer. Confirmation de l'éclatement du monde communiste, la Chine et l'Albanie, mais également la Yougoslavie et la Roumanie condamnent l'opération.

• *Les partis occidentaux.* — Les deux plus importants partis communistes occidentaux, les partis français (PCF) et italien (PCI) réagissent de façon différente à la nouvelle donne internationale. Très tôt, le PCI prend ses distances envers Moscou et

reproche aux dirigeants soviétiques de ne pas aller assez loin dans l'autocritique et la libéralisation. Le PCF, à l'inverse, reste un allié fidèle et soutient notamment l'URSS dans le conflit qui l'oppose à la Chine. La mort de Maurice Thorez, en 1964, après plus de trente ans de règne sur le Parti, est suivie d'un *aggiornamento*, mais au fond, ne modifie guère les positions. Après l'intervention soviétique à Prague, le PCI exprime « un grave désaccord », le PCF sa « réprobation ». Le choix des mots est important. L'épisode laisse toutefois des traces.

Les années 1970 voient une nouvelle étape franchie dans l'émancipation. Le nouveau secrétaire général du PCI, Enrico Berlinguer, de plus en plus critique envers Moscou, revendique son indépendance. Il veut concilier communisme, libertés et démocratie, admet la présence de l'Italie dans l'Alliance atlantique et voit même des avantages à la construction européenne. Après les élections de 1976 où son parti obtient 34 % des suffrages, il envisage un « compromis historique » avec la démocratie chrétienne pour accéder au pouvoir. Il tente de rallier à ses idées les partis français et espagnol pour affirmer l'autonomie du communisme occidental au sein de ce qu'il nomme l'« eurocommunisme ». Le PCF hésite longuement mais finit par pencher du côté italien. Son dirigeant, Georges Marchais, a signé en 1972 un programme commun avec le parti socialiste, ce qui le contraint à revoir ses positions en matière de politique extérieure. Le discours du Parti se fait de plus en plus critique envers l'URSS et commence à dénoncer timidement les camps de travail et le sort réservé aux dissidents (la direction du PCF fera cependant vite marche arrière et approuvera notamment l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS en 1979) [62].

Lors de la deuxième conférence européenne communiste de Berlin-Est, en juin 1976, deux camps se dessinent. Les partis tchèque, est-allemand, hongrois, bulgare, polonais et portugais reconnaissent officiellement la prééminence de l'Union soviétique. Les Italiens, les Espagnols et les Français, avec plus ou moins de vigueur, rejettent cette suprématie. Il n'est pas question d'évoquer une rupture, mais l'emprise de Moscou s'est incontestablement relâchée.

3. Le bloc occidental en question

Le défi gaullien

La détente permet également à certains membres du bloc occidental d'exprimer leurs divergences. Le cas de la France est à la fois remarquable et exceptionnel, tant il est lié aux conceptions et à la personnalité de Charles de Gaulle, président de la République de 1958 à 1969 [41 et 45]. De Gaulle, on le sait, a « une certaine idée de la France » et de sa politique étrangère. Son objectif, son obsession, est de redonner à la France son *rang* de grande puissance. La puissance se définissant comme la capacité d'imposer sa volonté aux autres [1] (notion de zone d'influence), mais aussi de se libérer de toute influence étrangère (notion d'indépendance), la politique gaullienne tend vers deux directions complémentaires : s'affranchir d'abord, au sein du monde occidental, de la tutelle américaine ; dépasser ensuite la logique Est-Ouest pour s'imposer sur la scène internationale et ne pas laisser aux seuls grands le monopole des initiatives.

À tout bien considérer, c'est l'ensemble de la politique gaullienne qui sert cet objectif. La nouvelle constitution donne au président de la République des prérogatives uniques en matière de politique extérieure ; le redressement monétaire et financier de l'automne 1958 doit permettre à l'économie de se moderniser et d'affronter avec succès la concurrence étrangère. L'hypothèque coloniale est définitivement levée en 1962 avec les accords d'Évian qui mettent fin à la guerre d'Algérie ; de Gaulle a désormais les mains libres. Il comprend parfaitement que la France ne peut se faire entendre si elle ne possède l'arme atomique ; c'est l'un des rares domaines où il poursuit l'œuvre lancée par la IV^e République. Les premiers essais de la bombe française ont lieu dans le Sahara, en avril 1960. La France fait alors partie du club très fermé des puissances nucléaires. Les conditions du défi sont réunies.

Se doter d'une force nucléaire est déjà une façon de se libérer de la tutelle américaine. Encore faut-il qu'elle soit indépendante. Le 4 juillet 1962, Kennedy propose à l'Europe ce qu'il appelle un « grand dessein » : la création d'une véritable Communauté atlantique reposant d'un côté sur les États-Unis d'Amérique, de l'autre sur les « États-Unis d'Europe ». Le *partnership* en sortirait renforcé. En contrepartie, les forces

nucléaires française et britannique seraient intégrées dans l'OTAN et perdraient leur liberté d'action (il faudrait l'accord des États-Unis pour les utiliser), alors que la force atomique américaine, elle, conserverait son autonomie. Kennedy pense ainsi apaiser les soucis de sécurité des Européens tout en contrôlant la prolifération nucléaire. Mais de Gaulle refuse catégoriquement d'entrer dans la combinaison et fait échouer le projet.

La France s'attaque ensuite au rôle prédominant que jouent les États-Unis dans l'OTAN. De Gaulle accepte mal la présence à Rocquencourt du quartier général européen de l'organisation (le SHAPE) et à Saint-Germain-en-Laye de l'état-major américain. Il supporte encore moins la prétention de Washington à vouloir imposer ses vues à ses alliés. Dès 1958, il propose que la gestion des crises et l'ensemble des questions nucléaires soient discutés à trois, États-Unis, Grande-Bretagne et France, sur un véritable pied d'égalité. Eisenhower répond à peine. La tension ne s'apaise pas dans les années qui suivent. Le 21 février 1966, de Gaulle annonce le retrait de la France de l'OTAN. La France reste membre de l'Alliance atlantique, mais quitte les structures militaires intégrées de l'organisation. Le SHAPE et les soldats américains présents sont aussitôt déplacés. Les États-Unis encaissent mal ce coup d'éclat [46].

De Gaulle ne s'arrête pas là et, à plusieurs reprises, se désolidarise des positions américaines. C'est le cas quand il condamne, lors d'un voyage au Cambodge en septembre 1966, la politique des États-Unis au Vietnam et qu'il prédit leur défaite. Ou lorsqu'en juin 1967, au moment de la guerre des Six Jours, il prend parti contre Israël qui bénéficie du soutien de Washington. L'offensive est aussi monétaire quand, toujours en 1967, au lieu de soutenir la devise américaine et l'ensemble du système de Bretton Woods, il préfère convertir en or les réserves en dollars de la Banque de France et précipiter un peu plus la chute du billet vert.

L'autre volet de la politique gaullienne consiste à dépasser la logique des blocs et à dynamiter un système figé depuis quinze ans. De Gaulle est persuadé que, depuis la conférence de Yalta (où il n'a pas été invité), les deux grands s'accommodent fort bien d'un partage du monde en zones d'influence. Cette entente plus ou moins tacite entre États-Unis et URSS s'est réalisée sur le dos des Européens et risque désormais, avec la détente, de s'intensifier aux dépens de leur sécurité. Les Européens

n'existeront que s'ils rejettent le *duopole* américano-soviétique et sa logique qui ne tient aucun compte de leurs intérêts. Le voyage que de Gaulle effectue en URSS, sa formule d'une Europe « de l'Atlantique à l'Oural », sa volonté de servir d'intermédiaire entre l'Est et la RFA, son refus d'une Europe atlantiste, qui s'exprime par le double rejet de la candidature britannique à l'entrée dans le Marché commun (1963 et 1967), tout cela s'inscrit dans cette démarche. Son périple en Amérique latine (1964), son séjour au Québec (1967) émaillé de déclarations fracassantes (« Vive le Québec libre ! ») sont autant d'occasions de saper l'influence *anglo-saxonne* omniprésente sur le continent américain. Sa politique à l'égard du tiers monde, la reconnaissance de la Chine populaire en 1964, contre l'avis de Washington, visent toujours à sortir du cadre bipolaire.

La politique gaullienne a marqué les esprits, autant par ses initiatives que par son style. Incontestablement, la France se fait entendre sur la scène internationale. Mais les résultats sont-ils à la hauteur des ambitions ? La France a-t-elle les moyens de sa politique ? La crise de mai 1968, sociale mais aussi monétaire, ramène brutalement les difficultés intérieures au premier plan. Le discours gaullien se fait plus modéré et le voyage de Nixon à Paris, en 1969, est l'occasion d'une certaine normalisation des rapports franco-américains. En réalité, contrairement à ce que Washington a parfois pu croire, la France n'a jamais envisagé de pousser la contestation du système jusqu'à sortir de l'Alliance atlantique. Les initiatives et les formules provocantes n'ont pas empêché de Gaulle, lorsque les intérêts du monde occidental étaient franchement menacés (à Berlin ou à Cuba, par exemple), de signifier clairement qu'il se situait dans le camp des États-Unis.

La guerre du Vietnam et ses conséquences

La contestation la plus radicale, qui s'attaque aux valeurs sur lesquelles repose l'ensemble de la politique des États-Unis, vient en fait de la société américaine elle-même, confrontée à l'une des crises les plus graves de son histoire : la guerre du Vietnam.

Le véritable engagement des États-Unis au Vietnam suit les accords de Genève de 1954, qui mettent un terme à la présence coloniale française et partagent le pays en deux, de part

et d'autre du 17^e parallèle : le Nord communiste, dirigé par Hô Chi Minh, et le Sud, où prennent pied les Américains. Des élections libres sont prévues deux ans plus tard pour unifier l'ensemble du territoire. La présence américaine au Sud s'explique dans le cadre général du *containment* par la volonté de combattre l'influence communiste. La Maison-Blanche voit dans le Vietnam un point névralgique ; la victoire du Nord, pense-t-on, ferait basculer dans la sphère communiste le Cambodge, le Laos et l'ensemble de l'Asie du Sud-Est. C'est la « théorie des dominos », qui veut que, dans une rangée de dominos alignés, la chute du premier provoque celle des autres. En outre, les États-Unis veulent faire du Sud-Vietnam une vitrine de leur politique dans le tiers monde, montrer la supériorité de leurs idéaux à la fois sur ceux du communisme et sur le modèle colonial. Ils installent au pouvoir le dévoué Ngo Dinh Diem et repoussent des élections qui, étant donné la popularité d'Hô Chi Minh, auraient inmanquablement conduit à la défaite.

Les États-Unis commettent ainsi des erreurs lourdes de conséquences. D'abord en soutenant un régime dictatorial qui s'avère d'autant plus impopulaire que Diem est catholique alors que la population est en grande majorité bouddhiste ; ensuite en refusant de voir dans le mouvement d'indépendance nationale qu'est le Vietminh autre chose qu'un simple parti communiste. Hô Chi Minh, dont l'objectif reste l'unification, adopte une stratégie qui met progressivement en lumière ces contradictions. Au lieu de lancer une offensive militaire vouée à l'échec, il soutient activement l'opposition Vietcong au régime de Diem, qui, notamment dans les campagnes, gagne de plus en plus de partisans. Les États-Unis ne comprennent pas que la bataille se joue sur le terrain de la propagande et se contentent d'accroître leur engagement militaire à mesure que se constituent et s'organisent les maquis du Vietcong [91].

Kennedy dépêche au Vietnam 16 000 conseillers ; l'engrenage est en marche. Son successeur, Johnson, obtient en 1964 du Congrès, à la quasi-unanimité, l'autorisation d'envoyer les GI's. Le conflit prend alors une dimension nouvelle : 185 000 soldats en 1965, 536 000 à la fin de 1968. Les États-Unis ont longtemps espéré cacher la guerre et ses réalités, tant au monde entier qu'aux Américains mêmes. Alors que s'amorçait la détente, ils ne voulaient pas donner l'impression qu'on en revenait aux pires heures de la guerre de Corée ;

mais ils toléraient déjà le régime castriste à Cuba et ne pouvaient laisser entendre qu'ils étaient désormais prêts à toutes les concessions dans le tiers monde. C'est un échec total. L'offensive générale lancée par le Vietcong en janvier 1968, au moment du Têt, le nouvel an vietnamien, révèle l'ampleur du désastre. Une centaine de villes et de bases américaines sont attaquées en même temps et les combats font rage jusque dans les jardins de l'ambassade à Saigon. L'offensive est repoussée, mais le monde entier prend conscience des horreurs de cette guerre, du manque de crédit du régime sud-vietnamien, du soutien populaire dont dispose l'opposition communiste et de l'impuissance des États-Unis, malgré tous les moyens engagés, à mettre un terme à la guérilla. Le 31 mars, Johnson annonce un désengagement partiel et la suspension des bombardements, notamment au nord du 17^e parallèle, sur Hanoi et Haïphong.

À peine élu, le président Richard Nixon définit la nouvelle politique américaine : retrait progressif des troupes, « vietnamisation » du conflit, négociation d'une « paix dans l'honneur ». Il lui faut quatre ans pour, tant bien que mal, réaliser ce programme ; quatre ans de pourparlers accompagnés d'intenses bombardements des positions vietnamiennes, sur l'ensemble du pays, mais aussi au Cambodge à partir de 1970. Les méthodes du secrétaire d'État, Henry Kissinger, qui tournent résolument le dos aux principes wilsoniens et remettent au goût du jour la *realpolitik* et la diplomatie secrète, finissent par payer [11]. Il profite de l'isolement dans lequel la révolution culturelle et le conflit sino-soviétique ont plongé la Chine, pour provoquer un spectaculaire rapprochement avec Pékin. L'entrée de la Chine à l'ONU en octobre 1971, en lieu et place de Taiwan est suivie quatre mois plus tard du voyage de Nixon à Pékin. Les États-Unis obtiennent ainsi l'appui de la principale puissance asiatique dans les négociations sur le Vietnam. Les accords de Paris, signés le 27 janvier 1973, établissent un cessez-le-feu, prévoient le retrait total des troupes étrangères du Sud-Vietnam, la libération des prisonniers américains et la formation d'un Conseil national de réconciliation au Sud, rassemblant les diverses tendances politiques, avant l'organisation d'élections libres.

Deux ans plus tard, en avril 1975, le Vietnam du Nord envahit le Sud, s'empare de Saigon et unifie le pays, peu après que les communistes se sont emparés du pouvoir au Laos et au Cambodge. Traumatisés par quinze ans de guerre, les

États-Unis ne bronchent pas. Le *containment* connaît alors sa plus lourde défaite.

• *Le Vietnam et la société américaine* [91]. — Pendant longtemps, les Américains ne s'inquiètent pas d'une guerre qui ne dit pas son nom, dans un pays lointain, ignoré, où ils ne possèdent pas d'intérêts économiques. Toute la stratégie du gouvernement vise à masquer les faits. Johnson prend soin, même en 1964, d'éviter toute déclaration de guerre officielle. La réalité, lorsqu'elle est révélée, est d'autant plus difficile à admettre. L'opinion prend conscience de l'importance de l'engagement entre 1965 et 1968. Au début largement favorables, les avis évoluent et se retournent peu à peu. La contestation provient d'abord des milieux intellectuels et étudiants et participe d'une critique plus générale du modèle capitaliste et d'une société de consommation à bout de souffle. L'envoi en masse des GI's touche ensuite une grande partie de la population et s'accompagne de manifestations spectaculaires (papiers militaires renvoyés ou brûlés en public...) qui frappent les esprits. Le nombre croissant des victimes (5 000 soldats américains tués en 1966) augmente le malaise.

Le rôle des médias, et surtout celui de la télévision, doit être souligné, même s'il ne faut pas le surestimer. La grande majorité des journaux et la totalité des chaînes sont d'abord tout acquis aux arguments officiels, mais la longueur et l'enlèvement du conflit, le décalage toujours plus fort entre le discours et la réalité poussent les médias, petit à petit, à rendre mieux compte de la situation et les analystes à exposer leurs points de vue, souvent critiques, notamment après l'offensive du Têt. Les images transmises directement par satellite montrent les morts et les blessés, la fatigue des soldats, les horreurs des combats, l'utilisation massive de défoliants et du napalm... L'impact provoqué par le cliché d'une jeune Vietnamiennne brûlée vive ruine en un instant bien des efforts de propagande.

De plus en plus d'Américains considèrent la guerre comme une erreur et réclament le retour des *boys*. Mais la déchirure est plus profonde. C'est toute une société qui doute soudain de ses valeurs et de leur universalisme. Les GI's étaient censés combattre au nom de la justice et de la démocratie pour aider un pays victime d'une agression communiste. L'avenir du monde libre se jouait au Vietnam. Mais les reportages et les images montrent une autre réalité : les États-Unis jouent le

mauvais rôle d'une puissance militaire qui soutient un régime corrompu et rejeté par la majorité de la population. À tel point que, pour beaucoup, c'est le Vietcong qui finit par incarner le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et le combat pour la liberté. Ébranlé par ces contradictions, c'est tout le consensus de l'opinion sur la politique étrangère qui s'effondre. Les justifications idéologiques qui légitimaient le *containment* sont remises en cause. Les thèses qui rendent l'impérialisme américain responsable de la guerre froide ont alors le plus de succès. À tout le moins, les Américains ont désormais conscience que le discours manichéen qui organisait le monde en deux blocs opposés et justifiait l'interventionnisme des deux leaders ne correspond plus à la réalité.

4. Le tiers monde et la guerre froide

L'émergence politique du tiers monde

La notion même de tiers monde est à double sens. Dans son acception la plus courante, le tiers monde regroupe l'ensemble des pays pauvres, « en voie de développement », soit dans les années 1960, la quasi-totalité des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. « Ce tiers monde ignoré, exploité, méprisé, comme le tiers état, veut lui aussi être autre chose », écrit en 1952 l'économiste français Alfred Sauvy, l'auteur de l'expression. À cette dimension économique initiale se greffe une signification plus politique, directement liée à la conjoncture du moment. Le tiers monde est largement composé d'États indépendants depuis peu qui comptent s'affirmer sur la scène internationale en dehors des blocs, sans faire preuve d'allégeance à l'un des deux grands. La difficulté consiste à susciter un troisième pôle original et ne pas se définir seulement par opposition aux mondes communiste et occidental. La détente permet-elle l'émergence d'un monde multipolaire ?

La décolonisation touche d'abord le Moyen-Orient et l'Asie, puis, à partir du milieu des années 1950, l'Afrique. Elle s'accompagne de l'entrée des nouveaux pays à l'ONU. L'organisation compte en 1945 51 États fondateurs ; elle en comprend 104 en 1961 et 147 en 1976, lorsqu'on peut considérer que la décolonisation, pour l'essentiel, prend fin. La composition de l'Assemblée générale, à l'origine favorable aux États-Unis, en

est bouleversée ; le tiers monde y devient majoritaire et dispose là d'une tribune internationale d'expression publique. Le colonialisme, l'impérialisme sous toutes ses formes (notamment économiques), l'apartheid ou l'offensive israélienne lors de la guerre des Six jours y sont condamnés avec force. Mais l'influence politique de l'Assemblée est mineure et ses résolutions, souvent très fermes, sont rarement suivies d'effets.

Aussi certains pays créent leur propre organisation pour mieux se faire entendre. La conférence de Bandung, en Indonésie, qui rassemble en avril 1955 29 pays, pour la plupart d'Asie mais aussi d'Afrique, est pour les nations du tiers monde la première occasion de se manifester hors de toute présence occidentale ou soviétique. Elle marque avant tout, selon le futur président du Sénégal Léopold Senghor, « la fin du complexe d'infériorité des peuples de couleur ». Les résolutions finales appellent à la décolonisation du continent africain, privilégient les solutions pacifiques et négociées et prônent la coexistence pacifique entre les grands. Le premier ministre indien Nehru s'impose, avec Nasser, comme le leader du courant naissant, l'afro-asiatisme.

• *Le non-alignement.* — En parallèle se tient à Brioni, en juillet 1956, à l'initiative de Tito, la réunion fondatrice du mouvement des non-alignés. Nehru, Nasser et le dirigeant yougoslave en sont les instigateurs. Plus que l'afro-asiatisme, dont l'objectif principal est d'accompagner la décolonisation, le non-alignement cherche à se libérer du système Est-Ouest et à définir une troisième voie à l'écart des deux blocs. Le *neutralisme* ainsi défini ne signifie pas neutralité ; les non-alignés comptent bien s'exprimer, intervenir dans les affaires mondiales et prendre parti. Mais ils veulent le faire sans *a priori*, en toute liberté. Ils espèrent aussi profiter du système et par un jeu de bascule, tel que Nasser le pratique dès 1956, se tourner vers le plus offrant. Notons que le mouvement ne se réduit pas au tiers monde : la Yougoslavie en est un des piliers [71] ; à l'inverse, de nombreux pays pauvres qui alignent leur politique sur celle de Moscou ou de Washington (comme en Amérique latine) n'en font pas partie.

L'initiative remporte un franc succès. La conférence de Belgrade, en 1961, réunit 25 pays ; celle de Lusaka, en 1970, en rassemble 53 et le sommet d'Alger, trois ans plus tard, 75. Le mouvement vulgarise quelques idées fortes : la paix peut

s'imposer par le dialogue ; le droit des peuples à l'autodétermination va au-delà de la simple indépendance politique. Il associe aux affaires internationales des pays qui, sans lui, auraient été soigneusement tenus à l'écart. Le tiers monde, cependant, peine à s'imposer, à faire valoir ses opinions et à constituer ce troisième bloc qui permettrait de sortir vraiment du jeu bipolaire. D'abord sans doute parce que, au-delà des formules et des discours, le mouvement est miné par des divergences internes et des rivalités de personnes (Nehru apprécie mal l'autoritarisme et l'opportunisme de Nasser). Des conflits armés comme ceux qui opposent l'Inde à la Chine ou au Pakistan montrent que les idéaux communs ne résistent guère aux intérêts nationaux. Plus grave, le non-alignement perd sa crédibilité en admettant des pays clairement engagés du côté soviétique (Cuba, Corée du Nord) ou américain (Indonésie, Arabie Saoudite). À La Havane, en 1979, sous la présidence de Fidel Castro, la dénonciation de l'impérialisme est évidemment très sélective.

Malgré tous leurs efforts, les pays du tiers monde échappent difficilement au clivage Est-Ouest. Ils restent fondamentalement un objet de rivalités dans la compétition que continuent de se livrer les deux grands. Castro n'a pas voix au chapitre lors de la crise des fusées de 1962 ; toutes les négociations sur le nucléaire se déroulent entre Washington et Moscou, et ne sont guère évoquées à l'ONU. Le tiers monde se fait mieux entendre au niveau régional (Organisation de l'Unité africaine, fondée en 1963) ou lorsqu'il décide au début des années 1970 de s'affirmer en jouant de l'arme économique ; mais seuls les pays disposant de tels arguments, et notamment de ressources pétrolières, peuvent tirer parti de la nouvelle stratégie.

Les États-Unis contestés en Amérique latine

La détente n'empêche pas les États-Unis et l'URSS, au moment même où ils tentent ensemble de brider la course aux armements, de continuer à s'affronter localement, toujours de façon indirecte, notamment dans le tiers monde, pour étendre leur influence et contenir l'expansion adverse. En Asie, le conflit principal, celui du Vietnam, se clôt par une victoire communiste sur l'ensemble de la péninsule indochinoise, mais son écho, comme celui de la défaite américaine, se fait entendre sur tous les autres continents.

L'Amérique latine est depuis longtemps considérée comme l'arrière-cour des États-Unis [29 et 39]. Le pacte de Rio de 1947, traité d'alliance global signé par la quasi-totalité des États américains, place l'ensemble du continent dans le camp occidental. La révolution cubaine bouleverse totalement la situation. Après la crise des fusées, Cuba, poste avancé du communisme en terre américaine, se fait le champion de l'idéologie révolutionnaire et propose un modèle prêt à s'exporter partout où l'on supporte mal l'omniprésence *yankee*. Castro organise une conférence « tricontinentale » en 1966 (avec des représentants d'Asie et d'Afrique), où il appelle à multiplier les « Vietnam » sur toute la planète. Sous l'impulsion de Che Guevara, théoricien de l'insurrection et de la guérilla, des mouvements révolutionnaires naissent en Colombie, au Pérou, au Chili et en Bolivie, où Guevara trouve la mort en 1967, au faîte de sa gloire.

L'ampleur de la révolte s'explique aussi par l'extrême pauvreté d'une grande partie de la population. L'essor économique que connaissent alors la plupart des pays d'Amérique latine ne profite pas à tous et accroît au contraire les disparités sociales. Les États-Unis, qui veulent à tout prix maintenir leur influence et sauvegarder leurs intérêts, soutiennent des régimes dictatoriaux, ultraconservateurs, corrompus et très impopulaires (comme Duvalier à Haïti). Ils interviennent en 1965 en République Dominicaine pour voler au secours de la junte militaire. Au Chili, bien que le socialiste Allende ait été démocratiquement élu en septembre 1970, la CIA appuie le coup d'État fomenté trois ans plus tard par le général Pinochet, qui établit une dictature. Cette politique, en totale contradiction avec les idéaux démocratiques professés par Washington, est de plus en plus critiquée par les alliés des États-Unis. Elle alimente dans toute l'Amérique latine un antiaméricanisme chaque jour plus aigu.

Les rivalités Est-Ouest au Moyen-Orient

Le Moyen-Orient est sans doute la région du monde la plus sensible [79]. Les rivalités Est-Ouest y sont exacerbées par des enjeux pétroliers et stratégiques considérables. La politique des États-Unis au Moyen-Orient répond à plusieurs objectifs : maintenir la stabilité d'une région où ses compagnies pétrolières se sont implantées dans l'entre-deux-guerres ; contenir au

lendemain de la Seconde Guerre mondiale l'expansionnisme soviétique vers le Sud ; trouver après la crise de Suez un point d'appui au Proche-Orient. Ses principaux alliés, et cela ne va pas sans contradictions, sont l'Arabie Saoudite, la Turquie et l'Iran, Israël enfin, à qui Washington commence à livrer des armes à partir de 1962.

Depuis Khrouchtchev, l'URSS, elle, s'appuie surtout sur l'Égypte nasserienne. Elle soutient ensuite les gouvernements nationalistes arabes et laïques qui prennent le pouvoir en Syrie, puis en Irak, et qui se réclament du socialisme. Elle leur fournit des armes, une aide économique, des conseillers militaires, et conclut des traités d'amitié (en 1972 avec l'Irak). Ses objectifs sont stratégiques : elle ne cherche pas à influencer idéologiquement des régimes qui, d'ailleurs, pourchassent impitoyablement leurs opposants communistes.

L'équilibre est une première fois remis en cause lorsque, le 5 juin 1967, Israël lance une offensive contre l'Égypte et la Syrie, après que Nasser a interdit l'accès du golfe d'Akaba à ses navires. La victoire-éclair d'Israël, en six jours, conduit à l'occupation du Sinaï, de Gaza, de la Cisjordanie et, aux dépens de la Syrie, du Golan. Les deux grands, qui n'ont pas poussé à l'affrontement, soutiennent d'abord leurs protégés. L'URSS menace d'intervenir, les États-Unis accroissent leur aide militaire. Mais ils s'entendent ensuite pour calmer le jeu et faire voter à l'ONU la résolution 242, qui prescrit l'évacuation des territoires occupés et la reconnaissance de l'intégrité territoriale de tous les États de la région, y compris Israël. La résolution n'est pas respectée, mais un cessez-le-feu est signé en 1970 [85].

La mort de Nasser, la même année, brouille une seconde fois la donne. Son successeur, Anouar el-Sadate, très ébranlé par la défaite de 1967, comprend qu'il doit négocier avec Israël et qu'il a besoin pour cela de l'appui américain. Il prend progressivement ses distances avec Moscou et chasse en 1972 les 20 000 conseillers soviétiques alors présents en Égypte. Pour contraindre Israël à négocier, et le faire dans les meilleures conditions, il lance avec la Syrie, le 6 octobre 1973, jour de la fête juive de Kippour, une offensive dont l'objectif est donc plus politique que militaire. L'issue en est cette fois incertaine. Américains et Soviétiques ravitaillent en armes et matériels leurs alliés respectifs ; les États-Unis mettent leurs forces nucléaires en alerte. Mais ils pressent Israël de faire marche

arrière lorsque ses troupes parviennent à 70 kilomètres du Caire. Là encore, les deux grands, qui ont signé les accords SALT l'année précédente, s'entendent pour arbitrer le conflit et y mettre un terme. Il y va de la stabilité de tout le Moyen-Orient.

Dans l'immédiat, les conséquences de la guerre sont plutôt négatives pour les Occidentaux : les pays arabes augmentent les prix du pétrole et usent pour la première fois de l'arme économique contre les États-Unis et leurs alliés. Mais, comme Sadate l'avait espéré, les Israéliens sont contraints de s'asseoir aux côtés des Égyptiens et des Jordaniens à la table des négociations, sous les auspices des États-Unis. L'Égypte achève son évolution : elle se rapproche de Washington, rompt le traité qui l'unissait à l'URSS depuis 1971 et conclut en 1978 les accords de Camp David : Israël se retire du Sinaï, l'Égypte reconnaît officiellement Israël et lui ouvre l'accès du canal de Suez. Au total, l'URSS est perdante : elle est tenue à l'écart du processus de paix, perd en l'Égypte sa principale alliée et ne peut plus s'appuyer que sur l'Irak et la Syrie, deux partenaires turbulents et incertains.

Les initiatives soviétiques en Afrique

L'Afrique, encore relativement à l'écart de la guerre froide, devient dans les années 1970 le terrain privilégié de la politique d'influence soviétique. Les enjeux sont économiques (sous-sol très riche en métaux précieux) et stratégiques (notamment la corne de l'Afrique et l'Afrique australe qui commandent respectivement l'accès à la mer Rouge et le cap de Bonne-Espérance). La faiblesse politique des États, souvent en butte à des luttes internes, facilite l'intervention des grandes puissances, mais est aussi facteur d'instabilité ; les conseillers soviétiques chassés du Soudan après le coup d'État de 1969 en font l'expérience.

Les raisons qui poussent l'URSS à prendre des initiatives en Afrique dans le milieu des années 1970 sont d'abord conjoncturelles. Les colonies portugaises, en premier lieu le Mozambique et l'Angola, accèdent à l'indépendance en 1974 et 1975, et c'est l'occasion pour Moscou d'intervenir. Il faut également profiter de la faiblesse passagère des États-Unis, traumatisés par le syndrome vietnamien et le scandale du Watergate, qui provoque en 1974 la démission de Richard Nixon. Le Congrès

refuse alors d'investir le moindre dollar dans des aventures africaines hasardeuses. Enfin, la crise économique qui frappe le monde capitaliste depuis la fin 1973 réveille sans doute l'optimisme idéologique des dirigeants communistes.

La progression de l'influence soviétique se traduit de façon directe et indirecte [14] :

- par le resserrement des liens économiques avec des pays d'Afrique du Nord comme l'Algérie ou la Libye du colonel Khadafi, au départ très antisoviétique, non alignée et tiers-mondiste, mais qui évolue petit à petit, jusqu'à signer un traité avec l'URSS en 1974, après la volte-face égyptienne ;

- par l'aide fournie aux mouvements d'opposition et de guérilla en Afrique du Sud, Namibie et Rhodésie ;

- par l'émergence de gouvernements qui se réclament d'un socialisme tantôt « scientifique » (Congo, Bénin, Guinée-Bissau), tantôt « spécifique » (Somalie, Madagascar à partir de 1975, etc.), parfois d'ailleurs assez, voire fort, éloignés de Moscou ;

- en intervenant enfin de façon directe et massive au Mozambique et en Angola, dès l'indépendance proclamée en 1975. En Éthiopie, le coup d'État de Mengistu, en 1977, s'accompagne également d'un alignement sur l'URSS. Celle-ci rompt du même coup avec son ancienne alliée, la Somalie, et aide l'Éthiopie à reprendre aux dépens de sa voisine le contrôle de l'Ogaden. Dans ces trois pays, l'URSS et Cuba se partagent les tâches. La première fournit les armes, le matériel, les conseillers militaires et l'argent ; l'autre envoie des soldats par dizaines de milliers, véritables mercenaires de la révolution, et tient un discours mobilisateur, mi-socialiste, mi-tiers-mondiste.

On s'interroge encore sur les raisons fondamentales de cet interventionnisme. S'agit-il d'un plan d'ensemble d'expansion idéologique, longuement élaboré ? Ou d'une succession d'opportunités que l'URSS s'empresse de saisir en profitant de circonstances favorables ? On retrouve les termes de l'éternel débat toujours posé sur les motivations de la politique extérieure soviétique, idéologiques ou stratégiques. Il est sûr en tout cas que la tactique suivie par Brejnev en Afrique diffère sensiblement de la politique élaborée par Khrouchtchev dans le tiers monde, et notamment au Moyen-Orient. L'URSS ne se contente pas de soutenir les mouvements nationalistes ou indépendantistes hostiles aux Occidentaux. Elle met en place des régimes qui reproduisent de façon radicale et souvent inadaptée

le modèle soviétique (collectivisation des terres). L'ingérence, notamment dans la corne de l'Afrique, est cette fois directe.

Cette politique connaît des limites. Elle coûte cher, et les résultats ne sont pas toujours à la hauteur des sommes investies. Les gouvernements en place sont instables et violemment contestés. Leurs dirigeants ne s'avèrent pas aussi dociles que prévu. Par ailleurs, la crédibilité de l'URSS, qui maintient son attachement aux principes de la détente et signe en 1975 les accords d'Helsinki, est sérieusement remise en cause. L'invasion de l'Afghanistan, en 1979, met un terme à ces contradictions et clôt définitivement l'ère de la détente.

IV / La fin de la guerre froide

1. Une nouvelle guerre froide ?

L'Afghanistan

L'Afghanistan entretient de bonnes relations avec l'URSS depuis le milieu des années 1950, d'autant que le Pakistan, voisin et rival, est l'allié des États-Unis ; une grande partie des cadres de l'armée, par exemple, sont formés à Moscou. Le coup d'État de 1973 renverse la monarchie et proclame la République. Rapidement, le nouveau régime, très autoritaire, mène une politique d'indépendance nationale et prend ses distances envers l'URSS. Moscou favorise alors en 1978 l'accession au pouvoir du Parti communiste afghan. Mais ce dernier, par ailleurs affaibli par des divisions internes, se heurte vite, notamment en raison de sa politique agraire et de dispositions visant à protéger les droits des femmes, à l'opposition religieuse grandissante des *mollahs*. La situation tourne à la guerre civile. Le 24 décembre 1979, les troupes soviétiques, parachutistes et chars, entrent dans Kaboul, rétablissent l'ordre, et portent le communiste Babrak Karmal à la tête de l'État.

Officiellement, Moscou justifie son intervention au nom de l'« internationalisme prolétarien » : l'URSS répond aux appels d'un gouvernement communiste en péril. L'explication ne convainc guère : l'Assemblée générale de l'ONU condamne l'initiative soviétique par 104 voix contre 18 et 18 abstentions. Les États-Unis et leurs alliés accusent l'URSS de saboter délibérément la détente et les pays du tiers monde, dans leur

majorité (notamment les pays musulmans), dénoncent ce qu'ils considèrent comme une ingérence manifeste [89].

Les raisons profondes de l'opération ne sont pas faciles à cerner. On assiste indéniablement, à partir de 1975, à un durcissement de la politique extérieure soviétique. Les difficultés rencontrées par les États-Unis depuis le Vietnam et la conviction que l'Armée rouge est devenue la première au monde peuvent encourager Brejnev, dont la constitution de 1977 accroît encore le rôle dirigeant, à mener une politique offensive globale. Dans le cas précis, il semble toutefois que l'intervention réponde aussi à des préoccupations défensives. Après la révolution iranienne de 1979, il fallait préserver les positions acquises pour empêcher que l'islamisme ne gagne l'Afghanistan et, au-delà, les républiques soviétiques d'Asie centrale, de religion musulmane. L'URSS n'a sans doute pas volontairement tourné le dos à la détente, ou à ce qu'il en restait. Dans les faits, l'épisode marque cependant bien le début d'une nouvelle phase de tensions.

Les États-Unis, plus d'ailleurs que leurs alliés européens, rapprochent l'intervention soviétique des progrès du communisme en Afrique, et l'analysent dans une perspective globale. Ils sont persuadés que l'URSS est désormais prête à user de sa puissance militaire pour étendre son influence idéologique et stratégique, en l'occurrence en profitant de ce que les États-Unis ont perdu leur allié iranien pour contrôler à terme le Golfe persique et se ménager un « accès aux mers chaudes », ce qui était déjà l'objectif des tsars. Il faut remarquer à quel point l'engagement soviétique en Afghanistan, qui inaugure en fait, après une décennie de montée en puissance, une période de crises dont l'URSS ne se relèvera pas, est interprétée sur le moment comme le début d'une vaste offensive et le signe de la vitalité retrouvée du communisme.

Les États-Unis réagissent avec d'autant plus de force et de conviction qu'ils ne risquent plus d'être accusés de compromettre la détente. Ils décrètent un embargo partiel sur la vente à l'URSS de céréales et d'équipements de haute technologie et annoncent le boycott des jeux Olympiques prévus à Moscou en 1980. Le président Carter se montre beaucoup plus ferme que l'image donnée jusqu'alors par sa politique pouvait le laisser supposer. Les États-Unis, persuadés que l'URSS ne jouerait pas le jeu de l'équilibre géopolitique, avaient en fait depuis déjà quelques années pris leurs distances avec l'approche réaliste et

purement stratégique défendue par Kissinger. Carter réintroduit notamment dans les relations internationales le thème idéologique des droits de l'homme. Il cesse de soutenir des régimes dictatoriaux comme celui du shah d'Iran (où la CIA a visiblement mal analysé le poids et la nature de l'opposition islamiste), ou au Nicaragua, le gouvernement Somoza, renversé en juillet 1979 par les rebelles sandinistes appuyés par Cuba. Par ailleurs, il dénonce avec vigueur le sort réservé aux dissidents soviétiques et prend des sanctions contre l'URSS après l'Afghanistan. Le désarmement n'est plus la pierre angulaire des relations Est-Ouest : le Congrès ne ratifie pas les accords SALT II, jugés trop favorables à l'URSS, et l'affaire des euro-missiles vient soudainement remettre en cause l'*arms control*.

La crise des euromissiles

L'URSS rattrape son retard en matière d'armement nucléaire dans les années 1970, en consacrant 15 % de son PNB aux dépenses militaires. Les accords SALT sont contournés par la technique du mirvage, également adoptée par les États-Unis. L'URSS étend par ailleurs la fabrication de missiles à portée intermédiaire (1 000 à 5 500 kilomètres), qui échappent à l'*arms control* : en 1977, elle commence à déployer 330 SS-20, à trois têtes, tous tournés vers l'Europe occidentale. Comme celle-ci ne possède pas de missiles équivalents capables d'atteindre le sol soviétique (seuls les pays de l'Est sont à portée des armes européennes de l'OTAN), l'équilibre est rompu. La sécurité de l'Europe occidentale dépend désormais des seuls États-Unis et de leurs missiles stratégiques, et donc de leur disposition à risquer ou non des représailles massives sur leur propre sol [37].

Le chancelier allemand social-démocrate, Helmut Schmidt, est le premier à s'émouvoir. En janvier 1979, l'OTAN prend une double décision, entérinée à la fin de l'année : négocier avec l'URSS le retrait complet des SS-20 et, dans le cas prévisible d'un refus, installer en RFA des missiles intermédiaires. On voit à quel point, avant même l'Afghanistan, la page de la détente est tournée. L'OTAN espérait faire retomber sur l'URSS la responsabilité de l'escalade ; en fait, cette stratégie, habile en apparence, se retourne contre elle. C'est l'URSS qui, en multipliant des propositions de désarmement qu'elle sait être inacceptables, provoque les refus systématiques des

Occidentaux et se donne le beau rôle. Un large mouvement d'opinion, fortement appuyé par Moscou, s'élève notamment en RFA pour protester contre le déploiement de missiles américains. Le SPD, le propre parti d'Helmut Schmidt, finit par adopter les positions pacifistes et désavouer le chancelier. La crise conduit Schmidt à démissionner en octobre 1982. Son successeur, le démocrate-chrétien Helmut Kohl, conforté par la victoire de son parti aux élections de mars 1983, parvient à la fin de l'année à faire voter au Bundestag l'installation de 108 Pershing II et 464 missiles *Cruise* [108]

Au total, l'Alliance atlantique en sort renforcée. Elle a montré sa cohésion ; la France en particulier, par la voix de François Mitterrand lors d'un retentissant discours au Bundestag le 21 janvier 1983, a clairement soutenu le chancelier allemand et les positions de l'OTAN. L'équilibre des forces est plus que rétabli et ce sont désormais les États-Unis et leurs alliés qui dans la course aux armements possèdent l'avantage. Cela ne suffit pas ; pour la nouvelle administration américaine, le moment est venu de pousser plus loin l'offensive.

Reagan et la lutte contre l'« empire du mal »

L'élection triomphale du républicain Ronald Reagan à la présidence des États-Unis, en novembre 1980, correspond à la volonté d'une majorité d'Américains de surmonter le traumatisme vietnamien, d'affirmer haut et fort la prééminence de leur pays et de relancer la guerre froide sur des bases nouvelles. Reagan tient un discours simple, clair et que ses qualités médiatiques contribuent à rendre populaire. Réellement convaincu de la supériorité et de l'universalité des valeurs libérales, il est persuadé, contrairement à ce que pensent la plupart des analystes en Europe, que le communisme confronté à des difficultés économiques et politiques nouvelles est condamné à brève échéance, du moins en URSS. Les États-Unis doivent saisir l'occasion, ne plus se contenter de l'équilibre, ne plus se satisfaire du *containment*, mais combattre le communisme sur tous les points du globe, y compris en son centre. Il faut dépasser la guerre froide et laisser place à un système où les États-Unis joueront seuls les premiers rôles [25 et 27].

Plus qu'avec la politique de Carter, qui par certains traits annonce l'offensive à venir, Reagan rompt avec la philosophie de la détente ; plus question de cogestion des affaires

internationales ou de possible convergence des idéologies, plus question d'aborder les problèmes, comme au temps de Kissinger, en termes géostratégiques. C'est le retour en force de l'idéologie dans sa version la plus pure, celle de l'ultralibéralisme économique, au service d'une croisade anticommuniste, d'une lutte de tous les instants contre l'« empire du mal ».

La fin justifie les moyens. Le budget de la défense est multiplié par deux. Les États-Unis s'engagent à soutenir dans le tiers monde tous les gouvernements menacés par la guérilla communiste, quel que soit, comme c'est souvent le cas en Amérique latine, en Afrique australe ou en Asie du Sud-Est, leur peu de respect pour la démocratie. Ils aident également les mouvements de rebellion anticomunistes, baptisés pompeusement « combattants de la liberté », au Mozambique, en Angola ou au Nicaragua. En Afghanistan, l'aide fournie aux *moudjahidins* se double d'une dangereuse politique de subversion religieuse qui s'appuie sur le fondamentalisme islamique. Dans le cas du Nicaragua, devant les réticences du Congrès, la CIA en vient à financer les *contras* anti-sandinistes en vendant illégalement des armes à l'Iran. Le scandale qui éclate en 1987, quand on découvre la manœuvre, met un bémol à l'ensemble de ces activités, souvent dénoncées par les alliés européens des États-Unis.

La nouvelle politique américaine à l'égard du tiers monde est certes offensive, mais reste dans le cadre familier du *containment*. Ce n'est plus le cas avec l'affaire polonaise et l'Initiative de défense stratégique.

- *La crise polonaise.* — En Pologne, un mouvement contestataire profond gagne les milieux ouvrier et paysan tout au long des années 1970. Il bénéficie de l'influent soutien de l'Église catholique, que renforce encore en 1978 l'élection du pape Jean-Paul II, ancien archevêque de Cracovie, qui effectue en juin 1979 un retentissant et triomphal voyage dans le pays. La politique de longue haleine menée par le Vatican à l'égard des pays de l'Est depuis le pontificat de Jean XXIII, qui visait par le dialogue à normaliser la situation de l'Église catholique au-delà du rideau de fer, porte alors ses fruits. Les grandes grèves de 1980, dans les chantiers navals de Gdansk, donnent naissance au syndicat indépendant *Solidarnosc* (Solidarité), dirigé par Lech Walesa, qui rassemble rapidement des millions

d'adhérents. Le gouvernement joue d'abord la carte du dialogue et des concessions, mais, en décembre 1981, le nouveau chef de l'État, le général Jaruzelski, en accord avec Moscou, établit l'état de siège, interdit Solidarité et organise la répression.

Cette reprise en main musclée, contrairement aux apparences, est la marque de l'échec du communisme polonais : la contestation émane de la classe ouvrière, dont le parti au pouvoir est censé défendre les intérêts, et non de mouvements étudiants ou intellectuels, comme c'était le cas en Hongrie (1956) et en Tchécoslovaquie (1968). La remise en cause est bien plus radicale et touche les fondements mêmes du régime [86]. La réaction américaine est également inédite : les États-Unis frappent d'embargo le matériel de construction destiné au gazoduc transsibérien, et Solidarité, devenu clandestin, reçoit une aide conséquente, financière et matérielle, tant d'ailleurs de Washington que du Vatican. Pour la première fois, les États-Unis interviennent ouvertement au cœur du bloc communiste, au-delà du rideau de fer. L'accord tacite qui laissait chacun maître chez lui vole en éclats. C'est une première entorse aux règles de la guerre froide [14].

• *L'Initiative de défense stratégique (IDS)*. — Le 23 mars 1983, Reagan annonce la mise en place prochaine d'un dispositif spatial permettant à l'aide de lasers au sol, sur satellite et de canons électromagnétiques placés sur orbite, d'intercepter et de détruire en vol les missiles nucléaires stratégiques lancés contre les États-Unis, avant qu'ils n'entrent dans l'atmosphère. L'IDS, aussitôt baptisée « guerre des étoiles » par les journalistes, est un projet coûteux, qui absorbera 26 milliards de dollars sur cinq ans, et encore très incertain : les premières études montrent que l'étanchéité du bouclier ne sera pas totale. Mais il bouleverse les données de l'équilibre nucléaire et rend en particulier caduc le traité ABM de 1972 limitant les dispositifs antimissiles. La stratégie américaine est désormais fondée sur la défense, et non les représailles. Si les États-Unis n'ont plus à craindre les fusées soviétiques, rien ne les empêche de lancer une offensive nucléaire sur l'URSS. L'IDS ne fait pas seulement franchir une nouvelle étape à la course aux armements, elle en modifie profondément la logique et s'attaque au concept même de la dissuasion.

Ainsi la période de tensions qui s'ouvre à la fin des années 1970, et dont l'URSS par ses initiatives, mais aussi les États-Unis par leurs réactions offensives portent la responsabilité, ne marque pas le retour pur et simple à la guerre froide et à ses règles expérimentées trente ans durant. Il s'agit d'une phase profondément déstabilisatrice, qui, dans l'immédiat, contraint l'URSS à s'aligner dans une compétition nouvelle, qu'elle n'a pas les moyens techniques, ni surtout financiers de remporter. Cela, évidemment, les États-Unis ne l'ignoraient pas.

2. Le dénouement

Gorbatchev et la nouvelle politique soviétique

Mikhaïl Gorbatchev a 54 ans quand il est élu le 11 mars 1985 secrétaire général du PCUS. Jeune *apparatchik*, il incarne la volonté, partagée par la majorité des responsables soviétiques, de réformer un système sclérosé après le long règne de Brejnev (1964-1982) et de ses éphémères successeurs, Andropov (1982-1984) et Tchernenko (1984-1985). À la situation économique catastrophique, aux pesanteurs de la bureaucratie, à la corruption qui règne en maître dans les républiques du Sud, s'ajoutent les difficultés rencontrées en politique extérieure. L'Afghanistan, où les 150 000 soldats soviétiques, harcelés par les rebelles, ne contrôlent pas la moitié du territoire, est en passe d'être le Vietnam de l'URSS. Avec le déploiement des Pershing et l'IDS, les États-Unis ont par ailleurs pris une avance décisive dans la course aux armements. L'explosion du réacteur nucléaire de la centrale de Tchernobyl, en mars 1986, révèle l'ampleur du désastre, des dysfonctionnements et des retards accumulés. C'est aussi l'occasion pour Gorbatchev de mettre en pratique les slogans de sa nouvelle politique : *glasnost* (transparence) et *perestroïka* (restructuration) [49 et 57].

Il est difficile de définir en quoi consiste exactement la *perestroïka* tant le mot recouvre de réalités différentes et de politiques successives. L'objectif est d'abord, en 1985 et 1986, de lutter énergiquement contre les carences les plus flagrantes comme la corruption ou l'alcoolisme. La population est invitée à s'exprimer, à dénoncer les insuffisances et les injustices du système, sans toutefois s'attaquer aux fondements du

communisme. « C'est dans le cadre du socialisme et non pas à l'extérieur que nous cherchons les réponses à toutes les questions qui se posent », écrit Gorbatchev.

Devant le peu de résultats, une deuxième étape est franchie en 1987, de véritables réformes économiques et politiques sont introduites, engageant des évolutions irréversibles. Le démantèlement du système planificateur, le passage très progressif et timide à l'économie de marché désorganisent les circuits d'approvisionnement, notamment en denrées alimentaires, et provoquent le mécontentement croissant de la population. La *perestroïka*, jusqu'alors imposée d'en haut, échappe de plus en plus au contrôle du pouvoir. À partir de 1989, les critiques et les revendications sortent du cadre étroit où l'on voulait les contenir ; la contestation populaire est relayée, dans les républiques périphériques, notamment dans le Caucase et les États baltes, par l'agitation nationaliste. La *perestroïka* entre alors dans une troisième phase, décisive, où Gorbatchev, tout en essayant jusqu'au bout de sauver l'Union, même sous une forme altérée, fait adopter des réformes fondamentales (suppression en février 1990 de l'article 6 de la constitution sur le rôle dirigeant du parti communiste), mais donne souvent l'impression de naviguer à vue.

On s'est beaucoup demandé à l'époque, et le débat reste ouvert, si Gorbatchev avait dès l'origine l'intention de réformer le communisme en profondeur ou si l'entreprise, tactique, visait d'abord à consolider le système au prix de quelques aménagements, si le processus fut dans l'ensemble maîtrisé ou s'il échappa rapidement à ceux qui l'avaient déclenché. Les attermoissements de la *perestroïka* s'expliquent dans un cas par la souplesse dont Gorbatchev sut faire preuve, dans l'autre par ses hésitations et ses inconséquences [58 et 59]. Il faut aussi faire la part, au sein de l'appareil soviétique, des différentes tendances et notamment du poids des conservateurs, avec lesquels Gorbatchev dut composer. Au moins à partir de 1987 cependant, et quelles que soient les possibles arrière-pensées, les changements bien réels qui bouleversent l'URSS ont des répercussions considérables sur les relations Est-Ouest et précipitent le dénouement pacifique de la guerre froide.

• La « nouvelle pensée » [14]. — La politique extérieure de Gorbatchev, baptisée « nouvelle pensée », procède du même constat que la *perestroïka*. L'URSS n'a plus les moyens

économiques, financiers et technologiques de relancer une course aux armements sur les bases jetées par l'IDS, ni de perpétuer la politique d'expansion coûteuse et incertaine menée par Brejnev en direction du tiers monde ; les dépenses militaires absorbent déjà plus de 20 % du PNB. Le choix de la détente, du dialogue et du désarmement est donc au départ presque forcé. La manœuvre est aussi tactique : les initiatives de Brejnev, ressenties comme autant d'agressions par les Occidentaux, n'ont finalement conduit qu'à renforcer la cohésion de l'Alliance atlantique ; on peut espérer, en lançant des offres de négociation, inverser la tendance et tirer parti des désaccords qui pourraient apparaître. L'indéniable séduction que Gorbatchev exerce à l'Ouest sur certains dirigeants (comme l'Anglaise Margaret Thatcher) ou sur une frange toujours plus importante de l'opinion publique (alors même que son impopularité va croissant en URSS) sert évidemment ces projets. Même si derrière la « nouvelle pensée » se cachent des objectifs qui ont toujours été ceux de l'URSS, comme le retrait d'Europe des troupes américaines, on ne peut cependant réduire les initiatives de Gorbatchev à de simples manipulations. L'URSS privilégie désormais clairement ses intérêts nationaux au détriment des considérations idéologiques, met sa politique extérieure au service de sa puissance, en l'occurrence de la reconstruction de son économie. À la tribune de l'ONU, en décembre 1988, Gorbatchev parle de « désidéologiser les relations entre États » ; c'est une philosophie radicalement nouvelle qui anime la politique étrangère soviétique.

Dans une première phase, de 1985 à 1987, les objectifs sont encore largement tactiques ; c'est l'heure des rencontres au sommet et des négociations avec les États-Unis sur le désarmement (voir encadré). Les résultats, spectaculaires, sont autant de victoires pour Gorbatchev, qui obtient par la diplomatie ce que Brejnev n'avait pu arracher par la force. Il bénéficie désormais, en outre, de la confiance et des crédits américains. Ses appels à la coopération internationale, à la promotion des « valeurs humaines universelles » relèvent certes du discours et de la persuasion, mais annoncent également des réalisations concrètes.

À partir de 1988 commence une nouvelle phase marquée par la reprise de relations régulières avec la Chine, le désengagement en Afrique et surtout le retrait pur et simple des troupes stationnées en Afghanistan. Le 14 mars, à Belgrade, nouvelle

Dès 1985, Mikhaïl Gorbatchev fait du désarmement son cheval de bataille. Trois raisons à cela : l'URSS, en proie à de graves difficultés économiques, ne peut plus suivre les États-Unis dans la course aux armements ; la dénucléarisation de l'Europe, vieux objectif soviétique, laisserait l'URSS, dont les forces conventionnelles sont largement supérieures, en position dominante ; la démarche est populaire et sert l'entreprise de séduction initiée par Gorbatchev. Au-delà de ces considérations plus ou moins intéressées, il y a sans doute aussi, surtout à partir de 1988, le désir sincère de coopérer avec l'Occident et de mettre un terme à l'absurde accumulation d'armes aussi destructrices. Les États-Unis, qui misent désormais sur leur projet d'IDS, sont ravis de négocier. Les finances américaines supportaient difficilement la politique interventionniste de Reagan.

19-21 novembre 1985 : Sommet de Genève. La première rencontre entre Reagan et Gorbatchev met un terme à une longue période de tensions, mais ne donne aucun résultat concret.

10-13 octobre 1986 : Sommet de Reykjavik. Reagan et Gorbatchev tombent d'accord pour réduire de moitié leurs armements stratégiques (de portée supérieure à 5 500 kilomètres) et pour supprimer leurs missiles intermédiaires (portée comprise entre 1 000 et 5 500 kilomètres). Mais, au dernier moment, Gorbatchev exige l'abandon de l'IDS et fait échouer toute la négociation. Les Européens de l'Ouest, notamment les Allemands, en voulurent beaucoup à Reagan d'avoir failli les laisser sans contrepartie sous la menace des missiles tactiques (portée inférieure à 1 000 kilomètres) et des forces conventionnelles soviétiques.

7-10 décembre 1987 : Traité de Washington qui élimine d'Europe les missiles nucléaires intermédiaires, dont les Pershing et les SS-20, ainsi que les engins de 500 à 1 000 kilomètres de portée (option dite « double zéro »). Il s'agit du premier traité de désarmement. C'est une victoire pour l'URSS, qui obtient le retrait du nucléaire américain stationné en Europe, mais qui doit faire des concessions : elle reconnaît l'indépendance des forces atomiques françaises et britanniques, que le traité ne prend pas en compte, et accepte que des inspecteurs vérifient sur place la destruction effective des missiles.

29 mai-2 juin 1988 : Sommet de Moscou.

7-8 décembre 1988 : Sommet de New York. Gorbatchev annonce la réduction unilatérale de 500 000 hommes des effectifs de l'armée soviétique ainsi que le retrait de six divisions stationnées en Europe orientale.

2-3 décembre 1989 : Sommet de Malte.

1^{er}-2 juin 1990 : Signature à Washington d'un traité réduisant de moitié d'ici l'an 2000 les stocks d'armes chimiques américaines et soviétiques.

19-21 novembre 1990 : Traité sur la réduction des forces conventionnelles en Europe, conclu par les pays membres de l'OTAN et du pacte de Varsovie.

30-31 juillet 1991 : Sommet de Moscou, dit « premier sommet d'après-guerre froide » et signature par Gorbatchev et George Bush du traité START, qui prévoit la destruction de 25 % à 30 % des arsenaux nucléaires stratégiques des deux grands.

révolution, Gorbatchev se prononce pour l'indépendance des partis communistes d'Europe de l'Est. Il comprend que l'intérêt de l'URSS est de sortir d'une logique des blocs qui ne profite plus qu'aux États-Unis, et de renouer avec l'Europe occidentale en espérant voir se relâcher l'Alliance atlantique. Le concept de « maison commune européenne », qu'il développe à Strasbourg le 6 juillet 1989, s'explique de cette façon. Gorbatchev évoque la constitution d'un espace juridique européen, le respect des droits de l'homme, le désarmement nucléaire, le rapprochement de l'OTAN et du pacte de Varsovie, mais aussi le retrait des troupes étrangères, donc américaines, du continent. L'URSS peut retrouver en Europe, aux dépens de son grand rival, une influence à la mesure de sa puissance, mais dans un cadre global et désidéologisé. Quatorze ans plus tard, les mots de l'acte final de la conférence d'Helsinki prennent tout leur sens.

La fin des démocraties populaires

Les effets de la « nouvelle pensée » sont évidemment considérables dans les démocraties populaires. L'abandon de la doctrine Brejnev, dite de « souveraineté limitée », s'ajoute aux revendications de moins en moins contenues des populations. Tout au long de 1989 s'effondrent des régimes visiblement dépassés par l'ampleur et la soudaineté des événements. Le processus, qui touche en même temps l'ensemble des pays de l'Est (Yougoslavie et Albanie exceptées), se déroule le plus souvent de façon pacifique et négociée, sauf en Roumanie, où Ceausescu doit céder la place après de violents affrontements et est exécuté.

En Bulgarie, comme en Roumanie, les nouveaux dirigeants, issus des partis communistes, incarnent assez bien les espoirs placés par Gorbatchev en une libéralisation contrôlée par Moscou. En Hongrie, qui connaît une certaine ouverture depuis le retrait de Janos Kadar en 1988, en Pologne et en Tchécoslovaquie, en revanche, les oppositions sont trop puissantes pour que le communisme, même réformé, puisse se maintenir. Les libéraux qui accèdent au pouvoir ouvrent les frontières, organisent des élections, adoptent de façon souvent brutale les principes de l'économie de marché et se tournent résolument vers l'Ouest. Gorbatchev ne parvient pas à maintenir l'influence de l'URSS sur ses anciens satellites. Le pacte de

Varsovie est dissous ; les liens économiques soigneusement tissés au cours des décennies précédentes se dénouent d'un coup. Le démentèlement de la présence soviétique est total [66 et 69].

• *La réunification de l'Allemagne.* — L'Allemagne tient une place centrale dans la politique de Gorbatchev. La construction d'une « maison commune européenne » passe d'abord par l'établissement de relations privilégiées avec Bonn. Détourner la RFA de ses choix atlantistes est un vieil objectif de la diplomatie soviétique ; mais il réapparaît dans un contexte radicalement nouveau, désormais dénué d'arrière-pensées idéologiques, et alors que l'URSS est toute prête à relâcher son emprise en RDA.

La RDA d'Erich Honecker est en 1989 loin d'être la vitrine du communisme qu'elle incarnait dix ans plus tôt. L'économie, archaïque et déprimée, se maintient grâce aux aides financières accordées par la RFA. Les dirigeants, en place depuis 1971, ultraconservateurs, s'appuient sur la police politique la plus omniprésente d'Europe de l'Est. L'*Ostpolitik*, en multipliant les contacts entre les deux Allemagne, accroît la force d'attraction qu'exerce l'Occident sur la population. Dès mai 1989, la Hongrie ouvre ses frontières avec l'Autriche, première brèche dans le rideau de fer. Les Allemands de l'Est, chaque mois plus nombreux, s'engouffrent dans l'ouverture pour gagner la RFA : 21 000 en août, 57 000 en octobre. Les autres, encouragés par l'exemple de leurs voisins polonais ou tchèques, manifestent chaque week-end, à Leipzig, à Dresde, à Berlin, réclament des salaires plus élevés et plus de liberté. Gorbatchev, à Berlin le 6 octobre, désavoue Honecker, qui démissionne aussitôt, et précise que l'armée n'interviendra pas contre les manifestants. Les nouveaux dirigeants, communistes réformateurs, ne parviennent pas à enrayer l'agitation. Le 9 novembre, alors que les manifestants s'attaquent au mur de Berlin, ils annoncent dans la confusion l'ouverture des frontières avec la RFA. L'URSS ne réagit pas.

La chute du mur ne règle rien. L'exode s'amplifie encore ; au total plus de 720 000 Allemands passent à l'Ouest en 1989 (dont 130 000 pour le seul mois de novembre) et 1990. Les manifestations se poursuivent mais les slogans évoluent, se font plus politiques et réclament la réunion des deux Allemagne (« *Wir sind ein Volk* »). Le chancelier Kohl comprend qu'il

est temps d'aborder la question de front : il propose le 28 novembre 1989 un plan en dix étapes, encore assez vague, menant à terme à la réunification. La Grande-Bretagne et dans une moindre mesure la France, qui n'ont pas été consultées, se montrent réservées et craignent que l'initiative ne soit prématurée. Les États-Unis sont d'accord à la condition que la nouvelle Allemagne reste dans l'OTAN.

Gorbatchev, en un premier temps, rejette le plan Kohl et joue la carte d'une RDA réformée et pluraliste. Mais il comprend vite que la formule est illusoire. Les élections législatives de mars 1990, premières du genre en Allemagne de l'Est, accordent une large victoire aux partisans de la réunification parrainés par la CDU et seulement 16 % des voix aux communistes. La RDA pouvait-elle d'ailleurs se concevoir en dehors du communisme ? Dès février, Gorbatchev se résout à la réunification. Les négociations s'engagent alors entre les deux Allemagne et les quatre puissances occupantes de l'après-guerre (« négociations 2 + 4 »), sur la base des accords signés à la conférence de Potsdam. L'URSS compte bien ainsi s'appuyer sur la France et l'Angleterre, très soucieuses d'insérer le processus dans un cadre juridique précis. Gorbatchev tente d'obtenir que la nouvelle Allemagne ne puisse appartenir à l'OTAN, mais y renonce devant la fermeté de Kohl et des États-Unis. Les obstacles sont levés lors du voyage à Moscou du chancelier. L'Allemagne réunifiée, entièrement souveraine, est libre de ses alliances ; ses effectifs militaires sont limités à 370 000 hommes ; le territoire de l'ex-RDA ne recevra ni troupes étrangères ni armes nucléaires. Une aide financière de 12 milliards de marks emporte les dernières réticences de Gorbatchev. Le traité 2 + 4 signé le 12 septembre met fin aux droits des anciens alliés (les 400 000 soldats soviétiques présents évacuent avant 1994) et déclare *inaltérables* les frontières allemandes. L'Allemagne renonce solennellement aux armes nucléaires et s'engage à défendre et respecter les valeurs démocratiques et libérales. La réunification est officiellement proclamée le 3 octobre 1990 [69]. Quarante-cinq ans après Potsdam, la question allemande, sans doute l'une des causes principales de la guerre froide, trouve enfin une solution satisfaisante [33].

Une nouvelle Europe

La politique extérieure de l'URSS évolue une dernière fois de façon décisive au vu des bouleversements politiques à l'Est et de la réunification allemande. Lors du sommet soviéto-américain de Malte, les 1^{er} et 2 décembre 1989, Gorbatchev franchit le pas et décide de coopérer en toute franchise avec les États-Unis, sans plus chercher à les exclure du continent par le biais d'une « maison commune européenne ». La nouvelle architecture de sécurité doit à l'avenir reposer, au sein de la CSCE créée quinze ans plus tôt, sur la collaboration politique et militaire de l'URSS et des pays membres de l'Alliance atlantique. Les anciens objectifs sont alors abandonnés.

La conférence de Paris de novembre 1990, qui réunit les États-Unis, le Canada et la totalité des pays européens à l'exception de l'Albanie, confirme ces intentions. Elle institutionnalise la CSCE, désormais pourvue d'organes permanents ; les signataires de la charte de Paris déclarent révolue « l'ère de la confrontation et de la division en Europe » et affirment que leurs relations « seront fondées désormais sur le respect et la coopération » ; ils proclament leur attachement à la démocratie, aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales, conformément aux déclarations affirmées à Yalta et Potsdam. Ainsi prend fin la guerre froide dans sa double dimension, idéologique et géopolitique : tous s'accordent sur la même définition de la démocratie (occidentale et libérale) ; tous, et notamment l'Union soviétique, acceptent la présence américaine dans les affaires européennes.

V / Le système de guerre froide

1. Les règles

Permanences et dynamiques

Durant plus de quarante ans, la guerre froide domine les relations internationales et affecte, directement ou non, la plupart des quelque cent conflits importants recensés entre 1945 et 1985 sur les cinq continents [3]. Le système bipolaire mis en place au lendemain de la Seconde Guerre mondiale obéit à des règles relativement simples, fondées sur l'équilibre des rapports de forces et l'intérêt bien compris des deux superpuissances, les États-Unis et l'Union soviétique. Ces règles, évidemment tacites, s'établissent de façon très empirique entre 1947 et 1950. Le blocus de Berlin et la guerre de Corée, deux conflits fort distincts, font tout à la fois office de laboratoires, de tests grandeur nature et de paradigmes auxquels la lecture des crises ultérieures peut se référer. Mais le système de guerre froide n'est pas figé. L'apparition sur la scène internationale de nouvelles puissances, de nouveaux dirigeants, de nouvelles idéologies ou doctrines, les initiatives des uns ou des autres modifient sans cesse les données et engendrent, au-delà des permanences et des continuités profondes, des moments d'extrême tension et des périodes de détente.

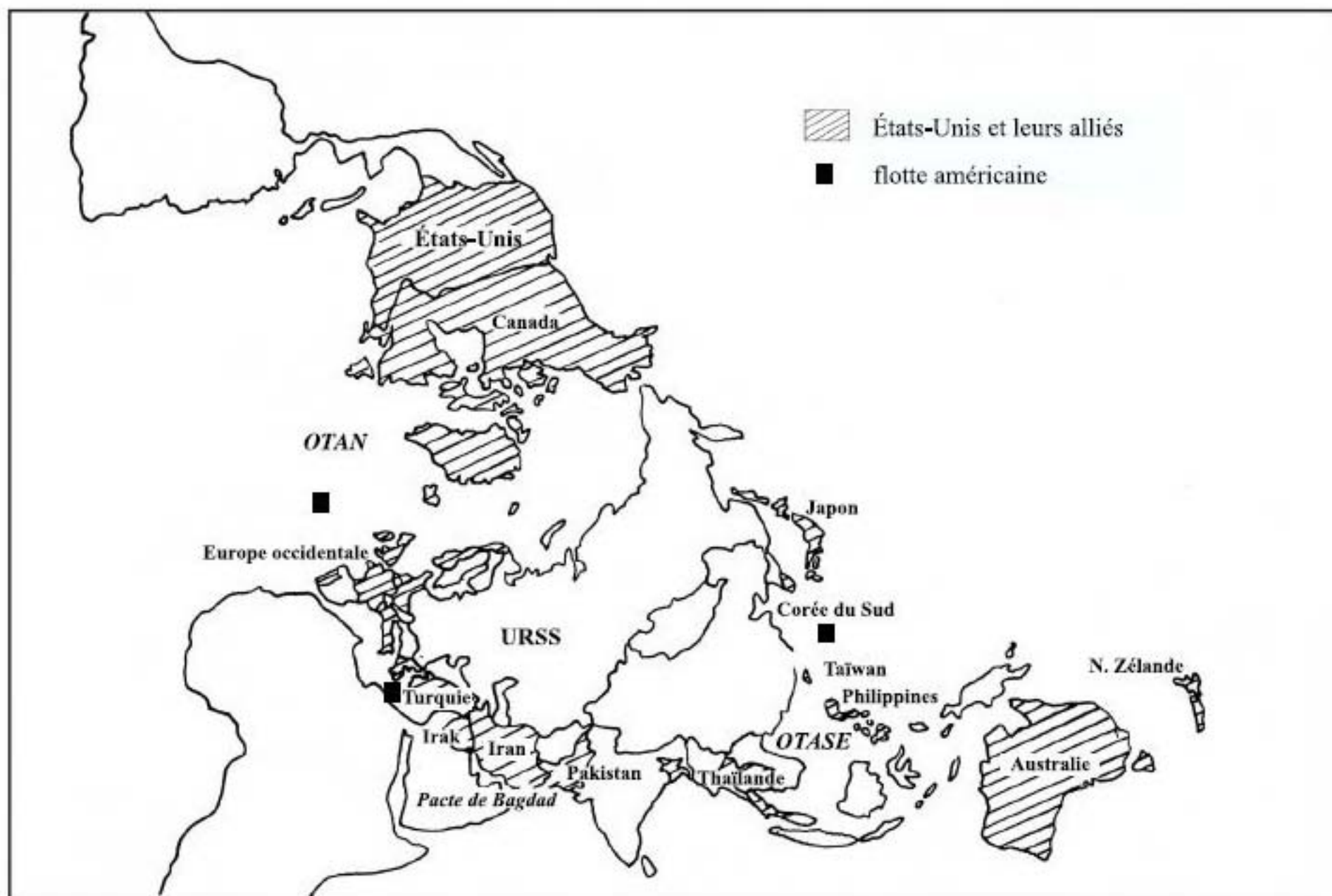
Les premières années de la guerre froide sont décisives parce qu'elles déterminent certaines constantes dans les comportements et fixent les représentations que l'on se fait de l'autre, du conflit et de son propre rôle. Il est indispensable, pour *comprendre* la guerre froide, de ne pas se limiter à l'examen

chronologique des faits, mais de bien se figurer le monde vu de Washington et vu de Moscou [9].

Les États-Unis se persuadent en 1946 de la stratégie offensive de l'URSS. Pour Kennan, l'idéologie communiste révolutionnaire rejoint le « traditionnel et instinctif sens *russe* de l'insécurité » pour expliquer la nature expansionniste de la politique soviétique, qui, sur certains points, n'est pas sans rappeler celle des tsars. Il est remarquable de constater qu'encore en 1979 les Américains usent de la même grille de lecture pour interpréter l'intervention de l'Armée rouge en Afghanistan. Forts de leur puissance économique et militaire et armés du projet idéologique wilsonien, les États-Unis, surestimant sans doute l'adversaire, se sentent investis d'une mission : contenir l'expansionnisme soviétique et lutter, partout et de toutes les façons, contre l'influence communiste. « La guerre froide est en fait une guerre réelle dans laquelle la survie du monde libre est en jeu », conclut la directive NSC 68. Il est toutefois bien clair qu'au-delà d'une rhétorique un peu creuse la guerre froide profite aussi au complexe militaro-industriel et qu'au Moyen-Orient l'organisation de la défense « du monde libre » fait directement le jeu des compagnies pétrolières américaines.

Vue du Kremlin, la perspective est bien différente. La carte ci-après illustre parfaitement la vision du monde qui, vers le milieu des années 1950, est celle des Soviétiques devant l'impressionnant dispositif diplomatique et militaire mis en place par les Américains. OTAN, pacte de Bagdad, OTASE, Japon et Corée du Sud forment un arc d'alliances encerclant les pays communistes d'Europe et d'Asie, que renforce la présence permanente des deuxième, sixième et septième flottes américaines (Atlantique, Méditerranée et Asie/Pacifique). On perçoit également, dans cette perspective, le poids géopolitique majeur des régions arctiques. L'URSS, avec Staline, choisit d'abord d'adopter la stratégie du « camp retranché », de se couper du monde extérieur et de se replier farouchement sur les acquis de l'après 1945 en imposant aux démocraties populaires un système calqué sur le modèle soviétique. La peur de l'invasion et les sentiments d'insécurité qui animent Staline en permanence alimentent un isolationnisme à l'échelle continentale. À partir de 1956, Khrouchtchev brise la logique de l'enfermement, en élargissant au tiers monde le champ de la politique extérieure soviétique, en Amérique centrale, en Afrique, par-delà le « cordon sanitaire » déployé par les États-Unis. C'est

PERCEPTION PAR L'URSS DE L'ENCERCLEMENT AMÉRICAIN, 1950-1955



Source : d'après G. Chaliand et J.-P. Rageau, *Atlas stratégique*, Complexe, 1991, p. 54.

Décideurs, administrations et diplomates

Aux États-Unis comme en URSS, la guerre froide est l'occasion de renforcer les structures décisionnelles en matière de politique étrangère et de redéfinir les rôles respectifs des dirigeants, des administrations et des diplomates.

La Constitution donne au président des États-Unis des pouvoirs considérables : il désigne le secrétaire d'État, est le chef des armées et nomme à ce titre les différents chefs d'état-major. Même si la majorité des diplomates américains sont des professionnels issus de la carrière, il peut placer à l'étranger des proches aux postes qui requièrent une absolue confiance. Il appelle à ses côtés des conseillers particuliers dont l'avis se révèle souvent plus influent que celui du secrétaire d'État. Henry Kissinger, professeur de sciences politiques à Harvard, devient ainsi dès 1968 le principal collaborateur de Nixon, avant même d'être placé en 1973 à la tête des Affaires étrangères.

Les pouvoirs du président se renforcent en 1947 lorsque Truman crée le National Security Council (NSC), comité restreint chargé de définir les grands axes de la politique extérieure, et la Central Intelligence Agency (CIA), pour coordonner les activités de renseignement et d'espionnage. Ces deux organismes relèvent directement de la seule autorité présidentielle, et jouent dès lors un rôle déterminant durant toute la guerre froide. Le poids de la CIA devient dans les années 1950 et 1960 si important qu'elle acquiert une certaine autonomie et que ses interventions multiples, au Guatemala, en Iran, à Cuba, en République dominicaine ou au Chili, sont de plus en plus critiquées. Dès sa prise de fonctions, en 1977, Jimmy Carter ordonne une

enquête « énergique et exhaustive » sur ses activités, qui conduit à la réorganisation des services.

En URSS, la décision revient au seul secrétaire général du Parti, qui peut éventuellement s'inspirer des avis émis, au sein du Politburo, par une Commission des Affaires étrangères qui comprend sept membres (du temps de Staline, on y trouvait Molotov, Jdanov et Malenkov). Le secrétariat du Parti dispose également d'une section des Affaires étrangères, chargée notamment des relations avec les PC européens, d'abord par l'intermédiaire du Kominform, puis après la dissolution de ce dernier en 1955, de façon plus directe.

Le ministère lui-même (MID), totalement épuré après la nomination de Molotov à sa tête en 1939, se contente d'exécuter docilement les instructions et ne dispose d'aucune capacité décisionnelle. Molotov, surnommé « la voix de son maître », était capable de répéter inlassablement la même argumentation jusqu'à décourager le plus tenace de ses interlocuteurs, sans dévier d'un pouce de la ligne définie par le Kremlin. Les jeunes diplomates, qui ont bénéficié des purges d'avant guerre et ont rapidement obtenu des postes prestigieux, doivent tout à Staline. Leur principal mérite est leur absolue fidélité. Ainsi d'Andrei Gromyko, ancien élève de l'Institut d'économie politique Lénine, qui entre en 1939 au MID, et est nommé en 1943, à 34 ans, ambassadeur à Washington, entre autres parce qu'il parlait correctement anglais. Il est ensuite représentant à l'ONU, ambassadeur à Londres, avant de succéder à Molotov à la tête de la diplomatie soviétique, de 1957 à 1985.

On ne saurait enfin sous-estimer l'importance des services secrets. Le

Comité pour la sécurité de l'État, ou KGB, est créé en 1954, après l'élimination de Beria, qui du temps de Staline régnait en maître sur la police. Outre ses activités traditionnelles et

particulièrement efficaces d'espionnage et de désinformation, le KGB a notamment joué un rôle primordial dans la mise au pas des pays de l'Est ou l'élaboration de l'*Ostpolitik*.

une véritable révolution qui suppose notamment que l'URSS se donne les moyens de devenir une puissance maritime. Mais, si la tactique est différente, l'objectif reste, à coups de programmes forcés et de déclarations volontaristes, de rivaliser avec les États-Unis dans tous les domaines, idéologique, militaire, économique, scientifique, voire « culturel », de combler les retards accumulés, et de gommer définitivement tout complexe d'infériorité.

• *La dynamique des crises.* — Dans la logique de guerre froide, la crise introduit un élément dynamique déterminant [4]. Souvent brève, intense et dangereuse, elle agit à la fois comme révélateur de tensions et accélérateur de tendances nouvelles. Elle se déroule principalement en trois étapes :

— une phase de rupture : la crise naît d'une initiative qui bouleverse l'équilibre et tente d'introduire un élément nouveau dans les règles du jeu. Ainsi de la mise en place du blocus de Berlin ou de l'annonce par Reagan du projet d'IDS ;

— une phase de gestion : souvent dans l'urgence, les protagonistes doivent prendre les bonnes décisions pour éviter l'affrontement. De la bonne gestion d'une crise dépend son issue, qui peut être violente ou négociée. Le déroulement de la crise de Cuba, heure par heure, montre parfaitement à quel point la paix était alors suspendue aux décisions de Khrouchtchev et Kennedy ;

— une phase de résolution : une fois dénouée, la crise redéfinit les termes d'un nouvel équilibre, plus ou moins éloigné du précédent. Le blocus de Berlin ne fait que précipiter la création de la RFA et la signature de l'Alliance atlantique. La crise de Cuba, dont les vertus pédagogiques sont exemplaires, est directement à l'origine de la détente et bouleverse les relations Est-Ouest en profondeur. Son issue illustre bien l'une des règles fondamentales de la guerre froide : si entre les deux grands la paix est impossible, la guerre, pour reprendre la formule de Raymond Aron, n'en est pas moins « improbable ».

Les conflits

La guerre froide, directement ou non, a donné naissance ou entretenu des conflits nombreux et divers. Certains ont duré quelques jours et se sont conclus sans affrontement armé, d'autres furent longs et meurtriers. On peut esquisser une typologie de ces conflits, en tenant compte du rôle joué par les deux grands, et en considérant que, pour beaucoup d'entre eux, la guerre froide n'est qu'une dimension parmi d'autres, qui ne saurait en épuiser l'interprétation. On retiendra cinq types de conflits :

— ceux qui mettent directement aux prises les États-Unis et l'URSS. Les deux grands ne se font face qu'à deux occasions, lors du blocus de Berlin et de la crise de Cuba. Dans les deux cas, une gestion très prudente des périls permet d'éviter une guerre vraisemblablement généralisée ;

— les conflits dans lesquels l'un seulement des deux grands est directement partie prenante. Ainsi des multiples interventions des Américains, en Corée, au Vietnam ou en Amérique centrale, mais aussi des Soviétiques en Afghanistan ;

— les conflits dans lesquels l'URSS et les États-Unis s'immiscent indirectement, que ce soit pour aider leurs alliés ou pour jouer un rôle d'arbitre. La crise de Suez, les guerres des Six Jours ou du Kippour entrent dans cette catégorie ;

— les guerres d'indépendance, guerres civiles ou conflits à caractère sécessionniste dans lesquels l'un des deux grands soutient soit le pouvoir en place, soit l'opposition (aide financière, livraisons d'armes, envoi de conseillers militaires...) ;

— enfin, puisque la guerre froide ne se limite pas à un affrontement Est-Ouest, les luttes qui, au sein d'un même bloc, mettent aux prises le leader et celui qui conteste sa suprématie. On peut évoquer le conflit sino-soviétique ou les interventions de l'Armée rouge à Budapest et Prague.

Malgré leur diversité, tous ces conflits ont des points communs et obéissent à des règles strictes. Ils sont essentiellement politiques. Ils sont localisés : Washington et Moscou ont constamment le souci d'éviter un affrontement généralisé, en particulier en Europe, où la situation se fige dès 1949, et au Moyen-Orient. Ils restent limités et contrôlés : jamais les États-Unis et l'URSS, malgré les suggestions ou les menaces (en Corée, à Suez ou Berlin en 1961) n'ont utilisé l'arme atomique et n'ont poussé l'escalade à son terme. Ce qui bien sûr

ne les a pas empêchés d'user de toutes les autres formes d'action militaire (forces conventionnelles, guérillas, armes chimiques...) : certains conflits de guerre froide, comme les guerres de Corée et du Vietnam, sont extrêmement meurtriers, en particulier pour les populations civiles.

2. Idéologie et propagande

La dimension idéologique

On peut discuter de l'importance respective des considérations idéologiques, stratégiques et économiques pour expliquer les origines de la guerre froide. Il est cependant bien clair que la dimension idéologique est une composante essentielle et constamment présente d'un conflit qui est aussi une guerre des propagandes [10]. Le rôle joué par l'idéologie est à la fois moteur et justificateur :

L'URSS et les États-Unis sont porteurs tous deux d'un message universaliste et incarnent deux systèmes de valeurs incompatibles. L'objectif ultime de chacun, du moins en théorie, n'est pas comme dans un conflit traditionnel, d'ordre territorial ou économique, mais consiste à convaincre l'autre du bien-fondé de ses conceptions, à l'amener d'une façon ou d'une autre à évoluer de l'intérieur. La guerre froide prendra fin lorsqu'aura triomphé le capitalisme ou le communisme. L'issue de l'affrontement, quelle qu'elle soit, consacrera la victoire de l'idéologie dominante et d'une unique superpuissance. En ce sens, la guerre froide, son discours et ses effets ont indéniablement accéléré la mondialisation.

Au quotidien, si l'on peut dire, l'idéologie sert aussi dans une version dégradée de justification rhétorique aux initiatives des uns et des autres. De Jdanov dénonçant l'impérialisme réactionnaire et fasciste de Washington, à Reagan tonnant contre l'« empire du mal », les dirigeants soviétiques et américains prennent systématiquement la peine d'enrober leurs politiques d'un discours figé, simpliste et manichéen qui, la plupart du temps, masque mal la réalité des objectifs. Les Occidentaux se disent les défenseurs de la démocratie, de la liberté, de la justice et du droit ; les régimes totalitaires, eux, et l'on assimile sur ce point communisme et fascisme, seraient par nature agressifs. Quant au bloc communiste, il prétend incarner la paix

et le progrès ; le capitalisme serait source de guerre et d'affrontements, l'impérialisme américain ayant après 1945 pris le relais de l'expansionnisme nazi (« US = SS »). On remarque comme on utilise dans les deux camps la référence au nazisme pour qualifier l'adversaire. On ne s'embarrasse ni de scrupules ni de nuances quand il s'agit de propagande.

Convaincre et mobiliser

Pour diffuser ses idées dans les démocraties occidentales, l'URSS peut s'appuyer sur des relais efficaces (partis communistes, organes de presse et maisons d'édition). Les États-Unis, en revanche, ne disposent pas de tels intermédiaires dans les pays communistes, où la liberté d'expression n'existe pas. D'un camp à l'autre, les conditions et donc les moyens de la propagande diffèrent sensiblement. Malgré tout, l'URSS a du mal à convaincre au cœur même du système adverse : aux États-Unis, les effectifs du parti communiste, victimes il est vrai de nombreuses restrictions légales au temps du maccarthysme, ne dépassent pas quelques dizaines de milliers d'adhérents ; de même en Grande-Bretagne, où les communistes perdent toute représentation parlementaire après 1950. En RFA, le parti recueille 2,2 % des suffrages en 1953, avant d'être purement et simplement interdit par la Cour constitutionnelle entre 1956 et 1968. Les communistes japonais ont plus de succès (9,8 % des voix en 1949), mais manifestent vite leur indépendance en rompant successivement avec Moscou, puis Pékin.

Les cas de la France et de l'Italie sont différents. Le PCF est un parti puissant, influent, populaire, auréolé du rôle qu'il a joué dans la Résistance, soutenu par des intellectuels prestigieux, comme Louis Aragon ou Frédéric Joliot-Curie, qui sous la IV^e République rassemble plus de 25 % des voix. L'« Appel de Stockholm », lancé en mars 1950 lors du congrès international du Mouvement de la Paix, qui exige, à la suite des directives formulées par le Kominform, « l'interdiction absolue de l'arme atomique », recueille en France de 9 à 10 millions de signatures. La venue à Paris du général Ridgway, nommé à la tête des forces de l'OTAN, et accusé d'avoir utilisé des armes bactériologiques en Corée (« Ridgway-la-pesté »), est l'occasion pour le PCF d'organiser, le 28 mai 1952, une manifestation de masse contre la présence des troupes américaines. Des écrivains, des philosophes et des artistes (pas si nombreux

que le PCF a voulu le faire croire) mettent leur talent au service du Parti pour glorifier l'URSS et chanter les louanges de Staline [100]. Mais les interventions soviétiques à Budapest et Prague ou les révélations sur le goulag éloignent les intellectuels du Parti. Dans les années 1960 et 1970, ses résultats électoraux plafonnent autour de 20 %, avant de s'effondrer ensuite. Le PCI, lui, franchit dans les années 1970 le cap des 30 %, mais c'est précisément au moment où il se fait le plus critique à l'égard de Moscou et cesse d'être le relais de la propagande soviétique.

Pour diffuser leurs idées au-delà du rideau de fer, les États-Unis disposent de moyens assez limités. La CIA organise, entre 1951 et 1956 des parachutages de quelque 300 millions de tracts et brochures en Pologne, Tchécoslovaquie et Hongrie, avec un pic en juillet 1953. L'outil de propagande le plus efficace est cependant la radio, ce « journal sans papier ni frontières », comme disait Lénine, émettant sur ondes courtes et moyennes [97]. Dès mars 1946, la BBC lance un programme quotidien d'une heure et quart en russe, avec un bulletin d'informations et des leçons d'anglais. Voice of America (VOA), radio officielle créée en 1942 pour appuyer l'effort de guerre américain, inaugure en février 1947 des émissions en russe (quelques jours avant l'énoncé de la doctrine Truman), bénéficie de crédits extraordinaires et diffuse en 1950 dans le monde entier en cinquante langues. Elle adopte au moment du maccarthysme un ton violemment anticomuniste. Trois autres radios s'adressent particulièrement aux pays de l'Est : Radio in American Sector, à Berlin-Ouest, créée dès 1946 et captée sur l'ensemble du territoire est-allemand ; Radio Free Europe (1950) qui émet depuis Munich des programmes animés par des émigrés de l'Est ; Radio Liberation from Bolchevism (créée en 1953 et rebaptisée plus sobrement Radio Liberty six ans plus tard) qui s'adresse plus spécialement aux Soviétiques. Ces deux derniers postes, qui se disent « privés », sont en réalité étroitement contrôlés par la CIA.

Il est difficile d'évaluer l'impact de cette propagande. On peut voir dans l'application que l'URSS met à brouiller les programmes la preuve d'une audience relativement étendue. Brouillage d'ailleurs pas toujours efficace, car les Américains ripostent en augmentant la puissance des émetteurs et en multipliant les fréquences. Radio Free Europe est notamment écoutée en Tchécoslovaquie, en Pologne et en Hongrie. On lui

a beaucoup reproché, lors de l'insurrection de Budapest en 1956, d'avoir dénigré Nagy et poussé les populations à la révolte en leur faisant miroiter une aide occidentale, dont il n'était bien sûr pas question. Dès 1957, les radios recadrent leurs objectifs : elles cessent de vouloir à tout prix jouer un rôle direct dans la « libération » des pays de l'Est et se contentent, sur un ton plus neutre et moins irresponsable, de tisser des liens entre les deux Europe. À long terme, leur influence sur l'intelligentsia est réelle : offrir sur le monde un autre point de vue, même relevant d'une contre-propagande, permet à beaucoup de ne pas succomber aux vérités officielles des régimes totalitaires.

En parallèle, il faut aussi s'assurer d'une certaine cohésion idéologique interne. On ne peut tolérer la contestation au sein même de ses frontières. La mobilisation de l'opinion publique est une affaire de tous les instants. La chose va de soi en URSS où déclarations, journaux, radios, syndicats, arts, culture, enseignement sont par définition officiels et ne sauraient dévier d'un pouce de la ligne adoptée par le parti. Aux États-Unis, en revanche, où le premier amendement de la Constitution reconnaît entre autres la liberté d'opinion, il est difficile de concilier combat idéologique et respect des principes démocratiques. L'hystérie anticommuniste qui sévit de 1947 à 1957 reste l'une des pages les plus noires de l'histoire américaine.

Aux États-Unis, après l'essoufflement du maccarthysme, la contestation prend de l'ampleur dans les années 1960, favorisée par la détente et alimentée par la guerre du Vietnam et le rejet de la société de consommation. En URSS également, la dégradation du système économique et l'immobilisme de la période Brejnev suscitent, à partir de 1968, diverses formes de désaccord dont la dissidence est la plus radicale et spectaculaire. Regroupés de façon assez lâche en un « Mouvement démocratique », autour de quelques fortes personnalités aux idées d'ailleurs très différentes, comme le physicien Sakharov et le prix Nobel de littérature Soljenitsyne, les contestataires ne représentent que quelques centaines de membres de l'intelligentsia. Mais la manière dont le KGB entreprend de régler la question et le nombre croissant d'artistes et d'intellectuels choisissant à l'occasion d'un séjour à l'étranger de ne pas rentrer en URSS attirent l'attention sur le phénomène. L'expulsion de

Le maccarthysme [94 et 99]

L'offensive anticommuniste commence aux États-Unis dès 1946 et revêt divers aspects. Il faut dénoncer et combattre l'influence que les communistes auraient acquise dans les milieux politiques et syndicaux, dans l'administration et l'armée, dans l'enseignement et la culture. En quelques années, une véritable psychose s'empare de la société américaine, qui révèle l'ampleur du conditionnement opéré sur les esprits par la guerre froide.

La chasse aux sorcières touche d'abord l'administration fédérale. En novembre 1946, Truman crée une commission chargée d'enquêter sur la loyauté des fonctionnaires et de démasquer les sympathisants communistes et fascistes. Les suspects (les *security risks*) sont révoqués, parfois sur simple présomption. Avec l'aide des fichiers du Federal Bureau of Investigation (FBI) constitués dès l'avant-guerre, les enquêteurs interrogent 26 000 employés entre 1947 et 1953 : 7 000 démissionnent et 739 sont renvoyés, pour délit d'opinion, voire homosexualité ou immoralité. Aucune institution ne voulant passer pour réfractaire, il y a souvent surenchère dans la constitution des listes noires.

Le Congrès n'est pas en reste. En juin 1947, la loi Taft-Hartley entre en vigueur malgré le veto de Truman. Elle s'attaque aux syndicats, accusés depuis les grèves de l'année précédente, d'être noyautés par les communistes : elle limite l'exercice du droit de grève et oblige les responsables syndicaux à témoigner qu'ils ne sont pas communistes. Le parti lui-même, dont les effectifs chutent de 45 000 adhérents en 1951 à 25 000 en 1953, est directement touché : ses membres n'ont plus le droit d'enseigner ni de voyager à l'étranger. Une

loi de 1954 l'interdit purement et simplement. Elle est annulée quelque temps après par la Cour suprême.

La Commission des activités anti-américaines (House Un-American Activities Committee, HUAC), créée en 1938 par la Chambre des députés pour traquer les agissements « subversifs », décide en 1947 de sévir à Hollywood, où, durant la crise des années 1930, les idées « libérales » avaient rencontré un certain écho. À deux reprises, en octobre 1947 et en 1951, la commission interroge sans relâche producteurs, réalisateurs, acteurs et scénaristes « amicaux » et « inamicaux ». Dix d'entre eux, dont E. Dmytryk et D. Trumbo, invoquent la Constitution pour ne pas répondre à la question : « Êtes-vous ou avez-vous été membre du parti communiste ? » Ils sont condamnés à des peines de prison de six mois à un an. D'autres, pour se disculper (le cas d'Elia Kazan est bien connu, mais il n'est pas le seul), donnent des noms. Des carrières sont brisées ; des réalisateurs célèbres, Joseph Losey, Jules Dassin, Charlie Chaplin ou John Berry, doivent s'exiler.

Le paroxysme est atteint quand, en février 1950, le sénateur républicain du Wisconsin, Joseph MacCarthy, affirme posséder les noms de 205 communistes infiltrés au Département d'État. La presse s'empare de l'affaire et fait en quelques jours de ce politicien démagogue et sans scrupules le héraut de la croisade anti-communiste. Des affaires d'espionnage semblent donner du poids à ses assertions : dans un contexte délétère, les époux Rosenberg sont exécutés en 1951 et Alger Hiss, un ancien collaborateur de Roosevelt, est condamné à cinq ans de prison. MacCarthy finit par s'en prendre à Marshall et Acheson, accusés de ne pas avoir

répondu assez fermement aux provocations de l'URSS et d'avoir cédé la Chine aux communistes. Il s'attaque aux services culturels américains à l'étranger, à l'armée. À force, ses propos outranciers et populistes, ses façons odieuses et grossières finissent par lasser. Après la mort de Staline, son discours est moins d'actualité. Le

phénomène se dégonfle en 1954, aussi vite qu'il était apparu. Il est vrai que l'offensive de MacCarthy était aussi politique et visait à dénigrer les démocrates pour ramener les républicains au pouvoir. Une fois élu, Eisenhower n'avait plus besoin de ce démagogue encombrant ; il avait rempli sa mission.

Soljenitsyne en 1974, l'assignation à résidence de Sakharov, l'enfermement en hôpital psychiatrique de Pliouchtch et Chtcharansky, l'arrestation des membres du « Groupe de surveillance de l'application des accords d'Helsinki » font ainsi dans les années 1970 du thème des droits de l'homme une question majeure des relations Est-Ouest et desservent sensiblement l'image internationale de l'URSS [48 et 60].

3. Au cœur du système : le nucléaire

La dissuasion

L'arme nucléaire n'est pas seulement plus « perfectionnée » que les autres. Elle ne fait pas seulement franchir un *degré* de plus dans l'échelle des destructions. C'est une arme de *nature* totalement différente qui conduit à repenser les stratégies militaires et révolutionne les relations internationales. Ses effets ne correspondent à rien de ce qu'on pouvait imaginer avant 1945. Les deux bombes qui frappent Hiroshima et Nagasaki font à elles seules sur le moment et dans les mois qui suivent plus de 200 000 victimes et anéantissent les villes et leurs environs. La puissance de la bombe A s'exprime en milliers de tonnes de TNT, celle de la bombe H, en millions de tonnes. Par ailleurs, les stratégies fondées sur le nucléaire doivent tenir compte de facteurs psychologiques difficiles à apprécier puisque irrationnels et non quantifiables.

Au lendemain de la guerre, les États-Unis sont les seuls à posséder l'arme atomique, ce qui leur permet de compenser amplement, notamment en Europe, la supériorité soviétique en matière d'armements conventionnels. Ils ne perçoivent pas bien encore les propriétés exceptionnelles de la bombe : ce n'est pour eux qu'une arme plus destructrice et finalement moins

onéreuse (*a bigger bang for less buck* : un plus gros *bang* pour moins de dollars). C'est dans les années 1950 que le concept de dissuasion nucléaire se met en place, de façon très progressive, à mesure que les États-Unis perdent ce qui faisait leur supériorité : leur monopole (l'URSS possède la bombe dès 1949) et leur invulnérabilité (les premiers missiles intercontinentaux soviétiques sont en place à la fin de la décennie).

Celui qui engage une guerre fait un pari : il compare ce qui peut lui en coûter et les bénéfices qu'il compte en tirer. Avec le nucléaire, les risques encourus en retour par l'agresseur (destruction totale de son territoire) sont tels qu'il ne songera pas à attaquer. L'arme atomique, par sa puissance même, produit un effet dissuasif radical : c'est finalement une arme défensive ; elle ne sert pas à faire la guerre, mais à l'empêcher. La dissuasion, pour être efficace, suppose toutefois que l'on donne l'impression, en certaines circonstances, d'être effectivement prêt à riposter en usant du nucléaire, au risque de subir soi-même des destructions massives. Le seuil à partir duquel un pays décide, de façon plus ou moins explicite, que le recours au nucléaire présente plus d'avantages que de risques est appelé « seuil de nucléarisation ». Ainsi, les États-Unis et l'URSS ont toujours affirmé que l'Europe était pour eux un enjeu vital : chacun a cru les menaces de l'autre et la dissuasion a fonctionné. En Corée, en revanche, les Soviétiques étaient persuadés que l'enjeu, pour les États-Unis, ne valait pas une guerre atomique. Ils ont eu raison : le seuil de nucléarisation aurait pu être franchi techniquement (Mac Arthur proposait d'employer la bombe contre la Chine), il ne l'a pas été politiquement (Truman a rejeté cette suggestion).

Le nucléaire et la guerre froide entretiennent des liens étroits et ambigus. La guerre froide aurait sans doute eu lieu sans l'arme atomique, mais n'aurait pas eu le même visage et ne serait peut-être pas restée longtemps « froide ». La plupart des historiens s'accordent à penser que la dissuasion nucléaire, pendant quarante ans, a introduit dans les relations Est-Ouest un facteur de rationalité, de stabilité, qui a permis d'éviter une conflagration mondiale. C'est à partir de l'*arm's control* que la détente s'est mise en place. La peur aurait engendré la paix, du moins dans les régions où la dissuasion s'exerçait effectivement. Georges-Henri Soutou nuance cette analyse en remarquant que la réalité ne correspond pas toujours à cette vision très abstraite et que, à Berlin en 1958-1962 ou à Cuba,

l'existence des armes atomiques a rendu les crises plus dangereuses. Notons seulement que le nucléaire en soi ne sert ni la guerre ni la paix ; tout dépend de l'usage qu'on en fait et des stratégies adoptées.

Les stratégies nucléaires [105]

De 1953 à 1962, la stratégie américaine, élaborée par Eisenhower et J. F. Dulles, est officiellement celle des « représailles massives ». En cas d'attaque de l'URSS ou de ses alliés, de quelque nature qu'elle soit, contre l'un des membres du bloc occidental, les États-Unis riposteront immédiatement par tous les moyens, y compris nucléaires. Cette stratégie s'explique aisément : les deux grands possèdent la bombe, mais seuls les Américains peuvent toucher le territoire adverse, grâce à leurs bombardiers et aux bases aériennes dont ils disposent en Europe. Tant que l'URSS n'a pas de missiles intercontinentaux, ils n'ont rien à craindre. Dans la pratique, les « représailles massives » posent toute une série de problèmes : un évident manque de souplesse (la guerre sera nucléaire ou ne sera pas), et donc, à terme, de crédibilité ; des perspectives inquiétantes pour les alliés européens des États-Unis, notamment la RFA, qui, en cas de conflit, subiraient de plein fouet les bombardements ; une stratégie provisoire, obsolète dès que l'URSS aura comblé son retard. Eisenhower en a conscience et anticipe les évolutions futures en imposant dès 1957, dans le cadre de l'OTAN, l'installation de fusées à moyenne portée en Europe, pour introduire plus de flexibilité dans son dispositif.

L'équilibre de la terreur s'établit au début des années 1960, lorsque les États-Unis perdent leur invulnérabilité et que s'engage une course aux armements permettant à chacun d'anéantir plusieurs centaines de fois l'adversaire. La dissuasion joue alors à plein (système MAD : *Mutual assured destruction*). La stratégie des « ripostes graduées », définie en 1962 par le secrétaire à la Défense, Robert MacNamara, et officiellement adoptée par l'OTAN en 1967, tient compte de ces données nouvelles. Les Américains ne peuvent se permettre de risquer une guerre atomique à la moindre agression soviétique. Ils adaptent désormais leur riposte à la menace adverse, en utilisant toute l'échelle des réponses armées, y compris, mais seulement en dernier recours, le nucléaire. Cela implique

l'installation de missiles tactiques (à courte portée) en Europe occidentale, plus précis et moins destructeurs, pour contrebalancer des engins soviétiques équivalents. La doctrine des ripostes graduées relevant d'une logique de l'escalade, le danger est d'être amené à franchir *naturellement* le palier décisif, celui du nucléaire, d'abord tactique, puis stratégique. L'équilibre, même encadré par l'*arm's control*, reste précaire.

Précarité d'autant plus importante que, de son côté, l'URSS ne rejette aucune hypothèse. L'ouvrage de référence de l'armée soviétique, *Stratégie militaire*, du maréchal Sokolovski, publié en 1962 et souvent réédité, prône la supériorité dans tous les domaines, nucléaire et conventionnel (rattraper et dépasser les États-Unis), et s'attarde peu sur la dissuasion, conception de non-guerre incompatible avec la nature même de l'impérialisme. L'URSS doit se préparer à mener une guerre atomique, si nécessaire en quelques jours, et à la gagner. Il semble toutefois qu'au-delà des discours officiels l'URSS n'ait pas, concrètement, considéré les États-Unis comme une menace sérieuse et se soit surtout préparée à un conflit limité, soit en Europe, soit avec la Chine [107].

• *La dissuasion à la française.* — Les deux grands ne sont pas les seuls à posséder l'arme atomique. La France décide en 1956 de se doter d'une force nucléaire, pour retrouver un rang de grande puissance après l'humiliation subie à Suez et échapper aux logiques versatiles de la protection américaine. L'idée fondamentale est que, pour un pays d'importance moyenne, il n'est pas nécessaire de rivaliser avec les États-Unis ou l'URSS et d'engager une vaine course aux armements [102]. Il suffit de posséder une capacité de destruction suffisante pour dissuader l'agresseur éventuel. Une grande puissance n'osera pas attaquer une plus faible qu'elle, si celle-ci dispose de « quelques » bombes et se montre déterminée à s'en servir. C'est ce que le général Gallois, théoricien de la dissuasion « du faible au fort », appelle « le pouvoir égalisateur de l'atome ». On comprend que les deux grands aient tout fait pour empêcher la prolifération et restreindre au maximum le nombre des pays membres du « club » atomique.

La peur de la bombe

Durant toute la guerre froide, les deux camps ont dû apprendre à vivre avec la peur d'une guerre nucléaire, d'une catastrophe planétaire menant à l'anéantissement de l'espèce humaine [109]. La bombe atomique impressionne d'emblée par sa puissance de destruction, mais plus encore par ses conséquences à long terme, encore mal connues. Dès 1946, divers reportages sur Hiroshima montrent les étendues dévastées, les corps brûlés et les effets de la radioactivité. L'image du champignon atomique inquiète désormais plus qu'elle n'évoque la victoire sur le Japon. Après 1949, les risques de guerre atomique se précisent. Les affaires d'espionnage (c'est en partie grâce aux services du physicien britannique Klaus Fuchs que l'URSS a pu acquérir la bombe), les scénarios catastrophiques élaborés par l'équipe Eisenhower-Dulles, le signal du Spoutnik survolant en 1957 le territoire américain, les déclarations alarmistes des uns et des autres entretiennent la psychose. Le gouvernement américain diffuse à des millions d'exemplaires des brochures sur la façon de « survivre à une attaque atomique », multiplie les exercices d'alerte, encourage la construction d'abris antiatomiques : tout cela ne fait rien pour apaiser les craintes.

On peut s'interroger sur les objectifs de tels discours. Sures-timer la puissance de l'adversaire permet aux responsables de la défense de faire plus facilement voter les programmes d'armement. Kennedy, qui fait campagne sur le prétendu *missile gap* américain et dramatise à l'extrême, recueille les voix des électeurs inquiets.

Avec la détente, les craintes plus ou moins irrationnelles cèdent la place à une appréciation plus lucide des rapports de forces, et des dangers encourus. Le cinéma se fait bien l'écho de cette évolution. Les films des années 1950-1955 évoquent la guerre nucléaire sous l'angle de l'espionnage ou de la science-fiction (destruction de la planète, explosion atomique qui engendre des créatures monstrueuses, etc.). Dans les années 1960, le thème de l'apocalypse nucléaire est toujours présent, mais abordé de façon plus réaliste (on insiste sur le mécanisme qui conduit à la catastrophe), avec parfois un certain recul. Le film de S. Kubrick, *Docteur Folamour* (1963), montre comment l'accès de folie paranoïaque d'un simple général américain provoque un cataclysme atomique. L'humour féroce

et délirant du film, qui sort dans les premiers mois de la détente, souligne l'irrationalité d'un système dont l'équilibre peut se rompre au moindre incident. Cela dit, le risque d'un conflit nucléaire était objectivement sans doute moins important du temps de la guerre froide qu'il ne l'est devenu depuis la fin du système bipolaire.

Conclusion

Au total, plusieurs facteurs expliquent la durée de la guerre froide :

- l'émergence après 1945 de deux superpuissances capables d'exercer et d'accroître leur domination sur le reste du monde ;

- deux systèmes idéologiques antagonistes figés dans leurs certitudes, qui sortent le conflit d'un cadre strictement politique et militaire ;

- un phénomène dramatisé qui se nourrit d'escalades, de malentendus et, à partir d'un certain stade, s'entretient de lui-même ;

- la mise en place d'un ordre mondial bipolaire, aux règles claires, dont chaque grand finit peu ou prou par s'accommoder.

La décomposition du système soviétique, à la fin des années 1970, puis les initiatives de Reagan ont indéniablement rompu cet équilibre et précipité la fin de la guerre froide. L'immense mérite de Gorbatchev, quels que soient ses errements ou ses arrière-pensées, est d'avoir compris la nécessité d'une évolution et d'avoir ainsi permis la résolution pacifique du conflit.

On a coutume de dire que la guerre du Golfe, en 1990-1991, est le premier affrontement d'après guerre froide. On a vu l'URSS voter à l'ONU aux côtés des États-Unis les résolutions condamnant son ancien allié, l'Irak, et légitimant l'intervention d'une force internationale pour libérer le Koweït envahi. Cette guerre, sur le moment, a suscité bien des craintes et des espoirs. Craintes, dans une région particulièrement sensible, d'assister à un conflit de grande ampleur, échappant au cadre désormais familier et parfaitement maîtrisé des relations Est-Ouest.

Espoirs de voir l'ONU jouer enfin le rôle imaginé par ses fondateurs, et l'équilibre de la terreur céder la place à un nouvel ordre mondial fondé sur le droit. En réalité, la guerre du Golfe consacre surtout l'émergence d'un monde désormais dominé par la seule hyperpuissance américaine, apparemment sans contrepoids, jusqu'à ce qu'apparaissent de nouvelles formes de contestation, moins conventionnelles, mais tout aussi radicales. L'Histoire ne s'achève évidemment pas avec la fin de la guerre froide.

Repères bibliographiques

1. Ouvrages généraux

1. ARON R., *Paix et guerre entre les nations*, Calmann-Lévy, 1962.
2. BERTRAND M., *L'ONU*, La Découverte, « Repères », 1994.
3. CHALIAND G. et RAGEAU J.-P., *Atlas stratégique*, Complexe, Bruxelles, 1991.
4. DUFOUR J.-L., *Les Crises internationales, de Pékin (1900) à Sarajevo (1995)*, Complexe, Bruxelles, 1996.
5. FONTAINE A., *Histoire de la guerre froide*, 2 vol., Fayard, 1965 et 1967 (Seuil, « Points », 1983).
6. FONTAINE A., *Histoire de la détente*, Fayard, 1982 (Seuil, « Points », 1984).
7. FONTAINE A., *Après eux, le déluge. De Kaboul à Sarajevo 1979-1995*, Fayard, 1995.
8. GADDIS J.L., *We Now Know*, Clarendon Press, Oxford, 1997.
9. GIRAULT R., FRANK R. et THOBIE J., *La Loi des géants 1941-1964*, Masson, 1993.
10. GROSSER P., *Les Temps de la guerre froide*, Complexe, Bruxelles, 1995.
11. KISSINGER H., *Diplomatie*, Fayard, 1996.
12. LEFFLER M.P., « Inside Enemy Archives : The Cold War Reopened », *Foreign Affairs*, juillet 1996, p. 120-130.

13. LEFFLER M.P., « The Cold War : What do "We Now Know" ? », *American Historical Review*, avril 1999, p. 501-524.
14. SOUTOU G.-H., *La Guerre de cinquante ans. Les relations Est-Ouest 1943-1990*, Fayard, 2001.

Les États-Unis et la guerre froide

15. AMBROSE S., *Eisenhower*, Flammarion, 1986.
16. ARTAUD D., « Une relecture de Kennan : signification et limites du containment », *Relations internationales*, n° 36, 1983, p. 381-393.
17. EISENBERG C., *Drawing the Line : the American Decision to divide Germany, 1944-1949*, Cambridge UP, 1996.
18. FERRELL R.H., *Harry S. Truman : A Life*, University of Missouri Press, 1994.
19. GADDIS J.L., *Strategies of Containment*, Oxford UP, 1982.
20. KASPI A., *Les Américains*, t. 2 : *Les États-Unis de 1945 à nos jours*, Seuil, « Points », 1985.
21. KASPI A., *Kennedy, les 1 000 jours d'un président*, Colin, 1993.
22. KENNAN G.F., *Memoirs 1925-1950*, Hutchinson, Boston, 1967.
23. KOLKO G. et KOLKO J., *The Limits of Power*, Harper Collins, New York, 1972.

24. LEFFLER M.P., *A Preponderance of Power. National Security, the Truman Administration and the Cold War*, Stanford UP, 1992.
25. MELANDRI P., *Reagan, une biographie totale*, R. Laffont, 1988.
26. NOUAILHAT Y.-H., *Les États-Unis et le monde au XX^e siècle*, A. Colin, 1997.
27. REAGAN R., *Une vie américaine. Mémoires*, J.-C. Lattès, 1990.
28. TRUMAN H., *Mémoires*, 2 vol., Plon, 1956.

Le bloc occidental

29. ARTAUD D., *Les États-Unis et leur arrière-cour*, Hachette, « Pluriel », 1995.
30. BOSSUAT G., *L'Europe occidentale à l'heure américaine 1945-1952*, Complexe, Bruxelles, 1992.
31. BRANDT W., *Mémoires*, Albin Michel, 1990.
32. GROSSER A., *Les Occidentaux. Les pays d'Europe et les États-Unis depuis la guerre*, Fayard, 1978 (Seuil, « Points », 1982).
33. GUILLEN P., *La Question allemande 1945-1995*, Imprimerie nationale, 1996.
34. LÉVY-LEBOYER M. et GIRAULT R. (sous la dir. de), *Le Plan Marshall et le relèvement économique de l'Europe*, Comité d'histoire économique et financière, 1993.
35. MÉLANDRI P., *L'Alliance atlantique*, Julliard « Archives », 1979.
36. MÉLANDRI P., *Les États-Unis face à l'unification de l'Europe 1945-1954*, Pédone, 1980.
37. MÉLANDRI P., *Une incertaine Alliance. Les États-Unis et l'Europe (1973-1982)*, Publications de la Sorbonne, 1988.
38. MENUDIER H. (sous la dir. de), *La RFA dans les relations internationales*, Complexe, Bruxelles, 1990.
39. RIADO P., *L'Amérique latine de 1945 à nos jours*, Masson, 1992.
40. VAISSE M. (sous la dir. de), *L'Europe et la crise de Cuba*, A. Colin, 1993.

Le cas de la France

41. BOZO F., *Deux Stratégies pour l'Europe. De Gaulle, les États-Unis et l'Alliance atlantique (1958-1969)*, Plon, 1996.
42. BOZO F., *La Politique étrangère de la France depuis 1945*, La Découverte, « Repères », 1997.
43. BUFFET C., *Mourir pour Berlin. La France et l'Allemagne 1945-1949*, A. Colin, 1991.
44. REY M.-P., *La Tentation du rapprochement. France et URSS à l'heure de la détente 1964-1974*, Publications de la Sorbonne, 1991.
45. VAISSE M., *La Grandeur*, Fayard, 1998.
46. VAISSE M., MÉLANDRI P. et BOZO F., (sous la dir. de), *La France et l'OTAN 1949-1996*, Complexe, Bruxelles, 1996.

L'URSS et la guerre froide

47. CARRÈRE d'ENCAUSSE H., *La Politique soviétique au Moyen-Orient 1955-1975*, Presses de la FNSP, 1975.
48. CHAMA J. et SOULET J.-F., *Histoire de la dissidence. Opposition et révoltes en URSS et dans les démocraties populaires, de la mort de Staline à nos jours*, Seuil, 1982.
49. GORBATCHEV M., *Perestroïka*, J'ai lu, 1991.
50. GORI F. et PONS S. (sous la dir. de), *The Soviet Union and the Cold War 1943-1953*, McMillan, Londres, 1996.
51. KHROUCHTCHEV N., *Mémoires inédits*, Belfond, 1991.
52. LEVESQUE J., *L'URSS et sa politique internationale de Lénine à Gorbatchev*, A. Colin, 1987.
53. MARIE J.-J., *Staline*, Fayard, 2001.
54. MENDRAS M., « Le tiers monde dans la doctrine soviétique des relations internationales », *Relations internationales*, n° 45, 1986, p. 87-97.

55. MOLNAR M., « Jdanov et le jdanovisme », *Relations internationales*, n° 48, 1986, p. 459-469.
56. NAMARK N., *The Russians in Germany : a History of the Soviet Zone of Occupation 1945-1949*, Harvard UP, 1995.
57. SOULET J.-F., *La Mort de Lénine : l'implosion des systèmes communistes*, A. Colin, 1991.
58. TATU M., *Gorbatchev*, Le Centurion, 1987.
59. THOM F., *Le Moment Gorbatchev*, Hachette, « Pluriel », 1989.
60. WERTH N., *Histoire de l'URSS*, PUF, 1992.
61. ZUBOK V. et PLESHAKOV C., *Inside the Kremlin's Cold War*, Harvard UP, 1996.

Le monde communiste

62. COURTOIS S. et LAZAR M., *Histoire du Parti communiste français*, PUF, 1995.
63. DELMAS C., *Le Pacte de Varsovie*, PUF, « Que sais-je ? », 1981.
64. DJILAS M., *Conversations avec Staline*, Laffont, 1962 (Gallimard, 1971).
65. FEJTŐ F., *Histoire des démocraties populaires*, 2 vol., Seuil, 1969 (« Points », 1979).
66. FEJTŐ F. et KULESZA-MIETKOWSKI E., *La Fin des démocraties populaires. Les chemins du post-communisme*, Seuil, 1992.
67. JOYAUX F., *La Nouvelle Question d'Extrême-Orient. L'ère de la guerre froide 1945-1959 et L'ère du conflit sino-soviétique 1959-1978*, Payot, 1985 et 1988.
68. LEMOINE F., *Le COMECON*, PUF, « Que sais-je ? », 1982.
69. LEVESQUE J., *La Fin d'un empire. L'URSS et la libération de l'Europe de l'Est*, Presses de la FNSP, 1995.
70. MARCOU L., *Le Kominform, le communisme de guerre froide*, Presses de la FNSP, 1977.
71. MAURER P., « La Yougoslavie à l'avant-garde de la lutte pour la coexistence pacifique :

1954-1958 », *Relations internationales*, n° 71, 1992, p. 345-354.

Les principaux épisodes

Les origines de la guerre froide

72. FUNK A., *De Yalta à Potsdam*, Complexe, Bruxelles, 1982.
73. MCMAHON R. et PATERSON T. (éd.), *The Origins of the Cold War*, Houghton Mifflin Company, New York, 1994.
74. MARCOU L., *1947, la guerre froide, l'engrenage*, Complexe, Bruxelles, 1987.
75. « 1946 : la déchirure ? », *Relations internationales*, n° 47 et 48, 1986.
76. SENARCLENS P. DE, *De Yalta au rideau de fer*, Presses de la FNSP, 1993.
77. YERGIN D., *La Paix saccagée*, Complexe, Bruxelles, 1990.
78. CARRÈRE D'ENCAUSSE H., *1956, la déstalinisation commence*, Complexe, Bruxelles, 1984.
79. CLOAREC V. et LAURENS H., *Le Moyen-Orient au xx^e siècle*, A. Colin, 2000.
80. DELMAS C., *Corée 1950, le paroxysme de la guerre froide*, Complexe, Bruxelles, 1982.
81. DELMAS C., *Crises à Cuba*, Complexe, Bruxelles, 1983.
82. « Est-Ouest 1955-1958, la première détente ? », *Relations internationales* n° 71, 1992.
83. FEJTŐ F. et RUPNIK J. (sous la dir. de), *Le Printemps tchécoslovaque 1968*, Complexe, Bruxelles, 1999.
84. FERRO M., *Suez, naissance d'un tiers monde*, Complexe, Bruxelles, 1982.
85. HAZAN P., *La Guerre des Six Jours*, Complexe, Bruxelles, 1989.
86. HELLER M., *Sous le regard de Moscou : Pologne 1980-1982*, Calmann-Lévy, 1982.
87. LAURENS H., *Le Grand Jeu. Orient arabe et relations internationales*, A. Colin, 1991.

88. LE GLOANNEC A.-M., *1961, un mur à Berlin*, Complexe, Bruxelles, 1985.
89. LEVESQUE J., *1979-1989, l'URSS en Afghanistan*, Complexe, Bruxelles, 1990.
90. MENUDIER H. (sous la dir. de), *L'Allemagne occupée 1945-1949*, Complexe, Bruxelles, 1990.
91. PORTES J., *Les Américains et la guerre du Vietnam*, Complexe, Bruxelles, 1993.
92. TINGUY A. DE, *1972, USA-URSS, la détente*, Complexe, Bruxelles, 1985.

Aspects de la guerre froide

93. DELMAS J. et KESSLER J. (éd.), *Renseignement et propagande pendant la guerre froide (1947-1953)*, Complexe, Bruxelles, 1999.
94. KASPI A., « Le maccarthysme », *Le Temps de la guerre froide*, Seuil, « Points », 1994.
95. LABBÉ M.-H., *L'Arme économique dans les relations internationales*, PUF « Que sais-je ? », 1994.
96. ROWLEY A., « Les fusées soviétiques, une mystification », *Le Temps de la guerre froide*, Seuil, « Points », 1994.
97. SÉMELIN J., « La Voix de l'Amérique contre Radio-Moscou », *Le Temps de la guerre froide*, Seuil, « Points », 1994.
98. SOKOLOFF G., *L'Économie de la détente : l'URSS et le capital occidental*, Presses de la FNSP, 1983.

99. TOINET M.-F., *1947-1957, la chasse aux sorcières*, Complexe, Bruxelles, 1984.
100. VERDES-LEROUX J., *Au Service du Parti. Le PC, les intellectuels et la culture (1944-1956) et Le Réveil des somnambules (1956-1985)*, Fayard-Minuit, 1983 et 1987.

Le nucléaire

101. AYACHE G. et DEMANT A., *Armements et désarmements depuis 1945*, Complexe, Bruxelles, 1991.
102. *L'Aventure de la bombe. De Gaulle et la dissuasion nucléaire 1958-1969*, Institut Charles-de-Gaulle, Plon, 1985.
103. BERNSTEIN B.J., « The Atomic Bombings Reconsidered », *Foreign Affairs*, janvier 1995, p. 135-152.
104. FOUQUOIRE-BRILLET E., *La Chine et le nucléaire*, PUF, « Que sais-je ? », 1999.
105. POIRIER L., *Des stratégies nucléaires*, Hachette, 1977.
106. « La Politique nucléaire de la France », *Relations internationales*, n° 59, 1989.
107. ROMER J.-C., *La Guerre nucléaire, de Staline à Khrouchtchev. Essai sur la constitution d'une culture stratégique en URSS 1945-1965*, Publications de la Sorbonne, 1991.
108. TATU M., *La Bataille des euro-missiles*, Seuil, 1983.
109. VAISSE M., « La grande peur atomique », *Le Temps de la guerre froide*, Seuil « Points », 1994.

Table

Introduction	3
I / Les origines de la guerre froide	5
1. <i>Deux systèmes universalistes</i>	5
2. <i>Une méfiance croissante</i>	8
Téhéran	8
Yalta	11
Potsdam	12
3. <i>La puissance des États-Unis</i>	16
La question de l'impérialisme américain	16
Les organisations internationales	18
4. <i>Les initiatives soviétiques</i>	20
Les objectifs de Staline	20
L'expansion du communisme en Europe de l'Est .	23
Les crises de 1946	24
La perception anglo-américaine d'un danger soviétique	26
5. <i>1947, l'aboutissement d'un processus</i>	28
La doctrine Truman	28
Le plan Marshall	29
Le Kominform	32
II / Guerre froide et coexistence pacifique (1948-1962)	34
1. <i>L'Europe divisée</i>	34
Le blocus de Berlin	34
Deux Allemagne	36
Les systèmes d'alliances	37

Les débuts de la construction européenne	40
2. <i>La guerre froide en Asie</i>	41
La victoire du communisme en Chine	41
La guerre de Corée (1950-1953)	43
Les conséquences de la guerre de Corée en Europe	45
3. <i>Dégel et coexistence pacifique</i>	48
Le dégel	48
La crise de Suez	51
La politique extérieure de Nikita Khrouchtchev	53
La crise de Cuba	56
III / Réalités et illusions de la détente (1962-1977) .	59
1. <i>Le retour de la diplomatie</i>	60
L' <i>arm's control</i>	60
L' <i>Ostpolitik</i>	61
La conférence d'Helsinki	64
2. <i>L'éclatement du monde communiste</i>	65
Le conflit sino-soviétique	65
Le communisme en Europe	67
3. <i>Le bloc occidental en question</i>	70
Le défi gaullien	70
La guerre du Vietnam et ses conséquences	72
4. <i>Le tiers monde et la guerre froide</i>	76
L'émergence politique du tiers monde	76
Les États-Unis contestés en Amérique latine	78
Les rivalités Est-Ouest au Moyen-Orient	79
Les initiatives soviétiques en Afrique	81
IV / La fin de la guerre froide	84
1. <i>Une nouvelle guerre froide ?</i>	84
L'Afghanistan	84
La crise des euromissiles	86
Reagan et la lutte contre l'« empire du mal »	87
2. <i>Le dénouement</i>	90
Gorbatchev et la nouvelle politique soviétique	90
La fin des démocraties populaires	94
Une nouvelle Europe	96
V / Le système de guerre froide	98
1. <i>Les règles</i>	98
Permanences et dynamiques	98

Les conflits	103
2. <i>Idéologie et propagande</i>	104
La dimension idéologique	104
Convaincre et mobiliser	105
3. <i>Au cœur du système : le nucléaire</i>	109
La dissuasion	109
Les stratégies nucléaires	111
La peur de la bombe	113
Conclusion	115
Repères bibliographiques	117